

SÉRIES

DE L'ÉTÉ



PASSIONS HIPPIQUES

Une affaire de famille

Le milieu très fermé des entraîneurs p. 8

LES ILES

Yeu et Aix

Lieux d'histoire p. 7

ESPAGNE

Vers une interdiction de Batasuna ? p. 4

ENTREPRISES

France Télécom au piège de la dette p. 10

VOYAGES

La Drôme à vélo p. 14-15

DISPARITION

Franco Lucentini p. 17

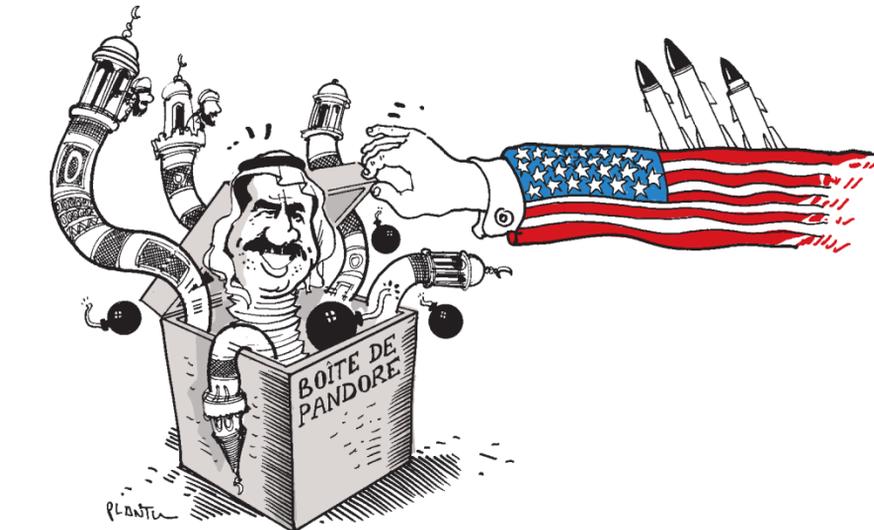
| | | | |
|---------------------|----|-----------------------|----|
| International..... | 2 | Aujourd'hui..... | 13 |
| France-Société..... | 5 | Météorologie-Jeux.. | 16 |
| Régions..... | 7 | Carnet..... | 17 |
| Horizons..... | 8 | Abonnements..... | 17 |
| Entreprises..... | 10 | Culture..... | 18 |
| Marchés..... | 12 | Radio-Télévision..... | 21 |

Irak : la guerre contestée

En Europe, aux Etats-Unis et dans les milieux d'affaires, le projet Bush de plus en plus critiqué

AUX ÉTATS-UNIS mêmes, mais surtout parmi les alliés les plus proches de Washington, l'opposition à une éventuelle intervention militaire américaine en Irak ne cesse de se renforcer. Les plus récentes réactions d'hostilité à ce projet de l'administration Bush sont venues des milieux d'affaires. Une guerre contre l'Irak ne ferait qu'exacerber le climat actuel de déprime, qui voit les conjoncturistes réviser à la baisse toutes les perspectives de croissance. Alors que le prix du pétrole est déjà jugé surévalué - 25 dollars le baril - compte tenu de la faiblesse de l'activité, une nouvelle guerre au Proche-Orient garantirait son envolée, au moins temporaire. Ce fut le cas en 1991, lors de la guerre contre les forces irakiennes au Koweït, et cela ne contribua pas peu à la récession qui s'ensuivit.

Mais les arguments sont aussi politiques. Deux jours durant, à la fin de la semaine passée, le Sénat américain a procédé à des auditions et a conclu que l'administration n'avait pas établi quel serait le



motif crédible d'une guerre contre l'Irak. C'est un point de vue qui est partagé au sein même d'une partie de l'équipe Bush. Cependant, alors que Washington laisse toujours

entendre qu'une attaque est au programme, le plus fidèle allié de M. Bush dans cette affaire, le Britannique Tony Blair, est de plus en plus critiqué, chez lui, pour sa

position. Le chancelier allemand, Gerhard Schröder, lui, dit catégoriquement « non » à cette guerre.

Lire pages 2 et 3

Les choix de Raffarin

► Budget 2003 : les économies prévues

► Crédits en baisse pour la culture, la recherche et le logement

► Les vacances très « France d'en bas » des ministres

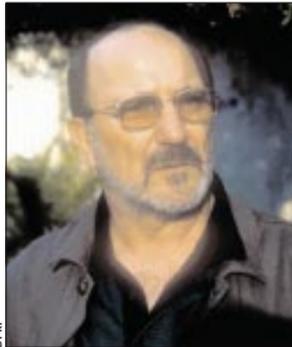
► Les réactions à la dissolution d'Unité radicale

► Des nominations sensibles

Lire page 6 et notre éditorial page 9

Jean-Jé Colonna, « Corse d'honneur »

JEAN-BAPTISTE JÉRÔME COLONNA, dit Jean-Jé, présenté comme « le dernier parrain corse » par le rapport de l'Assemblée nationale en 1998, s'explique pour la première fois dans un long entretien publié par le mensuel *Corsica*, dont *Le Monde* présente de larges extraits. « J'ai mené ma vie comme doit le faire un Corse d'honneur », dit ce personnage mythique à l'écrivain Gabriel-Xavier Culioli. Longtemps fiché au grand banditisme, « Jean-Jé » raconte après quarante années de silence comment il a passé dix ans à traquer et tuer les assassins de son père, avant d'être



interpellé, en 1975 à Marseille, dans les dossiers de la French Connection, puis de s'évader.

Rentré en Corse, après dix ans de cavale, une fois sa peine prescrite, il assure n'avoir rien d'un mafieux, mais reconnaît « rendre des services ». Se laissant photographier pour la première fois, il juge lourde à porter sa « réputation sulfureuse », surtout depuis qu'un juge l'a convoqué pour un abus de biens sociaux. A 63 ans, Jean-Jé Colonna dit « rester fidèle à son propre destin ».

Lire page 5

A Genève, le roi Fahd d'Arabie saoudite déverse richesses et rumeurs

GENÈVE

de la rédaction du « Temps »

Sur le tarmac de l'aéroport international, devant les hôtels 5-étoiles qui bordent le lac Léman ou dans les boutiques de luxe du centre-ville, Genève, depuis deux mois, vit au rythme du royaume d'Arabie saoudite. Le 20 mai, le roi Fahd Ben Abdel Aziz Al-Saoud y a débarqué pour la première fois depuis son accession au trône, en 1982, provoquant à travers la ville et le canton une effervescence dont l'onde s'est propagée depuis jusqu'aux rivages de Lausanne ou de Montreux, à l'autre bout du lac.

En résidence privée dans son imposante propriété de Collonge-Bellerive, le roi est en effet accompagné d'une cour de plusieurs centaines de personnes que les hôtels de la région ont dû absorber quasiment à l'improviste. Chaque jour, de deux à dix avions des Saudi Arabian Airlines effectuent des rotations depuis la péninsule arabique et des quatre coins du monde pour déverser un flot de visiteurs dont les dépenses extraordinaires, ajoutées à celles du roi et de sa cour, commencent à être chiffrées : de 4 à 6 millions de francs suisses (de 2,7 à 4 millions d'euros) par jour, selon

les estimations de l'office du tourisme. Et encore, ces chiffres ne sont-ils que provisoires : les comptes n'auront de pertinence qu'après les achats massifs de cadeaux de dernière minute, soit au 30 septembre, date à laquelle le souverain saoudien devrait quitter Genève pour sa résidence de Marbella, en Espagne. Cette manne financière qui se déverse sur la région fait également quelques victimes, toutes relatives. Pour avoir ouvert ses portes en pleine nuit à des membres de l'entourage du roi fin mai, en violation absolue de la loi cantonale sur le travail... et de la discrétion toute calviniste qui règne dans ce coin de Suisse, la Fnac a été condamnée à verser une amende de 10 000 francs suisses (6 600 euros).

L'émoi suscité par cette visite royale est à mesurer à l'aune de l'attente qui l'a précédée. Genève attendait Fahd depuis plus de vingt ans. Depuis que, à la fin des années 1970, celui qui était encore ministre des affaires étrangères de son demi-frère Khaled avait acquis sa résidence. Paradoxalement, son accession au trône avait retardé l'échéance une première fois. Le protocole saoudien avait imposé différents agrandissements pour permettre à la propriété - un domaine de

40 000 mètres carrés - d'accueillir la nombreuse cour qui accompagne le souverain lors de ses déplacements. Et dans un canton où l'esprit procédurier est particulièrement vivace, l'ajout d'un étage au palais ainsi que la construction d'une dizaine de maisons indépendantes se sont heurtés à une opposition contre laquelle le roi a finalement eu gain de cause.

Alors qu'il est à Genève pour s'y faire opérer de la cataracte, en même temps qu'il inaugure sa propriété, Fahd a transmis celle-ci à sa seconde épouse, la princesse Johara Al-Ibrahim. L'acte de donation a été officialisé le 3 août et a relancé les rumeurs sur son état de santé. L'intense ballet diplomatique dont le souverain a été l'objet courant juillet de la part de chefs d'Etat arabes - le roi Abdallah II de Jordanie et le président égyptien Hosni Moubarak - a largement alimenté ces rumeurs, qui le disent mourant ou en passe d'être formellement écarté du trône au profit de l'un de ses frères supposés plus favorables aux visées américaines dans le monde arabe que le prince héritier Abdallah.

Samuel Gardaz

SPORTS

Super Paula



MILITANTE antidopage, la Britannique Paula Radcliffe a remporté le titre européen du 10 000 m à Munich, et battu le record continental de la distance. Lire page 13

POINT DE VUE

Une langue si « easy »

par Dominique Noguez

AINSI, une nouvelle fois, la Commission de Bruxelles vient de proclamer qu'il y a quelque chose de plus fort que la loi Toubon (qui faillit s'appeler loi Tasca, puisqu'une partie éclairée de la gauche avait préparé une loi du même genre peu avant l'alternance de 1993), de plus fort que la Constitution de la République française (qui stipule, en son article 2, que « la langue de la République est le français »), de plus fort qu'une langue qui a mille ans d'histoire et quatre siècles et demi d'emploi officiel, et c'est... la circulation des marchandises à travers l'Union

européenne ! En gros, si l'on a bien compris, certaines multinationales pressées, avides de profit maximal, et donc peu désireuses de dépenser ne serait-ce que 1 centime d'euro pour la traduction du nom et du mode d'emploi de leur bimbeloterie, se seraient élevées contre l'obligation que leur fait la loi française - depuis bien avant la loi Toubon, d'ailleurs : depuis la loi Bas-Lauriol de 1975 - d'utiliser en France la langue indigène pour « la désignation, l'offre, la présentation, la publicité écrite ou parlée et les modes d'emploi d'un article ou d'un produit ».

Il n'y a pourtant pas là de quoi fouetter un chat. C'est même la moindre des choses, de la part de n'importe quel commerçant ayant pour son « aimable clientèle » (comme on disait jadis) ce minimum de respect qui consiste à s'adresser à elle dans sa langue, de façon non à l'embrouiller, mais à s'en faire comprendre.

Apparemment, les choses ont changé.

Lire la suite page 9

DOMINIQUE NOGUEZ est écrivain

FESTIVALS

L'Interceltique, à Lorient, célèbre le réveil gallois



AVEC 4 500 ARTISTES invités, le plus ancien et le plus grand rassemblement dédié aux cultures celtes, harpes et bombardes de tous pays attire jusqu'au 11 août les festivaliers dans une dizaine de lieux du port breton. L'invité d'honneur est, cette année, le pays de Galles (nuit spéciale le 8 août), où langue et musique participent au renouveau du sentiment national. Lire page 18

TOD'S

Double T

VEAU RETOURNÉ
SEMELLE SOUPLE ET LÉGÈRE
65 ÉTAPES DE FABRICATION ARTISANALE

INTERNATIONAL

PROCHE-ORIENT

Le souhait du président américain **GEORGE W. BUSH** de recourir à la force pour renverser le régime de Saddam Hussein, à **BAGDAD**, rencontre une désapprobation croissante en Europe et de nombreuses réticences

au sein de la **CLASSE POLITIQUE** américaine. Les analystes hésitent sur les conséquences qu'aurait pareille opération militaire sur les **COURS DU PÉTROLE**, avec des variations allant de 6 à 60 dollars le baril. L'attitu-

de des **PAYS PRODUCTEURS**, au sein comme hors de l'OPEP, est également source de larges incertitudes. En Grande-Bretagne, le premier ministre **TONY BLAIR** est de moins en moins assuré de recueillir un soutien

suffisant à une éventuelle participation britannique. Le **CHANCELIER ALLEMAND** Gerhard Schröder, en campagne électorale, craint même qu'une attaque ne fasse éclater la coalition antiterroriste.

Les oppositions à une guerre contre Saddam Hussein se renforcent

La perspective d'une offensive visant à renverser le régime irakien suscite des critiques croissantes en Europe et aux Etats-Unis même. Les scénarios des analystes, à propos des incidences d'une opération militaire sur les cours du pétrole et l'attitude des pays producteurs, varient considérablement

LONDRES

de notre correspondant

Les uns dramatisent à outrance l'accroissement des tensions entre les Etats-Unis et l'Irak ; les autres se veulent prudemment optimistes sur les perturbations possibles de l'approvisionnement pétrolier. Une chose est sûre : une possible offensive américaine reste un facteur positif sur les prix, reconnaît Robert Mabro, directeur de l'Oxford Institute for Energy Studies : « Si Bush l'emporte et renverse Saddam Hussein, l'envolée des prix sera de courte durée. Mais les prix devraient rester volatils en raison des interrogations sur la future direction de l'Irak. »

Dès qu'on parle de guerre, les cours de l'or noir décollent. Reste que, de l'avis général, le prix actuel du baril – 25 dollars en moyenne – est jugé surévalué au vu d'une conjoncture économique mondiale plutôt mal en point. Le contraste est frappant avec la dépression des cours de l'ensemble des matières premières : cuivre, nickel et aluminium sont frappés par la contraction de la demande industrielle. Le marché pétrolier est certes serré, mais si l'on analyse ses « fondamentaux », les nouvelles sont plutôt bonnes pour les pays consommateurs : mise en exploitation de nouveaux puits, fin de la guerre en Angola, rôle diminué de l'Irak (dont la production quotidienne, contingentée par l'ONU, se situerait entre 1 et 2 millions de barils), baisse du coût de l'affrètement des pétroliers, dissensions internes au sujet des quotas de production menaçant la cohésion de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP),



KARIM SAHIB/AP

Des manifestants brandissent des photos du président irakien Saddam Hussein, armé d'un fusil, pendant un défilé antiaméricain organisé, mardi 6 août, à Bagdad. Face à la perspective d'une éventuelle offensive militaire des Etats-Unis pour le renverser, le régime irakien multiplie les démonstrations de mobilisation populaire et les initiatives diplomatiques visant à expliquer sa position auprès des pays de la région.

etc. « La seule explication possible à cette fermeté des prix est que les marchés ont intégré le risque d'une intervention en Irak », conclut Robert Mabro.

CHANGEMENT DE DÉCOR

Au lendemain du 11 septembre 2001, les prix de l'or noir avaient brutalement grimpé avec une pointe de 30,50 dollars le baril pour le brent de la mer du Nord, avant de retomber tout aussi rapidement. Les pays de l'OPEP avaient assuré alors que le marché ne serait pas privé de pétrole, empêchant des hausses qui auraient pu être catastrophiques

pour les Etats-Unis, proches de la récession. Puis la réalité économique avait pris le pas sur les risques politiques : face à une demande mondiale en chute libre en raison de la crise, le prix du baril était tombé autour de 17 à 18 dollars. Seules la mise en place par l'OPEP d'un système de contrôle des prix et de la production, la participation de pays non-membres du cartel à cette initiative et une conjoncture moins mauvaise que prévu aux Etats-Unis ont permis une remontée modérée des prix à partir du second trimestre.

Aujourd'hui, changement de

décor. Si les analystes de la City ne sont pas tranquilles, c'est que le risque d'embrasement des prix du brut est d'abord politique. Sixième producteur mondial de pétrole, l'Irak fait partie de l'OPEP. Or les réactions de l'Organisation à une attaque américaine sont difficiles à prédire. Certains ont des scénarios avec un pétrole à 60 dollars, d'autres à 6 dollars...

SCÉNARIOS-CATASTROPHES

Le régime de Saddam Hussein peut-il compter sur l'expression de solidarité de l'OPAEP, l'organisation-sœur des pays arabes producteurs de pétrole qui pourrait faire bloc derrière l'Irak ? Si une répétition de l'embargo de 1973 semble exclue, certains experts échafaudent des scénarios-catastrophes à l'exemple d'une attaque par l'Irak des champs pétroliers au Koweït ou en Arabie saoudite. Lors de sa récente rencontre avec Tony Blair, le roi Abdallah de Jordanie a, ainsi, évoqué le spectre de représailles contre les intérêts pétroliers britanniques importants dans la région. Autre menace, la crise financière latino-américaine pourrait amener des producteurs comme le Mexique ou le Venezuela à ne plus respecter les quotas imposés en ce moment par l'OPEP. Deuxième producteur mondial après l'Arabie saoudite, la Russie prend un rôle clé dans ce nouveau contexte : choisira-t-elle de coopérer avec l'OPEP ou au contraire de reprendre sa liberté dans l'espoir de prendre encore plus d'ascendant sur le marché pétrolier ?

George W. Bush doit également tenir compte du facteur politique.

Lors de la guerre du Golfe de 1991, conduite par son père, le prix du baril avait grimpé à 35 dollars, précipitant une récession qui devait conduire à la défaite électorale de ce dernier un an plus tard. Cette crainte explique le lancement, en fin de semaine dernière, par le chef de la Maison Blanche d'un appel à l'aug-

diminuer leur dépendance vis-à-vis de l'Arabie saoudite et du Venezuela via une hausse des approvisionnements en Afrique ou par le truchement de la coopération énergétique avec Moscou. Enfin, comme le note un cambiste londonien de la Citibank, « les riches Arabes, en particulier les Saoudiens, ont la plupart de

Chassé-croisé diplomatique

Le gouvernement irakien devait tenir, mercredi 7 août, une réunion extraordinaire pour discuter des menaces d'attaque américaine. Parallèlement, Bagdad déploie une activité diplomatique destinée à expliquer son point de vue. En attendant de se rendre à Moscou et à Pékin fin août, le ministre des affaires étrangères irakien, Naji Sabri, se trouvait, mardi, à Amman, où, après avoir été reçu par le roi de Jordanie, Abdallah II, il a eu un entretien avec son homologue turc, Sukru Sina Gurel. Ce dernier se trouvait lui aussi en Jordanie pour discuter de la situation en Irak et des risques d'intervention américaine.

Parallèlement, Jalal Talabani, chef de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), l'une des deux principales formations kurdes irakiennes, se trouvait à Ankara pour examiner l'avenir de l'Irak avec de hauts responsables du ministère des affaires étrangères turc. L'UPK et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani administrent la partie du Kurdistan irakien qui échappe au contrôle de Bagdad, au nord du 36° parallèle.

mentation des stocks stratégiques des Etats-Unis de 576 millions de barils à 700 millions au cours des trois prochaines années. « En cas de conflit, l'OPEP va être paralysée. Par solidarité, pour ne pas paraître inféodés aux Etats-Unis, l'Arabie saoudite, les pays du Golfe, l'Algérie refuseront d'augmenter leur production. Si le prix grimpe à 40 dollars, l'administration Bush va dans le mur. Seule la cession d'une partie du stock stratégique pourrait entraîner une dégrèvement des cours », estime Lawrence Eagles, du courtier GNI. Les Etats-Unis, qui importent la moitié de leur consommation, s'efforcent de nos jours de

leurs avoirs libellés en dollars confortablement installés dans des banques aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne. Il est peu probable qu'ils soient prêts à perdre une partie de leur fortune pour défendre Saddam Hussein ».

« En période de conflit, le prix de l'or colle à celui du pétrole, à la hausse. Avec l'Irak, le cours du métal jaune ne devrait pas monter au-delà de 320 dollars l'once, pour retomber rapidement » : comme l'indique Paul Walker, de Goldfields Mineral Services, la prudence est de rigueur.

Marc Roche

L'hostilité à une intervention s'amplifie en Grande-Bretagne

LONDRES

de notre correspondant

Tony Blair, le plus fidèle allié des Etats-Unis dans la crise irakienne, ne peut qu'être indisposé par la pétition de chrétiens pratiquants signée par la plus haute autorité morale, le futur archevêque de Canterbury, Rowan Williams, lui enjoignant de s'opposer à une intervention militaire contre l'Irak. « Il est déplorable que les pays les plus puissants de la planète continuent de considérer la guerre comme un instrument acceptable de la diplomatie en violation des principes moraux défendus par l'ONU et les enseignements de l'Eglise » : ce texte, qui a recueilli plus de trois mille signatures à l'initiative de l'organisation catholique Pax Christi, remis le mardi 6 août au 10 Downing Street, illustre la montée des critiques contre une éventuelle participation britannique à des frappes américaines. On peut imaginer l'embarras, devant cette fronde, du premier ministre, qui a choisi personnellement le nouveau primat de 70 millions d'Anglicans de par le monde.

Envoi du porte-avions *Royal Oak* en Méditerranée, rappel de soldats déployés en Afghanistan et dans les Balkans, possible mobilisation de réservistes en septembre... les signes d'une éventuelle participation britanniques se multiplient. La marge de manœuvre du premier ministre est toutefois limitée. La classe politique, en général, affiche ses interrogations sur la marche à suivre face au dictateur irakien. La gauche du New Labour et une grande partie du mouvement syndical se mobilisent contre une éventuelle participation d'Albion à des frappes contre l'Irak déclenchées par Washington par crainte d'un embrasement de l'ensemble de la région.

Le pacifiste Tam Dalyell, très influent doyen de la Chambre des communes, multiplie les mises en garde contre le risque de lancer des opérations sans le soutien des parlementaires. Le Parti conservateur, jusque-là solidaire avec les Etats-Unis, apparaît, lui aussi, divisé. Le lobby des anciens militaires, très puissant au sein de l'opposi-

tion tory, ne ménage pas ses critiques envers le suivisme du chef du gouvernement. A l'instar de Lord Bramall, ancien chef des armées pour qui « la Grande-Bretagne risque d'être entraînée dans une guerre au Proche-Orient longue et sale ».

ISSUE INCERTAINE

Une partie de la presse de droite menée par le virulent *Daily Mail* ne cache pas son scepticisme devant l'absence de preuves de l'existence des armes de destruction massive dans l'arsenal irakien. Les libéraux-démocrates (centristes), pour leur part, exhortent le gouvernement à trouver avec ses partenaires européens une opposition commune qui soit en mesure d'influencer les Etats-Unis. A leurs yeux, une action militaire précipitée des Américains qui aurait l'aval de Londres ne disposerait pas d'un soutien suffisant au sein de l'Union, en particulier de la France et de l'Allema-

gne. Quant aux milieux d'affaires, ils se déclarent sensibles au risque de dépression économique, conséquence de l'inévitable envol des prix du pétrole. Le plongeon de la production industrielle en juin, qui a mis un frein aux espoirs de reprise économique en Grande-Bretagne, accroît leurs inquiétudes.

Dans le passé, la totale solidarité de Tony Blair avec les Etats-Unis ne s'est jamais démentie. Le premier ministre, qui n'a cessé de donner des gages de fermeté et de fidélité à Washington, n'a pourtant rien à gagner dans cette affaire à l'issue incertaine. Selon le dernier sondage sur la question, effectué par la chaîne de télévision Channel Four, plus de la moitié des Britanniques sont hostiles à l'envoi de forces britanniques en Irak en cas de conflit déclenché par les Etats-Unis, contre 34 % qui sont d'un avis contraire.

M. R.

La question de l'Arabie saoudite et du « terrorisme »

ONZE mois après les attentats contre New York et Washington, les soupçons portés sur l'Arabie saoudite pour soutien aux extrémistes musulmans ne sont toujours pas dissipés aux Etats-Unis. A en croire le *Washington Post*, le royaume wahhabite a été qualifié de « graine du terrorisme » et de « premier et plus dangereux adversaire » des Etats-Unis au Proche-Orient lors d'une réunion qui a eu lieu le 10 juillet, au Defense Policy Board (DPB), un organe consultatif du Pentagone. Ces propos, précise le *Post* dans son édition du mardi 6 août, ont été tenus par Laurent Murawiec, un analyste de la Rand Corporation. « Les Saoudiens sont actifs à tous les maillons de la chaîne [terroriste], de la planification au financement, du militant de base à l'idéologue et au meneur (...) L'Arabie saoudite soutient nos ennemis et s'attaque à nos alliés », a ajouté M. Murawiec, un ancien conseiller du ministère français de la défense,

devenu spécialiste des questions de sécurité internationale au sein de la Rand Corporation. De son point de vue, renverser le président irakien Saddam Hussein serait une bonne chose, car cela entraînerait des changements en Arabie saoudite, pays qui pose un vrai problème « à cause de son rôle dans le financement et le soutien aux mouvements islamistes radicaux », ajoute le *Post*. Une sévère mise en garde devrait être adressée par les Etats-Unis à Riyad pour qu'il mette fin à son soutien au terrorisme, faute de quoi les puits de pétrole saoudiens et les avoirs financiers saoudiens à l'étranger devraient être « visés » estime M. Murawiec, selon le *Post*.

Ce point de vue, selon le *Post*, est partagé par une partie de l'administration américaine, notamment au sein de l'équipe de collaborateurs du vice-président Dick Cheney et parmi les responsables civils du Pentagone, ainsi qu'au sein des milieux néoconservateurs. Mais il ne repré-

sente pas les vues du DPB, ni de l'administration américaine. Il est même à l'opposé de l'attitude du gouvernement, qui considère que l'Arabie saoudite est un allié majeur au Proche-Orient.

De fait, la Maison Blanche a aussitôt réagi aux informations du *Post*. C'est un pays « ami et un allié de longue date », a déclaré le porte-parole de la Maison Blanche, Scott McClellan. « Nous apprécions beaucoup sa collaboration dans la guerre contre le terrorisme », a-t-il ajouté. « Cela ne reflète pas la position du gouvernement ni l'opinion du DPB », a renchéri le secrétaire à la défense, Donald Rumsfeld. De son côté, le secrétaire d'Etat, Colin Powell, a téléphoné à son homologue saoudien Saoud Al-Fayçal pour éviter tout incident diplomatique. « Les réflexions exprimées par certaines personnes ne reflètent pas les vues du gouvernement des Etats-Unis », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, Philip Reeker.

M. Schröder exclut un soutien allemand à une attaque américaine unilatérale

Après l'élan de solidarité provoqué par les attentats du 11 septembre, le pays, en campagne électorale, se montre plus prudent

BERLIN

de notre correspondant

Saddam Hussein vient de faire inopinément irruption dans la campagne électorale allemande, « invité » par Gerhard Schröder et ses adversaires chrétiens-démocrates à départager les candidats à la chancellerie lors des élections du 22 septembre. Le dictateur irakien avait déjà pointé une oreille lors du récent sommet franco-allemand de Schwerin quand Jacques Chirac, lors de la conférence de presse de clôture, avait exclu une participation française à une guerre contre l'Irak sans le feu vert préalable des Nations unies. Assis à ses côtés, Gerhard Schröder avait approuvé, ajoutant que sans un tel feu vert il n'y avait « aucune majorité parlementaire allemande pour une action contre l'Irak ».

Depuis, le chancelier allemand a répété son message, saisissant chaque occasion pour exprimer son opposition à une expédition militai-

re que décideraient, unilatéralement, les Etats-Unis. Lundi, à Hanoï, lors du lancement de sa campagne électorale, Gerhard Schröder a ainsi affirmé que l'Allemagne n'était pas encline « à des passe-temps guerriers », écartant même une participation financière de son pays à une guerre qui ne prendrait pas en compte l'ensemble des problèmes qui se posent à la région.

Dans un entretien accordé, mercredi 7 août, au quotidien *Bild*, le chancelier estime même que la coalition antiterroriste déployée en Afghanistan risquerait de ne pas survivre à une attaque contre l'Irak. Quant au secrétaire général du Parti social-démocrate (SPD), Franz Müntefering, il a, lui, exclu toute participation allemande à une attaque contre l'Irak, avec ou sans mandat de l'ONU. Il s'est aussitôt attiré les foudres de l'opposition qui parle de « manœuvre de diversion » d'un parti incapable de défendre son bilan économique.

Sans être infondé, l'argument est loin d'expliquer entièrement le nouveau discours du chancelier. Depuis le 11 septembre 2001, l'Allemagne a évolué d'une solidarité « sans réserve » à l'égard des Etats-Unis à une solidarité critique. Des navires allemands croisent au large du Golfe, et des blindés de type



Sans feu vert de l'ONU, il n'y aura « aucune majorité parlementaire allemande pour une action contre l'Irak » GERHARD SCHRÖDER

Fuchs, spécialisés dans l'intervention atomique, chimique et biologique sont toujours stationnés au Koweït. Mais le nouveau ministre de la défense, Peter Struck, vient de suspendre un exercice prévu avec les troupes alliées, de peur qu'il ne soit interprété comme une préparation allemande à une guerre.

En un an, l'émotion suscitée par les attentats contre New York et Washington a eu le temps de se calmer, recentrant la sensibilité de nombre d'Allemands autour de leurs valeurs pacifistes. C'est à eux que s'adresse aujourd'hui un Gerhard Schröder en mauvaise posture. Obligé de combattre pour chaque voix, le chancelier sortant est menacé par la montée de l'opposition mais tout autant par la défection de ceux des siens dotés d'une vigoureuse fibre antiguerre. Eux qui n'avaient accepté qu'au forceps, et après bien des débats, la participation allemande à la campagne d'Afghanistan, ne sont pas prêts à rééditer l'expérience avec l'Irak. Les mises en garde de M. Schröder permettent aussi d'illustrer le retour sur la scène politique internationale d'une Allemagne libre de ses choix, idée que n'a cessé de défendre le chancelier.

Le débat sur l'Irak permet aussi de mettre en mauvaise posture une

opposition qui peine à faire son unité sur ce dossier. Prudent, le candidat conservateur, Edmund Stoiber, préfère éviter une question qu'il affirme « hypothétique » ; son spécialiste des affaires étrangères, Wolfgang Schäuble, parfois donné comme le ministre des affaires étrangères d'un gouvernement que dirigerait la CDU, critique la position de Gerhard Schröder qui, selon lui, isole l'Allemagne et affaiblit les pressions exercées sur Saddam Hussein pour qu'il accepte le retour des inspecteurs de l'ONU ; l'ancien ministre libéral des affaires étrangères, Hans-Dietrich Genscher, dont le parti sera au gouvernement en cas de victoire conservatrice, critique le chancelier qui a choisi « sa propre voie » sans chercher à dégager une position commune au sein de l'UE ; et tous demandent un débat sur la question avant les élections prévues pour le 22 septembre.

Georges Marion



Les partisans d'une action militaire rapide contre Bagdad perdent du terrain aux Etats-Unis

L'opinion s'inquiète de la situation économique

WASHINGTON

de notre correspondant

Chasser Saddam Hussein du pouvoir reste l'un des principaux objectifs de George Bush, mais les conditions politiques et militaires d'une offensive américaine ne sont pas réunies et ne le seront pas avant plusieurs mois. La Maison Blanche a d'ailleurs informé les parlementaires républicains que rien ne sera entrepris, sur ce front, avant les élections du 5 novembre, destinées à renouveler la Chambre des représentants, une partie du Sénat et de nombreux postes de gouverneurs.

La cause des partisans d'une action militaire rapide s'est affaiblie au cours des dernières semaines. Pour commencer, le motif d'une guerre contre Saddam Hussein n'est pas établi. Ancien conseiller du premier président George Bush pour la sécurité nationale, Brent Scowcroft a déclaré, le 4 août, sur CBS, que l'administration devrait plutôt presser le dictateur irakien de laisser revenir les inspecteurs des Nations unies, ce qui, s'il refusait, fournirait éventuellement le casus belli qui manque pour ouvrir les hostilités. M. Scowcroft, qui est toujours l'un des stratèges les plus écoutés parmi les républicains - c'est lui qui avait recommandé à M. Bush le choix de Condoleezza Rice comme conseillère pour la sécurité nationale -, est loin d'être seul à penser que les Etats-Unis ont d'autres priorités que le renversement de Saddam Hussein : la guerre contre le terrorisme et la crise paroxystique entre Israéliens et Palestiniens.

Des sénateurs républicains de premier rang comme Richard Lugar, Chuck Hagel ou Arlen Specter sont plus que sceptiques sur la nécessité d'une initiative militaire en Irak. M. Lugar, aujourd'hui le parlementaire républicain le plus puissant en matière de politique

Kofi Annan rappelle ses obligations à l'Irak

Dans une lettre au chef de la diplomatie irakienne, Naji Sabri, le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, a rappelé, mardi 6 août, les conditions fixées par le Conseil de sécurité pour le retour en Irak des experts du désarmement. Il demande que Bagdad confirme qu'il accepte les modalités de ce retour telles que fixées par la résolution 1284 du Conseil de sécurité et adresse une invitation formelle à l'Unmovic, la commission de surveillance, de vérification et d'inspection de l'ONU, à se rendre en Irak. Il répond ainsi à une missive de M. Sabri invitant Hans Blix, le chef de l'Unmovic, à se rendre à Bagdad pour discuter des conditions de reprise des inspections.

M. Annan rappelle que, selon la résolution 1284, l'Unmovic, pas plus tard que soixante jours après avoir commencé à travailler en Irak, doit soumettre pour approbation au Conseil de sécurité un programme de travail qui inclura - entre autres - « les tâches précises essentielles de désarmement restant à accomplir par l'Irak ». - (AFP.)

étrangère, a cosigné avec le démocrate Joseph Biden, président de la commission des affaires étrangères du Sénat, dans le *New York Times* du 31 juillet, une tribune justifiant les auditions décidées par la commission pour tenter de comprendre le problème posé par l'Irak. Que de telles auditions aient été organisées sans l'exécutif et seulement avec des experts en dit long sur les doutes des sénateurs. La commission correspondante de la Chambre des représentants, dirigée par les républicains, a décidé de procéder, elle aussi, à des auditions en septembre. « Nous avons

M. Bush n'est pas dans une position assez solide pour faire accepter au pays une guerre qui ne s'impose pas

besoin de réfléchir beaucoup plus », commentait M. Lugar après les auditions du Sénat, les 31 juillet et 1^{er} août, le « nous » désignant les Etats-Unis.

Ensuite, le conflit quasiment ouvert, au sein de l'administration, entre les partisans d'une offensive à court terme - surnommés par dérision « djihadistes » - et ceux du statu quo démontre que l'affaire est loin d'être claire. Le premier camp est animé par le vice-président, Richard Cheney, ancien secrétaire à la défense du premier président Bush, et par celui qui dirige aujourd'hui le Pentagone, Donald Rumsfeld, avec le soutien du courant néoconservateur. Cependant, les militaires se retrouvent plutôt dans le second camp, celui de leur ancien collègue Colin Powell, ex-chef d'état-major interarmes, aujourd'hui secrétaire d'Etat, dont la prudence est appuyée par le directeur de l'Agence centrale de renseignement, la CIA, George Tenet. M. Bush, qui a entendu, lundi 5 août, un nouvel exposé du chef d'état-major pour la zone géographique concernée, le général Tommy Franks, et sa conseillère, M^{me} Rice, semblent convaincus que rien n'est possible aujourd'hui.

En tête des grands journaux, le *New York Times* et le *Washington Post*, dans leurs éditoriaux des 3 et 4 août, ont conclu que la nécessité d'une guerre contre Saddam Hussein n'était pas démontrée. L'opinion publique est surtout préoccupée par la situation économique, par la crise de confiance provoquée par les fraudes constatées dans la comptabilité de grandes entreprises et par la sécurité intérieure. M. Bush, à la fois haut placé dans les sondages et soupçonné d'inefficacité sur le plan économique, n'est pas dans une position assez solide, aujourd'hui, pour faire accepter au pays une guerre qui ne s'impose pas.

Patrick Jarreau

Washington tente d'imposer une négociation aux généraux indonésiens dans le conflit d'Atjeh

Une reprise de l'aide militaire américaine à Djakarta pourrait permettre de contenir les partisans de la manière forte, face à une population musulmane qui réclame l'indépendance

DJAKARTA

de notre envoyé spécial

Dans la foulée d'une brève visite de Colin Powell à Djakarta, où le secrétaire d'Etat américain a annoncé une aide de plus de 50 millions d'euros à la lutte contre le terrorisme, un émissaire américain, Anthony Zinni, a passé quarante-huit heures à Atjeh, province indonésienne où l'armée tente de venir à bout d'une insurrection séparatiste.

Le général Zinni, ancien fusilier-marin plus connu pour ses missions officielles au Proche-Orient, est l'un des « sages » recrutés par le Centre Henri-Dunant, médiateur agréé dans le conflit atjehnaï.

Depuis plus d'un an, la situation s'est dégradée dans cette province de 4 millions d'habitants à la pointe occidentale de l'île de Sumatra. Le conflit, qui dure depuis 1976, a pris une vilaine tournure depuis que les militaires y ont retrouvé une grande liberté d'action. La guerre a déjà fait 12 000 victimes, en majorité des civils, dont plus de 600 depuis le début de l'année. C'est une guerre sale, accompagnée d'exactions que l'armée met généralement sur le compte d'Atjeh Merdeka, une insurrection indépendantiste, laquelle

lui renvoie la balle tout en ajoutant que les forces de l'ordre recrutent, parmi des migrants javanais, des milices chargées des mauvais coups.

Djakarta refuse l'autodétermination aux Atjehnaï, en majorité favorables à l'indépendance, et leur a accordé, au début de l'année, une « autonomie spéciale » dont les effets concrets tardent à se manifester. Les généraux indonésiens parlent aujourd'hui d'exterminer les « terroristes » et le pouvoir politique les suit. A Djakarta, on a même évoqué l'envoi de renforts militaires et l'instauration d'un état d'urgence civil, mesures qui renforceraient les forces de l'ordre face à Atjeh Merdeka, dont les quelques milliers de combattants se retrouvent déjà sur la défensive.

L'hostilité des Atjehnaï, de pieux musulmans, à l'égard de Djakarta ne se dément pas et les tensions ne font que s'aviver. Alors que l'armée indonésienne, qui a survécu à la déconfiture représentée par le limogeage de Suharto en 1998, préconise une solution militaire, Colin Powell est venu rappeler à Djakarta que Washington n'envisageait qu'une solution politique au

conflit. La visite d'Anthony Zinni semble avoir pour objet de ranimer des négociations.

Le gouvernement indonésien a donc dû faire une marche arrière. L'envoi de renforts militaires, l'instauration éventuelle d'un état d'urgence sont reportés d'au moins deux semaines. Tout en défendant l'intégrité territoriale du vaste archipel et en s'opposant à l'indépendance d'Atjeh, Washington fait une distinction entre les activités de petits groupes islamistes liés, à ses yeux, à Al-Qaïda ou au terrorisme régional, et la question de l'identité atjehnaïse, à laquelle aucun gouvernement indonésien n'a su répondre de façon satisfaisante.

MOYENS DE PRESSION

Les partisans d'une solution militaire seront-ils contraints de composer ? La reprise rapide de l'aide américaine, suspendue en 1999 à la suite des exactions commises par les milices pro-indonésiennes à Timor-Oriental, est devenue cruciale pour les forces armées. Seule corporation encore organisée à l'échelon national, l'armée compte 337 000 hommes, dont 50 000 marins et 25 000 aviateurs. Ce qui

fait peu pour un archipel de 210 millions d'habitants, de 17 000 îles et qui s'étale sur plus de 5 000 km.

La flotte est formée de 113 bâtiments, dont l'armement est obsolète et dont 81 unités ont plus de vingt ans d'âge. L'armée de l'air n'est pas mieux lotie : près de la moitié de ses 222 appareils sont cloués au sol ; 30 seulement sont opérationnels ; cinq radars - sur seize - sont hors d'usage.

En dépit d'une augmentation de 18 % en 2002, le budget de la défense est inférieur à 2 % du PIB et est le quart de celui de Singapour. Surtout, il représente moins de 40 % des dépenses militaires, dont la couverture est donc complétée par les recettes d'un empire industriel et commercial. Enfin, leur salaire mensuel moyen demeurant inférieur à 100 euros, les soldats se payent sur le pays.

Si le Congrès américain finit par accepter une reprise des livraisons de matériel militaire, la Maison Blanche disposera donc de moyens de pression sur des généraux indonésiens dont le poids politique demeure décisif.

Jean-Claude Pomonti

Tel. 01.42.66.66.33

TOD'S

"Double T"

VEAU RETOURNÉ
SEMELLE SOUPLE ET LÉGÈRE
65 ÉTAPES DE FABRICATION ARTISANALE

Le gouvernement espagnol engage la procédure d'interdiction de la « vitrine légale » d'ETA

La justice devra décider si la coalition basque Batasuna est coupable de complicité

MADRID

de notre correspondante

La profonde émotion qui, mardi 6 août, a de nouveau fait descendre dans la rue des milliers d'Espagnols indignés pour protester contre l'attentat de l'ETA ayant fait, dimanche à Santa Pola, près d'Alicante (sud-est), deux morts dont une fillette de 6 ans, a eu un effet immédiat : le matin même, le gouvernement Aznar a envoyé la documentation nécessaire au procureur général de l'Etat pour que celui-ci décide d'engager, ou non, auprès de la Cour suprême le processus d'interdiction de Batasuna, la coalition indépendantiste basque, « vitrine politique » du groupe armé ETA, en accord avec la nouvelle loi sur les partis, entrée en vigueur le 27 juin. José María Aznar, qui a interrompu ses vacances pour se rendre aux obsèques, y avait fait une violente sortie contre les « ordures humaines » que sont, à ses yeux, les dirigeants de Batasuna, « tout aussi responsables » que l'ETA des actes terroristes commis, en raison de leur refus de les condamner.

Cependant, déplorer un attentat mais ne pas le condamner peut-il

être considéré, comme l'affirme le porte-parole du gouvernement, Mariano Rajoy, comme un « soutien tacite au terrorisme » tombant sous le coup de la nouvelle loi ? C'est ce que devra déterminer le procureur de l'Etat qui examinera le comportement des élus de Batasuna depuis l'entrée en vigueur de la loi. Et notamment les déclarations, souvent ambiguës, de son porte-



En cas de mise hors la loi de Batasuna, « le panorama pourrait devenir plus dramatique »

ARNALDO OTEGI

parole, Arnaldo Otegi, qui, lundi, a imputé au comportement « rigide » de M. Aznar une partie de la responsabilité des violences de l'ETA, prophétisant qu'en cas de mise hors la loi de son parti, « le panorama pourrait devenir plus dramatique ».

Que Batasuna « flirte » avec l'ETA n'est plus à prouver, des dizaines de ses militants ayant été inculpés pour leur aide directe à

l'organisation séparatiste. Mais peut-on pour autant tenir l'ensemble de la coalition pour un simple appendice de l'ETA, entièrement complice ? C'est la thèse du juge Garzon, après cinq années d'enquête sur la trame financière de l'organisation armée. Il a imputé à Batasuna la responsabilité civile des dégâts occasionnés par certains militants radicaux au Pays basque et a bloqué ses comptes bancaires pour couvrir la facture évaluée à 24 millions d'euros.

La loi sur les partis, adoptée à plus de 90 % des voix au Parlement, n'en a pas moins été très contestée. Au Pays basque notamment, où les nationalistes modérés au pouvoir pense qu'elle va aggraver la fracture, qu'elle sera d'avantage un « symbole politique » qu'un instrument efficace, risquant de donner à Batasuna une image de « victime » et de lui assurer des appuis au moment où elle vient de perdre aux élections autonomes de 2001 la moitié de ses députés (passant à 7 élus et 10 % des voix) et où un parti indépendantiste dissident, Aralar, opposé

à la violence, vient d'être créé.

Aussi, à l'heure d'engager des procédures, avec pour arme une loi « entre le pénal et le civil, aussi politique que juridique », comme le rappelait un éditorial du quotidien *El País*, beaucoup prônent un maximum de prudence et de garanties, tel le dirigeant socialiste José Luis Rodríguez Zapatero, qui veut utiliser la loi « sans plus attendre », mais avec « scrupule ».

Le processus, complexe, pourrait durer de nombreuses semaines, car, une fois admise la demande (si elle doit l'être) par la Cour suprême, celle-ci devra informer Batasuna, qui aura vingt jours pour répondre. Et, si de nouvelles allégations surgissent, un nouveau cycle de vingt jours est prévu avant la sentence. En attendant, le gouvernement, soucieux du plus large consensus possible, pourrait convoquer une session extraordinaire du Congrès, fin août, afin que celui-ci demande officiellement à l'exécutif d'entreprendre les démarches contre Batasuna auprès de la Cour suprême.

Marie-Claude Decamps

Un congrès clandestin du FIS algérien se serait tenu en Belgique

BRUXELLES

de notre correspondant

Un congrès du Front islamique du salut (FIS) algérien aurait été organisé clandestinement, le week-end dernier, quelque part dans le triangle des frontières belge, néerlandaise et allemande. Présentée comme la troisième du genre, cette réunion de la direction du parti islamiste, interdit en Algérie depuis 1992, aurait eu lieu dans la banlieue de Liège ou à Maastricht, selon des sources divergentes. Un correspondant berlinois de la chaîne de télévision qatarie Al-Jazira affirme y avoir assisté, sans pouvoir préciser sa localisation exacte. Des représentants du FIS dans le monde entier auraient participé, directement ou via Internet, aux discussions visant à élire un nouvel exécutif et à fixer la future stratégie du FIS.

En Belgique, cette affaire, révélée à quelques semaines du premier anniversaire des attentats du 11 septembre 2001, a déclenché une intense polémique sur l'efficacité des services de lutte antiterroriste, fréquemment critiqués par les partenaires de Bruxelles. Le ministre belge des affaires étrangères, dirigé par le libéral francophone Louis Michel, s'est dit « inquiet » après les révélations d'Al-Jazira. La diplomatie belge n'ignore pas, en effet, que le FIS a utilisé Bruxelles comme base à partir de 1991. En 1995,

Ahmed Zaoui, l'un des dirigeants du parti islamiste, fut arrêté, inculpé et condamné avec plusieurs de ses complices pour association de malfaiteurs et soutien au Groupe islamique armé (GIA) algérien. L'attitude de la police belge fut, à l'époque, sévèrement critiquée par les services français, qui lui reprochèrent d'être intervenue trop tôt dans cette affaire, ce qui n'aurait pas empêché la mise au jour des nombreuses ramifications du réseau.

APPROCHE PRAGMATIQUE

Un Tunisien, Tarek Maaroufi, fut arrêté en même temps qu'Ahmed Zaoui. Libéré en 1996, il a été de nouveau interpellé il y a quelques mois : il figure parmi les principaux suspects arrêtés à Bruxelles après le 11 septembre et aurait été l'un des responsables de la coordination et de combat, lié au réseau Al-Qaïda.

Etrangement, le ministre belge de l'intérieur, que dirige Antoine Duquesne, membre du même parti que M. Michel, a indiqué de son côté qu'il ne se faisait « pas de soucis » au sujet de la réunion du FIS, tout en refusant de confirmer qu'elle s'était bien tenue. Evoquant la liberté d'association, Koen Dassen, le directeur du cabinet du ministre, a toutefois indiqué au jour-

nal *De Standaard* que la Belgique, « contrairement aux Américains, par exemple », entendait agir de manière « pragmatique » à l'égard d'un parti qui, selon lui, a renoncé à la lutte violente.

Une explication qui ne convainc guère d'autres tendances de la majorité gouvernementale arc-en-ciel : Anne-Marie Lizin, une sénatrice du PS francophone, a réclamé immédiatement une enquête au Comité de contrôle des services de renseignement, estimant que le FIS servait de couverture au GIA et au mouvement salafiste. Contactée par *Le Monde*, M^{me} Lizin a évoqué la nécessité pour ces groupes de « reconstruire leurs structures » après le 11 septembre 2001.

S'interrogeant sur la portée exacte de la réunion du week-end dernier – d'autant que des informations contradictoires sur les résolutions prises circulent –, des spécialistes de l'antiterrorisme ne cachent pas leur scepticisme face aux apparentes hésitations des autorités belges. L'un d'eux rappelle l'une des conclusions inquiétantes d'une enquête officielle publiée en avril : « *La Sûreté de l'Etat [renseignement intérieur] ne consacre plus assez de temps et de moyens à l'analyse en profondeur du développement de la stratégie des islamistes, qui porte sur le long terme.* »

Jean-Pierre Stroobants

Le retour de « Goni » de Lozada à la présidence bolivienne

L'ex-président, investi mardi, doit faire face à une virulente contestation indienne

LA PAZ

de notre envoyé spécial

Après avoir gouverné de 1993 à 1997, Gonzalo Sanchez de Lozada a retrouvé, mardi 6 août, la présidence de la République de la Bolivie.

« Véritable homme d'Etat, ce qui est rare dans ce pays », pour ceux qui chantent ses louanges et ne sont pas nécessairement membres ou sympathisants de son parti, le Mouvement nationaliste révolutionnaire (MNR), dont les Boliviens se souviennent encore qu'il fut à l'origine de changements radicaux, en particulier la réforme agraire, au début des années 1950. Formé aux Etats-Unis, entrepreneur à succès dans le secteur minier, politicien chevronné, « Goni » incarne pour ses opposants – et ils sont nombreux aussi bien à droite qu'à gauche – le modèle néolibéral appliqué à partir de 1985 par le président Victor Paz. Ce modèle n'a pas été remis en cause depuis dix-sept ans et a réduit la centrale syndicale ouvrière du pays (COB) à un mouvement qui ne pèse plus guère dans la vie politique.

QUÊTE DE RENOUVEAU

Le nouveau président, quoique libéral, s'est engagé à sortir la Bolivie de la crise économique qui la frappe depuis 1999 en lançant de grands travaux publics, générateurs d'emplois. Mais le pays qu'il s'apprête à gouverner est en proie à de vives convulsions sociales, et il va devoir affronter, dès jeudi, sur-le-moment de son investiture, de multiples manifestations dans tout le pays. Ouvriers du textile, enseignants, employés du secteur de la santé, *cocaleros* (cultivateurs

de coca), paysans sans terre, transporteurs et opposants au projet de concession à un consortium étranger pour l'exploitation des réserves de gaz de Pozo Margarita (dans le sud), ont annoncé qu'ils défileraient et, pour certains, bloqueraient des routes.

La protestation sociale, particulièrement violente depuis deux ans, se double d'une nouvelle donne politique : l'irruption dans la vie politique du parti de l'extrême gau-

de la possibilité de la reprendre dans certaines zones comme le Chapare, près de Cochabamba, où il a réalisé ses meilleurs scores et où les affrontements entre forces de l'ordre et cultivateurs ont fait 25 victimes depuis cinq ans.

De son côté, « Goni » a assuré qu'il continuerait la politique d'éradication suivie par ses prédécesseurs et que « seules seraient autorisées dans les yungas les cultures destinées à l'exécution des pratiques pro-

estime l'analyste Robert Brokmann. Selon lui, l'alliance de gouvernement conclue par le Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) avec le président Lozada « laisse un vide que le MAS peut occuper avec succès, s'il ne se résigne pas à une opposition systématique ». L'un des dirigeants du MIR, Hugo Carvajal, a d'ailleurs reconnu « le peu d'efficacité du système politique pour résoudre les problèmes économiques des Boliviens ».

UNE GAUCHE USÉE

La vieille gauche bolivienne du MIR, usée par les alliances multiples (elle avait soutenu l'ancien dictateur Hugo Banzer, élu en 1997), les affaires de corruption et de trafic de drogue, sait se montrer agressive à l'égard d'Evo Morales. L'un de ses députés, lors de la séance du Congrès, dimanche, a dénoncé « la stratégie trotskiste du MAS qui a besoin d'affrontements et de crises sociales pour se renforcer et se développer politiquement ».

Au-delà du débat parlementaire, qui vient ainsi d'être lancé, se profile un projet, porté par le MAS, d'une refondation radicale de la politique par l'organisation d'une Assemblée constituante populaire, « seule instance de nature à renverser le vieux système politique », selon Marcial Fabricano, représentant des peuples indigènes de Santa Cruz. Voilà qui promet des débats houleux entre les nouveaux parlementaires radicaux et les réformistes, pour qui cette perspective équivaut, selon l'analyste José Gramunt, à « l'instauration d'un société communiste ».

Alain Abellard

Incident entre Tchad et Centrafrique : 22 morts

N'DJAMENA. Un incident armé à la frontière entre le Tchad et la République centrafricaine (RCA) ont fait, mardi 6 août, vingt-deux morts. Les deux pays, dont les relations semblaient en voie d'apaisement depuis la visite au Tchad du président centrafricain, Ange-Félix Patassé, le 10 avril, s'accusent mutuellement de cette agression. Selon des militaires tchadiens, l'une de leurs positions aurait été attaquée par des « mercenaires non encore identifiés », ayant regagné la RCA « après leur forfait ». Une source officielle centrafricaine, quant à elle, a affirmé que « ce sont les forces tchadiennes qui ont attaqué des positions des Forces armées centrafricaines (FACA), pénétrant jusqu'à une quinzaine de kilomètres en territoire centrafricain ». Deux soldats tchadiens et vingt Centrafricains ont trouvé la mort dans ces combats. Par ailleurs, une dizaine de Centrafricains auraient été fait prisonniers, selon N'Djamena. Ce regain de tension intervient quelques jours avant l'ouverture d'un sommet, à Khartoum, consacré à la sécurité sur les frontières entre le Tchad, la RCA et le Soudan. – (AFP.)

Un Palestinien tué à Gaza par l'armée israélienne

GAZA. Une trentaine de chars israéliens tirant à la mitrailleuse lourde ont effectué, mercredi 6 août au petit matin, une incursion dans le village de Beit Lahiya, dans le nord de la bande de Gaza, à la recherche d'armes et de munitions. Selon des témoins, ils ont rencontré peu de résistance sur un parcours de deux kilomètres environ. Un policier palestinien a toutefois été tué par leurs tirs et deux autres Palestiniens ont été blessés, dont l'un gravement.

Le gouvernement palestinien devait se réunir, mercredi, pour examiner le plan de sécurité israélien, avant une réunion israélo-palestinienne prévue, le même jour, et consacrée aux questions de sécurité. D'ores et déjà, le Hamas et le Jihad islamique ont rejeté ce plan, proposé par le ministre israélien de la défense, Benyamin Ben Eliezer. Intitulé « Gaza d'abord », il prévoit le retrait progressif de l'armée israélienne de zones dont l'Autorité palestinienne prendrait le contrôle et où elle serait chargée d'empêcher toute attaque dirigée contre Israël. – (AFP.)

Première visite officielle britannique en Libye depuis 18 ans

TRIPOLI. Le secrétaire d'Etat britannique aux affaires étrangères, Mike O'Brien (photo), devait rencontrer, mercredi 7 août, le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi à Syrte, au cours de la première visite d'un membre du gouvernement de Londres depuis dix-huit ans. Le dossier irakien, la lutte contre le terrorisme et l'adhésion de la Libye à la Convention sur les armements chimiques devraient être au cœur de l'entretien, de même que les relations bilatérales : dix-huit grandes entreprises britanniques sont restées sur le marché libyen, notamment dans le domaine du pétrole.

La visite de l'émissaire de Tony Blair, qui a déjà rencontré, mardi, le ministre libyen des affaires étrangères, Abdel Rahmane Chalgham, témoigne du réchauffement des relations entre les deux Etats depuis que le colonel Kadhafi a accepté, en 1998, de remettre à la justice internationale les deux officiers libyens accusés d'être à l'origine de l'attentat de Lockerbie, qui avait fait 270 morts le 21 décembre 1988. Aucun membre du gouvernement britannique ne s'était rendu en Libye depuis 1984, les relations diplomatiques entre les deux pays n'ayant été rétablies qu'en 1999. – (AFP, Reuters.)

DÉPÊCHES

■ **MADAGASCAR : une épidémie de grippe virale a fait 184 morts** en deux mois et continue de se propager, ont annoncé, mardi 6 août, les autorités malgaches. L'enclavement des zones touchées expliquerait le grand nombre de victimes. – (AFP.)

■ **ALGÉRIE : une soixantaine de détenus kabyles ont été libérés**, lundi 5 août, dans le cadre d'une grâce décidée par le président Bouteflika. Les anciens prisonniers ont affirmés être prêts au dialogue. Les responsables kabyles continuent néanmoins à appeler au boycottage des élections locales du 10 octobre. – (AFP.)

Manière de voir

Le bimestriel édité par

LE MONDE
diplomatique

ISLAM contre ISLAM

- Une vision orientaliste, par Juan Goytisolo.
- Au pied de la lettre, par Olivier Roy.
- Etats d'âme en Egypte, par Wendy Kristianasen.
- Les mourides entre utopie et capitalisme, par Sophie Brava et Danielle Bleitrach.
- Des deux côtés de l'Atlantique, par Jocelyne Cesari.
- Roubaix, « ville à majorité musulmane », par Damien Roustel.
- Un défi aux élites laïques turques, par Wendy Kristianasen.
- La révolution des imams, par Yann Richard.
- Le temps de la réforme, par Tariq Ramadan.
- En un combat commun, par Alain Gresh.

Bibliographie et sites Internet.

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX - 6,85 €

FRANCE - SOCIÉTÉ

BANDITISME

Jean-Baptiste Jérôme Colonna, dit « Jean-Jé », a été qualifié de « **dernier PARRAIN CORSE** », dans un rapport de l'Assemblée nationale de 1998. Il s'explique, pour la première fois en détail, dans un long entre-

tien publié jeudi 8 août dans le mensuel *Corsica*, dont *Le Monde* présente de larges extraits. L'homme, longtemps **FICHÉ AU GRAND BANDITISME**, explique comment il lui a fallu dix ans pour tuer les assassins

de son père. Ecroué en 1975 dans le cadre des enquêtes sur la **FRENCH CONNECTION**, il s'est évadé et, après dix ans de cavale, est retourné en Corse une fois sa peine prescrite. Figure respectée du milieu, il

assure n'avoir rien d'un mafieux mais reconnaît « *rende service dans la mesure de [ses] moyens* ». Il aspire aujourd'hui à une retraite paisible et juge lourde à porter sa « **RÉPUTATION SULFUREUSE** ».

Jean-Jé Colonna, ancien truand, mais toujours « Corse d'honneur »

Décrit dans un rapport de l'Assemblée nationale comme le seul « parrain corse » encore « actif et influent », Jean-Baptiste Jérôme Colonna se raconte pour la première fois dans un entretien publié par le mensuel « Corsica », et avoue trouver pesante sa « réputation sulfureuse »

JEAN-BAPTISTE JÉRÔME COLONNA, dit Jean-Jé Colonna, est né le 24 juin 1939 à Sartène, en Corse-du-Sud. L'homme, qui passe pour « le dernier parrain » de l'île, s'est longuement expliqué dans le mensuel Corsica du mois d'août. Nous présentons de larges extraits de cet entretien, que Jean-Jé Colonna a relu.

Ma deuxième naissance est survenue le lundi 18 juillet 1955 à Ajaccio, à 8 h 30 du matin. (...) La période était troublée. Au mois de février, mon oncle Jean, le frère de mon père, avait été victime d'une tentative d'assassinat et avait eu les jambes coupées par des rafales de mitraillette. C'était le début de ce qu'on a appelé la guerre du *Combinatie*, du nom de ce bateau chargé de cigarettes de contrebande qui avait été arraisonné par des membres du milieu corse de Marseille.

Je vous passe les détails, mais mon oncle Jean, qui avait alors 43 ans, avait échappé à la mort par miracle. Il était parti se faire appareiller à Londres après avoir été soigné à la clinique Menassé. Mon

te très longue période, je me suis levé chaque matin en me demandant comment j'allais pouvoir honorer le serment que je m'étais intérieurement fait devant le corps de mon pauvre père.

Et jamais vos ennemis n'ont tenté de vous supprimer ?

Et comment ! Mais il faut croire que mon destin était d'aller jusqu'au bout de cette tâche. J'avais développé un sixième sens qui me permettait de sentir les situations. Mais l'un de mes ennemis s'est vengé en déclarant à la police américaine que j'avais trafiqué de la drogue dans le cadre de ce qu'on allait, par erreur ou par facilité journalistique, appeler la French Connection. Il suffit de savoir que celui-ci était un ami de l'un des assassins de mon père et qu'il avait un jour tenté de me tuer pour rendre service audit ami.

Et vous n'avez jamais eu de problèmes de conscience ?

Jamais. Justement parce que j'ai toujours agi selon ma conscience. Je n'ai jamais tué que pour venger mon père. Jamais pour de l'argent.

Vous m'entendez ? Jamais. Quant à regretter la mort de mes ennemis, vous pensez bien que j'avais eu tout le temps de réfléchir. Sur un plan plus général, est-ce que vous croyez que l'aviateur qui envoie des bombes sur une ville ne devrait pas en avoir, lui, des problèmes de conscience ? Et le général qui ordonne à ses soldats de tuer ? Moi, j'ai agi seul. J'ai pris mes responsabilités et mes risques. Ceux que j'ai tués savaient ce qu'ils risquaient en tuant mon père qui était un innocent dans l'affaire du *Combinatie*. Je ne suis ni fier ni honteux de ce que j'ai fait. Je devais agir ainsi pour me regarder dans une glace chaque matin que Dieu faisait. Pour moi, c'est cela la conscience, la vraie. Le reste n'est qu'un tiède accommodement avec son courage ou sa lâcheté sur fond de confort personnel.

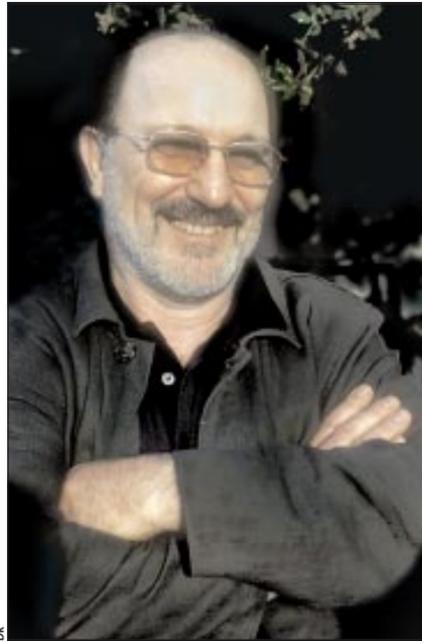
Quand mes enfants ont été en âge de comprendre, je les ai réunis et je leur ai raconté l'histoire qui a bouleversé ma vie afin qu'ils apprennent la vérité de ma bouche, et non pas à travers les ragots qu'on colporte à foison sur mon compte. Je leur ai dit que si un jour il devait m'arriver malheur, ils ne devaient surtout rien faire. Pas de vengeance. Moi, c'était il y a quarante ans. (...) Il faut vivre avec son temps. (...) **Votre vengeance s'achève donc au début des années 1970. Le 31 janvier 1975, vous êtes arrêté dans le cadre de l'enquête relative à la French Connection.**

L'époque était très trouble. Le Service d'action civique (SAC) gaulliste avait recruté en 1961 dans le milieu ceux qu'on désignait comme des barbouzes pour mener la lutte contre l'OAS. Il avait remis ça après mai 1968 afin de parer à toute insurrection d'extrême gauche. Tous les demi-sel qui traînaient prenaient la carte tricolore pour avoir du pouvoir et souvent la police s'inclinait à la seule vue de leur appartenance à l'organisation gaulliste.

[Selon Jean-Jé Colonna, un membre du SAC et trafiquant de drogue, Michel Nicoli, livre son nom aux Américains contre l'impunité.] Les Américains voulaient à l'époque affaiblir par tous les moyens la France du général de Gaulle, qui leur faisait de l'ombre. Ils ont donc développé cette campagne qui voulait démontrer que les gaullistes dirigeaient le trafic d'héroïne et particulièrement les Corses. Il faut se rappeler qu'à l'époque de nombreux Corses dirigeaient le mouvement gaulliste. Nous n'étions pas des anges mais, nous, nous n'avions absolument pas trempé dans le trafic de drogue. La presse nous a tout de même appelés « les membres de la French Connection ».

Vous ne pouvez quand même pas nier que des Corses appartenaient à des réseaux de trafiquants ?

Certainement pas. Des Corses sont apparus dans le trafic de drogue au lendemain de la seconde



Jean-Baptiste Jérôme Colonna, 63 ans, en mai, dans la région d'Ajaccio. Jean-Jé avait toujours refusé d'être photographié, et il n'existait jusqu'ici qu'une photo anthropométrique de l'ancien détenu, prise par la police lors de son arrestation à Marseille, en 1975, dans le cadre des enquêtes sur la French Connection. « J'ai mené ma vie comme doit le faire un Corse d'honneur. Rien de plus, rien de moins », dit-il aujourd'hui.

guerre mondiale et parmi eux des gens qui ont été mêlés à l'assassinat de mon père. On y trouvait d'anciens collabos et d'anciens résistants. Il arrivait souvent que des compatriotes marins passent des « paquets » quand ils arrivaient à Marseille. Mais de là à faire des Corses les grands trafiquants qu'ont présentés les Américains, c'est franchement ridicule. (...) Vous ne pouvez pas savoir ce que les soldats américains ont trafiqué au moment de la guerre de Corée. Ce sont eux qui ont fait exploser les marchés de consommateurs.

Alors les trafiquants corses là-dedans ? De petits artisans balayés par l'industrie américaine. (...) C'est la presse qui m'a désigné à cette occasion comme un homme de la French Connection. En fait, les journalistes de l'époque parlaient d'une nouvelle French Connection puisque la vraie, celle qui a donné un film, était antérieure de plusieurs années à mon affaire. Et je suis écroué le 3 février 1975 aux Baumettes (...).

Certains Corses représentaient une passerelle entre le monde de la politique et celui du milieu. C'était à mon goût regrettable. Je suis contre le mélange des genres. (...) Je me suis donc dit que je risquais d'être le fusible idéal (...). Autant vous dire que je n'avais qu'une médiocre confiance en l'indépendance de la justice.

Comment avez-vous réussi à vous évader ?

Il y a des détails que l'honneur commande de ne pas révéler

même une trentaine d'années après. J'avais et j'ai toujours des amis fidèles dans toutes les couches de la société. C'est déjà le signe d'une vie réussie (...). J'ai investi au Brésil et je gagnais très bien ma vie. J'y avais acheté une ferme que je cultivais. J'ai aussi exploité une mine d'étain et j'avais monté une usine de briques. Jamais je n'ai eu une telle impression de liberté (...). J'avais dit à ma femme que ma cavale risquait d'être longue et qu'elle pouvait refaire sa vie. Elle m'avait dit qu'elle m'attendrait (...). Moi qui étais à 10 000 kilomètres de là, je n'ai jamais manqué de passer toutes les vacances avec eux en France. Jamais. Pas une fois. Parfois, cela demandait plusieurs voitures pour déjouer la surveillance policière, mais j'y suis toujours arrivé (...).

Le 3 août 1985, la prescription de votre condamnation pour évasion est prononcée et les recherches policières cessent aussitôt. Vous rentrez en Corse.

(...) J'avais appris à me méfier de tout et de tous ou presque. Ma liberté mais aussi ma vie en avaient dépendu. J'avais des ennemis et je devais me garder en permanence. Mais, en même temps, j'avais trouvé des amis, et des vrais (...). Cela dit, quand vous baignez dans cette ambiance pendant trente ans, vous ne percevez évidemment pas la façon dont, vous, vous avez évolué. Vous êtes ce que vous êtes devenu, un point c'est tout. Vous vous êtes forgé une mentalité droite parce que, sinon, vous appuisiez vous abandonnez et, là, vous êtes

vraiment un homme mort. Et mes amis savent que je n'ai jamais trahi personne. J'ai toujours cherché à éviter les faux conflits et à arranger les rapports entre les gens. C'est peut-être ce qui m'a valu une réputation de parrain.

Comment se fait-il que, dès cette époque, toutes vos affaires familiales soient au nom de votre femme ?

Tout simplement parce que, quand je suis rentré de mon exil, j'étais toujours privé de droits civils à cause de mon évasion (...). Que voulez-vous ? J'exerce involontairement un rapport de séduction très fort sur certains policiers et juges, sans oublier quelques journalistes. Moi, j'aurais plutôt tendance à désigner cela comme de la persécution. Ma situation sociale est pourtant simple. Notre couple déclare très officiellement au fisc environ 800 000 francs par an. C'est d'ailleurs aisément vérifiable et je pense que cela a été vérifié à un moment donné par tous les policiers qui auraient voulu « se faire » Jean-Jé Colonna. Mais personnellement je n'ai jamais rien trouvé, parce que, tout simplement, il n'y avait rien à trouver.

Alors pourquoi s'en prendre à vous ?

Pour deux raisons essentielles. La première est le chapeau immense dont m'a coiffé la rumeur insulaire. On dit que nos compatriotes sont des mafieux silencieux. Je trouve, moi, qu'ils parlent à tort et à travers. Ils cherchent surtout des logiques en tout. Ils ne parviennent pas à penser que le hasard et le désordre sont les grandes causes qui président aux drames de notre

« Certains Corses représentaient une passerelle entre le monde de la politique et celui du milieu. Moi, je suis contre le mélange des genres »

île (...). La deuxième explication est la relation plus ou moins étroite entre ma personne et la politique. Je n'ai vraiment jamais eu de goût pour le pouvoir politique. Mais j'ai cru à un moment donné que je pouvais ainsi participer à l'avenir de la Corse. De surcroît, mon oncle avait été maire de Pila Canale et conseiller territorial. Mon frère avait été élu aux régionales de 1986. Sans oublier que l'actuel mai-

re de Pila Canale, mon ami Robert Feliciaggi [*proche de Charles Pasqua*], est aussi un patron de casinos en Afrique, bref tout un composant sulfureux qui, rapproché de mon passé, a fait naître le mot diabolique de « mafia » (...).

Dans vos connaissances apparaîtraient des noms de mafieux italiens. Vous êtes par ailleurs un ami de Nick Venturi, soupçonné d'avoir été un membre du milieu marseillais.

Je crois que vous mélangez plusieurs problèmes. Vous vous doutez qu'au cours d'une décennie de cavale vous ne croisez pas que des bonnes sœurs et moines blancs (...). Quant à Nick Venturi, c'est une autre affaire. C'était un ami de mon oncle et c'est devenu un ami. A ma connaissance, il n'a d'ailleurs jamais été condamné pour des faits de banditisme. Mais je vous dirai que, très franchement, même si c'était le cas, je m'en moquerais totalement (...). Je vous avoue que j'en ai un peu assez qu'on gratte mon innocence jusqu'au sang pour y rechercher une culpabilité qui devient une nécessité pour tous ceux qui veulent voir dans la Corse un nid de criminels. Comment voulez-vous que tous ceux qui ont vécu sur le mythe Jean-Jé acceptent demain que tout cela n'ait été que fariboles et billevesées ? (...) Vous savez, dans l'inconscient continental, la Corse, l'Italie, tout ça c'est pareil et c'est potentiellement criminogène (...).

Aujourd'hui, la justice vous inquiète pour un emploi fictif ?

C'est vrai, presque cinq années d'enquête pour enfin trouver cette histoire pitoyable d'emploi fictif à 1 543 euros dont j'aurais été le munificent destinataire. Quel scandale d'Etat ! Jean-Jé Colonna aurait été le très illégal employé de la supérette appartenant à son épouse (...).

Avez-vous été et êtes-vous ce qu'on appelle un bandit ou un truand ?

Je vais vous répondre aussi franchement que vous m'avez interrogé. Quand un jeune homme se lance dans une vengeance contre des truands chevronnés comme je l'ai fait, il est obligé de s'appuyer sur des membres du milieu. C'est évident, d'autant que mon oncle avait des amis dans ce monde. En ce sens-là, oui, j'ai appartenu à ce qu'on appelle le grand banditisme, et je n'ai pas à en rougir. J'ai d'ailleurs rencontré dans le milieu des hommes de grande valeur. Ils ne partageaient pas celles de M. Tout-le-Monde. Mais je puis vous affirmer que c'était des gens vraiment bien dont certains, d'ailleurs, avaient été de grands résistants. A côté d'eux nageaient des gens moins bien et aussi de véritables salauds. Mais comme partout, et notamment comme dans le monde politique. On s'y coupe les jarrets avec allégresse et on se trahit à qui mieux mieux. La seule différence avec le milieu, c'est que, là, la sanction est souvent la mort.

Comment définiriez-vous votre situation aujourd'hui ?

Ma situation est claire et nette. Je pense avoir beaucoup d'amis. Je rends service dans la mesure de mes moyens et de mes connaissances. J'ai des plaisirs sains, une petite famille. C'est d'ailleurs pour mes enfants et mes petits-enfants que j'ai décidé de lever le voile aujourd'hui. Je n'ai rien d'un quelconque mafieux et je regrette cette étiquette. J'avoue toutefois que ma réputation sulfureuse est devenue difficile à combattre (...). J'ai mené ma vie comme doit le faire un Corse d'honneur. Rien de plus, rien de moins. J'ai apporté mon soutien à de pauvres gens contre des personnes plus puissantes. Et j'ai l'intention de continuer sur cette voie : ma vie est loin d'être terminée, à Dieu ne plaise. En tout état de cause, la vie ne connaît qu'un seul chemin, celui qui commande de rester fidèle à son propre destin.

Propos recueillis par Gabriel-Xavier Culioli

Franck Johannès

Un grand-père tranquille qui refuse d'être présenté comme un « parrain »

JEAN-BAPTISTE Jérôme Colonna – Jean-Jé pour les amis, et peut-être aussi surtout pour les ennemis – est un peu plus qu'une légende. L'homme n'a rien à voir avec Yvan Colonna, l'assassin présumé du préfet Erignac, mais c'est un nom qu'on ne prononce qu'à voix basse dans la région d'Ajaccio, parfois avec respect, toujours avec prudence. Le mythe vient tout droit de l'époque des gangsters corses de Marseille, qui ont fait trembler l'Amérique de la French Connection avec leurs costumes clairs et leurs chaussures bicolors.

Jean-Jé Colonna a été présenté comme « le seul parrain corse » encore « actif et influent » par le rapport de l'Assemblée nationale de septembre 1998. Il est resté, pour le procureur général de Bastia, la « statue du commandeur » du milieu. « Tous mes interlocuteurs, sans exception, expliquaient Bernard Legras dans un rapport à la Chancellerie en août 2000, m'ont présenté Jean-Baptiste Colonna comme l'élément majeur, incontournable,

de la criminalité organisée en Corse-du-Sud. » Jean-Jé Colonna s'était légitimement alarmé de cette soudaine notoriété, lui qui n'était visé dans aucune procédure. Et il est sorti de quarante ans de silence lorsqu'un juge d'Ajaccio l'a convoqué avec son épouse, le 18 avril, pour une petite affaire d'abus de biens sociaux. Un bref entretien, publié par *Le Parisien*, n'avait pas été très convaincant : le paisible retraité expliquait qu'il donnait un coup de main à la supérette de son épouse, « elle ne peut pas être partout à la fois. Donc, c'est mon travail de changer une ampoule, réparer un réfrigérateur... En ce qui concerne [l'hôtel] le Miramar, je me suis occupé des jardins, car c'est ma passion » (*Le Monde* du 19 avril).

Or Jean-Jé Colonna n'a pas toujours passé ses journées à tondre les pelouses, et il a enfin accepté de raconter une large partie de sa vie à l'écrivain Gabriel-Xavier Culioli, qui publie cet étonnant témoignage dans le mensuel *Corsica* du mois d'août, dont *Le Monde* reprend de

larges extraits. L'entretien a été minutieusement relu par l'ancien truand fiché au grand banditisme, et vaut aussi par ses ellipses. Jean-Jé Colonna nie naturellement être « le dernier parrain corse » et admet tout au plus un aimable rôle de juge de paix, qui « rend des services dans la mesure de [ses] moyens ». L'homme est sans doute trop modeste, mais le costume qui lui a été taillé dans la légende de la French Connection est effectivement un peu grand pour lui.

Il manque dans son récit quelques épisodes hauts en couleur, notamment son évasion en pyjama de l'Hôtel-Dieu de Marseille en 1975 et sa longue cavale avant son retour en Corse, en 1985, une fois sa peine prescrite. Reste cependant la haute figure d'un homme à la réelle épaisseur et à la finesse peu commune, qui a déjà accompli une prouesse rare dans le milieu : pouvoir, à 63 ans, vivre tranquille au milieu de ses petits-enfants.

Les économies prévues par M. Raffarin dans le budget 2003

La culture, la communication la recherche, l'enseignement supérieur et le logement devraient faire les frais des « mesures sévères » envisagées par le premier ministre. Les dépenses devraient augmenter de 4,3 milliards d'euros

« *MOI, je n'ai pas trop souffert.* » Soulagé, un ministre du gouvernement Raffarin résume ainsi son sentiment après d'âpres négociations (trois heures passées dans le bureau d'Alain Lambert, son collègue du budget) à débattre des crédits qui devraient être alloués à son ministère. Délicate par nature, l'élaboration du projet de loi de finances s'annonce, cette année, redoutable.

La rédaction des lettres-plafonds définissant les crédits pour chaque ministre en 2003 a été éprouvante. Les dernières missives, expédiées mardi 6 août, ont fait grincer des dents dans les ministères non prioritaires. « *Tout le monde doit faire des efforts* », dit-on à Matignon, où l'on ne veut surtout pas donner l'impression d'avoir sacrifié tel ou tel ministère. Pourtant, un membre du gouvernement confirme : « *Les ministères dépensiers seront au régime sec.* » Particulièrement visés : la recherche, la culture et la communication, le logement et l'enseignement supérieur.

Sollicité par *Le Monde*, l'entourage du ministre du logement, Gilles de Robien a récusé les hypothèses de baisse catastrophique. Selon un expert, qui requiert

l'anonymat, il semble en effet que le budget du logement ne subira globalement pas de coupes claires, même si certains postes seront sans doute en recul par rapport au précédent exercice budgétaire. L'Agence nationale pour l'amélioration de l'habitat (ANAH) et l'enveloppe consacrée aux prêts à taux zéro (PTZ) devraient peu ou prou bénéficier des mêmes concours de l'Etat. Les aides aux logements devraient être revalorisées – dans des proportions modestes.

Seul le parc locatif social risque de souffrir : les dotations publiques pour les primes à l'aménagement des logements à usage locatif et à occupation sociale (Palulos), qui avaient déjà fortement diminué au cours des dernières années, risquent d'être encore revues à la baisse. L'économie réalisée se chiffrait « à quelques dizaines de millions d'euros ».

La recherche publique devrait aussi faire les frais des arbitrages budgétaires. Alors qu'un document interne envisageait une baisse de 7,6 % des crédits publics de recherche (8,7 milliards d'euros en 2002), assortie de la suppression de 200 postes (*Le Monde* du 2 août), la

ministre déléguée à la recherche, Claudie Haigueré, a finalement réussi à éviter ce scénario-catastrophe. Mardi 6 août en fin d'après-midi, au terme d'ultimes tractations, ses services ont publié un communiqué laconique qui « *dément formellement que le projet de budget civil de recherche et développement 2003 soit établi sur une base de réduction, rapportée de manière erronée par certains organes de presse.* » Une façon de dire qu'il y aura bien réduction, mais moins forte que prévu.

Les transports pourraient, eux aussi, être mis à contribution. Mercredi 7 août, le gouvernement a demandé un audit sur les projets de liaisons ferroviaires, routières et fluviales actuellement engagés, afin d'en établir le coût pour l'Etat

CONTEXTE ÉCONOMIQUE MOROSE

Ces arbitrages sont d'autant plus délicats qu'ils sont rendus dans un contexte économique morose. Le scénario d'une reprise rapide n'a cessé de perdre du terrain au profit de celui d'une reprise molle. De fortes incertitudes pèsent sur la croissance française ramenée par la Caisse des dépôts et consignations de 1,4 % à 0,9 %. Les promesses électo-

rales du candidat Chirac, des baisses d'impôt à la diminution des charges en passant par le financement des secteurs prioritaires (défense, sécurité publique, justice, aide au développement, santé), coûteront cher. Le gouvernement le sait, qui a décidé de repousser au 18 septembre, date de la présentation du budget au conseil des ministres, toute communication officielle sur le sujet. Plus question de tirer des plans sur la comète, encore moins de gloser sur l'équilibre général du futur projet de loi de finances, faute de savoir précisément à quoi s'en tenir.

Seule certitude : à moins de 2,5 % de croissance, les choses se compliquent. Et si Bercy, contrairement au FMI, n'a pas révisé ses prévisions d'activité pour 2003 et les maintient à 3 %, la prudence est de rigueur. L'économie américaine tourne au ralenti. L'Allemagne est menacée d'une récession. En France, le moral des industriels et celui des ménages ont plongé au mois de juillet. Or Francis Mer l'a rappelé au Sénat en présentant le dernier collectif budgétaire : la confiance est, à l'heure actuelle, un des principaux ressorts de la croissance.

Conscient de ces difficultés, Jean-Pierre Raffarin s'est résolu, le 31 juillet, à annoncer, sans autre précision, « *un certain nombre de mesures sévères* », pour limiter le déficit public. Façon de laisser entendre que la rentrée se fera sous le signe d'une certaine rigueur... Le premier ministre est en effet tenu par son engagement de limiter à 0,2 % en volume (hors inflation) – et à 1,6 % en valeur, compte tenu d'une inflation à 1,4 % en juin – la progression des dépenses publiques (269 milliards d'euros en loi de finances initiale 2002). Ce chiffre est moins rigoureux qu'il n'y paraît car il tient compte des résultats de l'audit (2,6 milliards de dépenses en plus).

Au total, la manne de dépenses supplémentaires serait de 4,3 milliards d'euros. Mais les ministères non prioritaires, notamment ces « *mammouths* » que sont l'équipement (117 398 agents), l'enseignement supérieur (136 900) et Bercy (202 789), devront se serrer la ceinture.

Claire Guélaud,
Bertrand Bissuel
et Pierre Le Hir

M. Chirac veut positiver avec les jeunes

Le président de la République s'est dit favorable, mardi 8 août, lors du conseil des ministres, à ce que le gouvernement communique de manière « *positive* » sur les initiatives prises en faveur des jeunes. M. Chirac « *a salué* » les dispositions « *qui étaient prises dans le cadre de la politique de la ville* », a déclaré Jean-François Copé, porte-parole du gouvernement.

Le président « *a insisté sur le fait que ces initiatives (...) sont très nombreuses et (...) font l'objet d'un suivi par le ministre de la ville en particulier, mais aussi par l'ensemble des autres ministres concernés* ». Le chef de l'Etat estime qu'elles « *devaient faire l'objet de communications beaucoup plus fréquentes* » et ce « *indépendamment du renforcement des mesures de sécurité qui ont été prises, notamment dans la lutte contre la délinquance* ».

Crédits en baisse, redevance en hausse : mission délicate pour M. Aillagon

« *LE MINISTRE se bat mais ne se plaint pas.* » Jean-Jacques Aillagon se donnait encore quelques heures, mercredi 7 août, pour tenter d'arracher au premier ministre la stabilisation des crédits budgétaires de son ministère – soit environ 2,5 milliards d'euros pour la culture. Mais, contrairement à sa collègue de la recherche, Claudie Haigueré, il n'a jamais eu l'intention d'en faire un casus belli avec le premier ministre. Convaincu que les « *mesures sévères* » annoncées par M. Raffarin n'épargneraient pas son ministère, M. Aillagon s'est au contraire préparé à assumer et à expliquer la baisse des crédits au milieu de la culture.

Stabilisation ou baisse, « *l'essentiel est d'obtenir des crédits que nous pourrions dépenser* », explique-t-on dans l'entourage du ministre. La barre symbolique du 1 % du bud-

get de l'Etat consacré à la culture devrait donc être abandonnée. « *Cet affichage, purement politique, était superficiel. Une part importante des crédits de paiement du ministère n'était en réalité jamais dépensée, en raison de l'insuffisance des projets d'investissement engagés. Le ministre a obtenu davantage de crédits de fonctionnement qu'il pourra effectivement dépenser et moins de crédits stériles* », défend le cabinet.

DOUBLE EXERCICE DE STYLE

Moins de grands travaux, plus de subventions : telle pourrait être la devise du ministre, même si, en réalité, rien ne lui interdit d'engager de grands programmes qui seront financés dans le futur. Mais le fonctionnement du ministère, celui des établissements publics (musées et théâtres nationaux) et celui des associations culturelles

financées via des subventions devraient en principe bénéficier de ces nouvelles orientations.

Le ministre, qui ne « *veut pas être dans l'apparence mais dans le concret* », aura quelques difficultés à expliquer ces subtilités budgétaires à ses « *administrés* ». L'exercice de style est double pour le ministre, puisqu'il va devoir aussi préparer les Français à une hausse de la redevance télévisuelle. Dans un entretien au *Parisien* du 7 août, M. Aillagon a confirmé avoir demandé au premier ministre une hausse de 3 % de cette taxe, à 120 euros par an, et proposé son rattachement à la taxe d'habitation afin d'en faciliter le recouvrement et de limiter la fraude.

Au ministère, on affirme que « *la hausse de la redevance ne constitue en aucune façon une manière de compenser la baisse éventuelle des*

crédits du ministère ». D'une part, les deux budgets – celui de la culture et celui de la communication – ne sont pas liés. D'autre part, toute hausse de la redevance se traduit mécaniquement par une élévation des dotations budgétaires, puisque celles-ci compensent les exonérations dont bénéficient les foyers les plus modestes.

Sur le front de l'audiovisuel, M. Aillagon semble partisan d'un resserrement des missions du service public (avec, selon une note de travail publiée par *Le Figaro* du 6 août, l'abandon des projets des deux chaînes d'information et de rediffusion pour la télévision numérique) et de l'affirmation de l'identité de service public de France 2, qui passe par un desserrement de ses contraintes publicitaires.

Christophe Jakubyszyn

Les vacances très « France d'en bas » du gouvernement

RIEN N'Y FAIT, même en vacances, le gouvernement ne s'écarte pas de la ligne tracée par Jean-Pierre Raffarin : sobriété, modestie et proximité. Les vacances des ministres seront donc très « France d'en bas ». Mardi 6 août, à la sortie du dernier conseil des ministres avant une trêve de plus de trois semaines, les questions politiques ont été mises de côté : l'heure était venue de connaître le lieu de villégiature choisi par les membres du gouvernement pour se ressourcer.

Un détail, peut-être, mais en l'espèce hautement symbolique : hormis Jacques Chirac, qui est arrivé, mercredi 7 août, à la Réunion en compagnie de son épouse, et d'Henri Plagnol, secrétaire d'Etat à la réforme de l'Etat, qui doit s'envoler « *en amoureux* » pour les Baléares, les ministres ont choisi la voiture pour leurs déplacements.

La palme du courage revient sans conteste au ministre de l'agriculture, Hervé Gaymard : après avoir emmené à bord de deux camionnettes (vélos sur le toit et coffre plein) ses huit enfants et son épouse dans sa belle-famille au Danemark, il réitérera son (long)

périple pour les y rejoindre et s'atteler, entre deux balades, à l'écriture d'un essai sur l'écrivain Alexandre Vialatte.

Pour tous les autres, cap sur la France. La Bretagne figure en tête des régions hôtes du gouvernement : Jean-Jacques Aillagon, ministre de la culture et de la communication ; Henri Plagnol, qui y poursuivra des vacances en famille à son retour des Baléares, et Nicole Ameline, ministre déléguée à la parité, qui naviguera entre Quiberon et la Normandie.

« TRAVAUX MANUELS »

Plus au sud, Nicolas Sarkozy, ministre de l'intérieur, et Jean-François Copé, ministre des relations avec le Parlement, seront voisins à la Baule. Une chose est sûre : s'ils se croisent, ce sera sur la plage, mais pas à vélo : « *Sarkozy est trop entraîné* », plaisante M. Copé. Le Sud-Ouest, les Alpes – choisis par Jean-Pierre Raffarin –, le Var ont également la cote. Gilles de Robien, lui, ne quittera presque pas la Somme. « *Quelques travaux manuels* » requièrent la présence du ministre du logement dans sa maison.

Ce nouveau gouvernement est-il à ce point au diapason des Français – qui sont une grande majorité à choisir l'Hexagone pour passer leurs vacances ? A l'hôtel Matignon, on indique qu'il n'y a naturellement pas eu de « *consigne de sobriété* ». Il est vrai toutefois que les destinations de Jean-Jack Queyranne, ministre délégué du précédent gouvernement, et de Jean-Marc Ayrault, président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, qui se rendent respectivement à Bali et en Guadeloupe, apparaissent bien exotiques.

Certains ministres n'oublieront pas de travailler leurs dossiers. Et de le faire savoir. Le garde des sceaux, Dominique Perben, potassera les questions de justice européenne, paraît-il « *très intéressantes* », dans sa maison de Bourgogne. Jean-Louis Borloo, ministre délégué à la ville, se rendra à Toulon et à Nice dans le cadre de l'opération Ville-Vie-Vacances. Luc Ferry, lui, consacra son temps libre à la rédaction d'un ouvrage. Titre : « *Qu'est-ce qu'une vie réussie ?* »

Laurent Decotte

M. Borloo veut amplifier l'opération Ville-Vie-Vacances

JEAN-LOUIS BORLOO, ministre délégué

à la ville et à la rénovation urbaine, a présenté, mardi 6 août en conseil des ministres, un bilan de l'opération Ville-Vie-Vacances. Lancé au début des années 1980, ce dispositif permet à des jeunes, âgés pour l'essentiel de 11 à 18 ans et résidant dans des quartiers défavorisés, de participer à des activités sportives, culturelles, pédagogiques, etc. D'ici à la fin de l'été, ils

devraient être 820 000 à s'être inscrits dans l'un des 14 000 projets mis en place pendant les vacances scolaires. M. Borloo a annoncé qu'il comptait « *amplifier* » le programme pour porter à 1 million le nombre de participants en 2003.

Il veut aussi que les tout-petits, âgés de 9 et 10 ans en bénéficient l'an prochain. Enfin, le ministre délégué à la ville souhaite également que l'opération Ecole ouverte (*Le Monde* du 19 juillet) « *s'intensifie* ». « *L'avenir de la France est dans ces quartiers-là* », a lancé M. Borloo, en parlant des cités relevant de la politique de la ville.

DÉPÊCHES

■ **ÉVASIONS : un détenu âgé de 30 ans s'est évadé** dans la nuit du lundi 5 au mardi 6 août de la maison d'arrêt de Dijon (Côte-d'Or), mais a été arrêté quelques heures plus tard à Toul (Meurthe-et-Moselle) après avoir été impliqué dans un accident de la route. Par ailleurs, Rachid Margou, un homme de 27 ans écroué depuis 1998 à la maison d'arrêt de Borgo (Haute-Corse) pour vols avec effraction, s'est évadé durant la nuit du 5 au 6 août de la clinique psychiatrique de Sant'Ornelo, située au sud de Bastia, où il avait été admis en raison de son comportement à la maison d'arrêt.

■ **SAISIE : plus de 1 tonne de haschich a été saisie** par les douaniers samedi 3 août, à bord d'un voilier qui naviguait à proximité de la Solitaire du *Figaro*, au large de Berck-sur-Mer (Pas-de-Calais). Deux ressortissants allemands qui se trouvaient à bord ont été mis en examen et placés en garde à vue.

■ **LOGEMENT : quatorze familles, qui squattaient** des appartements dans une barre HLM promise à la démolition, ont été expulsées, mardi 6 août, à La Courneuve (Seine-Saint-Denis).

Un nouveau directeur des affaires criminelles et des grâces

Réputé proche de la droite, Jean-Claude Marin sera chargé du suivi des dossiers politico-financiers

JEAN-CLAUDE MARIN, avocat général à la Cour de cassation, a été nommé, mardi 6 août, en conseil des ministres, directeur des affaires criminelles et des grâces (DACG) du ministère de la justice. Il remplace à ce poste sensible Robert Finielz, qui avait pris ses fonctions en mars 2001.

Réputé proche de la majorité actuelle, le haut magistrat sera notamment chargé du suivi des dossiers politiquement sensibles et de la transmission des instructions de la chancellerie aux parquets. Cette dernière fonction, au cœur des rapports entre la justice et l'exécutif, a fait l'objet d'un large débat ces derniers mois. Dans

son rapport 2002, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) a préconisé le retour des instructions du garde des sceaux dans les dossiers individuels (*Le Monde* daté 26-27 mai), supprimées par le gouvernement Jospin.

Le garde des sceaux, Dominique Perben, s'est, lui, engagé à ne pas intervenir dans les dossiers politico-financiers en n'excluant pas les instructions individuelles dans les autres types d'affaires.

CONSÉCRATION

La nomination de M. Marin fait figure de consécration pour un juge qui s'est trouvé au cœur des affaires politico-financières en dirigeant,

pendant une dizaine d'années, la section du parquet de Paris chargée de la lutte anticorruption. Il était, à ce titre, en première ligne dans le traitement des grands dossiers politico-financiers : la MNEF, le Crédit lyonnais ou Elf Aquitaine.

Le magistrat a débuté sa carrière en 1977, comme substitut du procureur au tribunal de Pontoise (Val-d'Oise). En 1988, il prend la tête de la section financière du parquet de Paris. En juin 1993, c'est lui qui représente le parquet lors du procès de l'affaire Pechiney-Triangle, mettant en cause plusieurs proches du pouvoir socialiste dans un dossier de plus-values frauduleuses.

En janvier 1995, M. Marin devient

procureur adjoint à Paris avant de prendre la tête, en 1999, du parquet du pôle économique et financier du tribunal de Paris. En mai 2001, il quitte le parquet de Paris pour rejoindre la Cour de cassation.

Tout comme celle de M. Marin à la DACG, la nomination du prochain procureur de la République de Paris devrait donner une indication des intentions du gouvernement. Depuis le 10 juillet, ce poste sensible n'est plus occupé par Jean-Pierre Dintilhac, parti à la Cour de cassation, et la chancellerie n'a pas encore proposé un successeur au CSM.

Frédéric Chambon



MAXEPH

L'île d'Yeu en guerre contre l'urbanisme anarchique et l'automobile

Confrontée à la crise de la pêche au thon, qui fut sa spécialité, Yeu se voit contrainte de composer avec le tourisme de masse. Le maire s'efforce d'en maîtriser les conséquences en matière de construction et de circulation afin d'assurer la tranquillité du lieu

ÎLE D'YEU

de notre envoyé spécial

Au bout du marais vendéen, Fromentine ressemble à un immense parking posé au bord de l'eau. Cette ingrate bourgade est le principal embarcadere pour l'île d'Yeu. Deux compagnies maritimes, l'une privée, l'autre régie départementale, se disputent les passagers. Une troisième est basée aux Sables-d'Olonne. La concurrence est féroce, et les deux sociétés sont en procès.

Avant d'atteindre Port-Joinville, on distingue trois silhouettes verticales : le château d'eau, ébouriffé d'antennes, le grand phare et la cheminée de la dernière conserverie encore debout, rose et fine comme un crayon. En se rapprochant de la côte, on voit surgir l'église, arc-boutée sur un gros tas de maisons blanches.

Dès l'entrée de la digue, on déchiffre quelques enseignes : les lettres jaunes sur fond vert du café de l'Artimon ou celles, blanches sur fond bleu, de la poissonnerie Hennequin, le commerce le plus réputé de Port-Joinville qui s'enorgueillit d'être le premier port thonier de France. Celui-ci est d'ailleurs encadré par deux criées aux poissons - à droite, l'ancienne, désaffectée, à gauche, la nouvelle, ultramoderne. Si les conserveries industrielles ont fermé leurs portes - la dernière en 1976 -, deux entreprises artisanales préparent des

Des lieux d'histoire

L'ÎLE D'YEU

● **Pour s'y rendre** : en bateau au départ de Fromentine toute l'année, et de Saint-Gilles-Croix-de-Vie et des Sables-d'Olonne durant l'été.

● **A visiter** : le Vieux Château (XIV^e siècle), le Musée de la pêche (Port-Joinville).

● **Bibliographie** : *Sur les chemins de l'île d'Yeu*, par Maurice Esseul, 115 p., 14 €.

L'ÎLE D'AIX

● **Pour s'y rendre** : en bateau au départ de Fouras ou de La Rochelle, toute l'année.

● **A visiter** : le Fort-Liédot ; la maison de l'Empereur, d'où Napoléon a envoyé sa reddition aux Anglais ; le Musée africain.

pâtés et des rillettes de thon, des mousselines de veau de mer, de l'espadon fumé et des soupes de poisson.

Il y a un an encore, 23 armenements partaient au large, de mai à octobre, traquer le thon entre les Açores et l'Irlande. Mais, depuis le 31 décembre 2001, la législation européenne interdit la pêche au filet maillant dérivant. Même si une cinquantaine d'unités plus petites pratiquent encore la pêche à la journée, les 400 marins de l'île se préparent à une reconversion difficile. Et c'est en même temps toute une culture qui risque de disparaître au profit d'un tourisme en plein essor. « Pour l'île, le chiffre d'affaires de la pêche est de l'ordre de 15 millions d'euros. Celui du tourisme est cinq fois plus élevé », indique Bruno Nouy, responsable de l'association qui gère la criée.

« Cette année, pour la première fois, on compte 2 800 résidences secondaires pour 2 200 résidences principales », note Maurice Coustiller, le maire de l'île d'Yeu. Son accent méditerranéen atteste que cet instituteur à la retraite n'est pas un « Islais ». Il n'est installé ici que depuis un quart de siècle. Malgré cela, sa liste a recueilli près de 80 % des voix en mars 2001.

FLAMBÉE DES PRIX

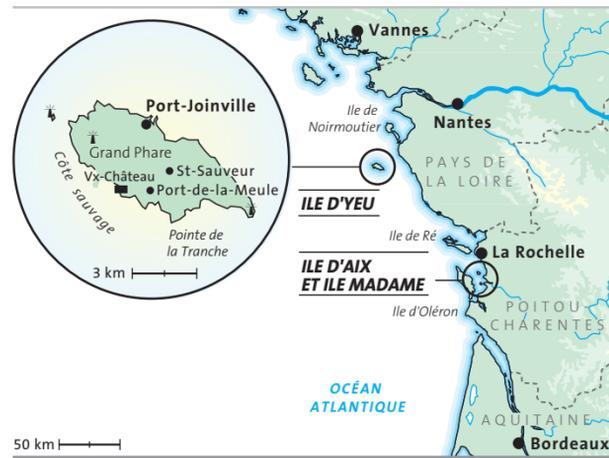
5 000 habitants vivent en permanence sur ces 23 km². Mais en pleine saison ce chiffre peut atteindre 30 000 à 35 000, si l'on compte les « mille-pattes », c'est-à-dire les touristes à la journée. Du coup, ce territoire exigu est saturé de véhicules : 20 000 vélos et 6 000 voitures. Le maire ambitionne de réduire, à terme, le parc automobile de moitié. Le succès de la ligne de bus mise en service au début du mois de juillet a dépassé ses espérances.

Autre casse-tête, le plan d'occupation des sols (POS). Si plus de 40 % de l'île, notamment une bonne partie des côtes, inconstructible, sont protégés, un dangereux mitage se poursuit ailleurs. Les maisons se multiplient derrière les haies vives. Cossues près de La Croix, le coin chic au sud-est, plus modestes vers La Cadouère, au nord-ouest, elles finissent par former une seule agglomération entre Port-Joinville et Saint-Sauveur, l'ancien bourg principal. Un vaste quadrilatère est donc en passe d'être entièrement

urbanisé, à l'exception de l'enclave boisée du fort de la Pierre-Levée, où fut interné, au lendemain de la seconde guerre mondiale, le maréchal Pétain.

Du coup, les prix s'envolent depuis une dizaine d'années, et les jeunes « Islais » ont le plus grand mal à se loger. La mairie, qui a hérité de l'ancien POS de 120 permis de construire par an, tente de calmer le jeu en préemptant des terrains. « Le rythme des constructions est trop élevé. Même si cela fait vivre 80 entreprises liées au bâtiment », estime le maire.

Réputée paisible et discrète, Yeu a d'abord attiré un tourisme traditionnel et aisé, qui goûtait l'étonnante diversité de ses 40 kilomètres de côtes. Ici, les hortensias bretons cohabitent avec les roses trémières de l'île d'Aix. Les maisons sont presque toutes basses, chaulées de blanc, coiffées de tuiles, avec des volets bleus ou verts et construites en granit. La température de l'eau est plus que fraîche, alors que la douceur du climat a longtemps favorisé la vigne, dont il reste quel-



ques pieds. Il y a même quelques figuiers et l'on commence à voir des oliviers importés à grand frais du sud de la France.

Face à l'océan se déroule un paysage mélancolique de falaises découpées et de landes bretonnes. C'est là que se dressent les ruines

du Vieux Château que Maurice Esseul, l'historien de l'île, fait visiter régulièrement. Il narre l'histoire de cette terre battue par les vents d'ouest, depuis les premières civilisations mégalithiques apparues ici il y a six mille ans quand l'île était encore reliée au continent. Elles

ont laissé quelques dizaines de menhirs et des dolmens.

Après sa conversion au christianisme, Yeu fut longuement disputée entre la Bretagne et le Poitou mais resta à l'écart des guerres de Vendée, même si le comte d'Artois - le futur Charles X - y fit une courte apparition.

La discrétion de l'endroit a longtemps été le prix de sa tranquillité. Aujourd'hui, deux mois d'invasion bruyante sont la rançon de sa prospérité. L'île a toujours su s'adapter, comme en témoignent les changements de nom de sa capitale. Avant de devenir Port-Joinville, au XIX^e siècle (en hommage au second fils du roi Louis-Philippe), elle s'est appelée successivement Port-Breton, Port-de-la-Pélagie et Port-de-la-Sans-Culotterie. Elle saura sûrement faire face à la marée des « cra-bezailles », les estivants.

Emmanuel de Roux

PROCHAIN ARTICLE
Porquerolles, Port-Cros,
Levant et Lérins

L'île d'Aix porte la marque de la légende napoléonienne

ÎLE D'AIX

de notre envoyé spécial

L'île d'Aix ressemble à un croissant jeté entre Oléron et Ré. Il faut trois quarts d'heure de bateau pour rallier cette terre basse, cernée de fortifications et presque totalement avalée par la végétation. Le pin, le tamaris et le chêne vert ont remplacé la vigne, même si un courageux viticulteur exploite encore deux ou trois arpents, histoire de désaltérer quelques-uns des 300 000 gosiers qui viennent ici chaque année. Il s'agit essentiellement d'un tourisme à la journée : les visiteurs viennent faire le tour de l'île (3 kilomètres de long sur 700 mètres), à pied ou à vélo ; les paresseux et les romantiques assiègent les calèches traînées par de robustes perchons.

PASSÉ MILITAIRE

Même au plus fort de l'été, les soirées sont plus calmes. Les 200 résidents de l'île regagnent leurs maisons basses, modestes et élégantes constructions. Peut-être rêvent-ils du bruyant passé militaire de l'île, encore hérissée de citadelles.

Ce souvenir est inscrit dans la géographie du bourg. Celui-ci s'étend au pied du fort de la rade, ses rues sont disposées en éventail à partir de la place d'Austerlitz, où manœuvrait jadis la garnison. Au centre de cette langue de terre, on devine le fort Liédot, où le leader algérien Ben Bella fut interné de 1956 à 1962. Le lieu est aujourd'hui

perdu au milieu des bois, tandis que le fort Coudepont protège l'extrémité du croissant. Bien connu des amateurs de jeux télévisés, le fort Boyard, vaisseau de pierre posé sur l'eau à quelques encablures de l'île, est doté d'un disgracieux portique jaune qui accueille les équipes de tournage.

Napoléon avait entrepris d'édifier ici un système fortifié destiné à verrouiller la baie. Il vint lui-même, en 1808, pour faire construire une maison digne du commandant de la garnison. Ironie du sort, c'est lui qui l'habitera, en 1815, juste avant d'embarquer sur le *Bel-lérophon*, le vaisseau anglais qui l'emmènera jusqu'à Sainte-Hélène.

Du coup, l'île tout entière est désormais placée sous le signe du souvenir napoléonien. D'autant plus qu'en 1923 le baron Gourgaud, descendant du général qui avait suivi l'Empereur dans son exil, entreprit de rassembler dans le logis du commandant des objets évoquant l'épopée impériale. Notamment une bonne cinquantaine de pendules célébrant le culte du Petit Caporal, dont les aiguilles indiquent toutes l'heure de sa mort : 17 h 49. La fortune de la femme américaine du baron lui permit d'ouvrir un deuxième musée, qui renferme les dépouilles de ses chasses africaines ainsi que le dromadaire blanc que montait Bonaparte en Egypte.

E. de R.

DANS CE NUMÉRO
HARRY POTTER 2 LA PREMIÈRE AFFICHE
DAREDEVIL LES PREMIÈRES IMAGES



LE PREMIER MAGAZINE CINÉMA

Difficile de s'imposer dans le milieu des courses quand on n'est pas né dedans. Comme les Head, avec Alec le père, Freddy le fils et « Criquette » la fille

SAMEDI 15 juin, à Auteuil. Dans les tribunes, Alec Head regarde l'arrivée de la grande course de haies. Cinquante-six ans plus tôt - en 1946, c'est lui qui passait le poteau en tête. Portant la casaque rouge de sa mère, sur un cheval - Vatelys - entraîné par son père, William. Et si l'on remonte encore de quarante-cinq années dans le temps, qui retrouve-t-on premier à l'arrivée de cette même grande course de haies, en 1921 ? William Head.

Alec a aujourd'hui 78 ans. Il ne monte plus guère à cheval, n'entraîne plus et passe ses hivers aux Bahamas. Mais il reste un grand éleveur propriétaire, et le patriarche d'une illustre famille qui doit toute sa fortune et sa gloire aux chevaux. La saga a commencé avec son grand-père, né en Angleterre, puis son père, quatre fois champion des jockeys pendant et après la première guerre mondiale. Lui-même a gagné sa première course en 1941. « *A l'époque, il n'y avait pas de caméra pour filmer la course. Et c'était un peu la guerre. On se donnait des coups de coude, on s'accrochait au tapis de selle du voisin, on lui bloquait le genou. Mais ce n'était pas malhonnête : au contraire, on défendait au maximum ses chances, sa casaque.* »

Dès 1947, toujours jockey, Alec Head est devenu entraîneur, entamant une longue carrière qui lui apporta quatre victoires à l'Arc de triomphe - la première en 1952, avec un cheval de l'Agha Khan, Nuccio, battant un cheval entraîné par William, son père. Et la famille est restée, jusqu'au cou, dans l'univers des courses. Alec a épousé la fille d'un entraîneur belge. Son fils Freddy, aujourd'hui entraîneur à Chantilly, a été l'un des plus grands jockeys de son temps, le rival d'Yves Saint-Martin. Sa fille Christiane, dite « Criquette », a été la première femme entraîneur en France, avec des succès considérables. Sa petite-fille a épousé un entraîneur espagnol... Bref, on n'en sort pas, sinon pour épouser, comme Christiane, un ancien ingénieur des Ponts et Chaussées devenu... chroniqueur hippique au *Parisien*.

Si les Head font figure de champions du genre, ils sont tout le contraire d'une exception. Les courses sont, en France comme ailleurs, une affaire de familles. Les O'Brien en Irlande, les Doumen, Pantall, Allaire en France, sont entraîneurs ou jockeys de père en fils, sans parler des grandes dynasties de propriétaires ou d'éleveurs. Au point qu'il est souvent difficile de s'imposer dans ce milieu quand on n'est pas né dedans.

Les chevaux eux-mêmes finissent par faire partie de la famille : « *Avec eux, il y a toujours un côté sentimental, explique Alec Head. Je les aime un peu comme mes enfants. D'ailleurs, au Quesnay, j'ai des juments qui sont là depuis quatre générations.* » Le Quesnay, c'est le haras familial. L'un de ces verts paradis des amours chevalines, en plein pays d'Auge. Trois cents hectares autour d'un château Renaissance, une propriété achetée au début du siècle par l'héritier du magnat américain des chemins de fer, Vanderbilt. Un endroit où, comme le dit Vincent Rimaud, directeur du haras, « *quand on arrive à 7 heures du matin, l'été, quand il fait beau et que tous les chevaux vont bien, on s'émerveille d'être, en plus, payé pour ça* »... Dur travail tout de même, mais c'est une



VINCENT LÉOUP POUR « LE MONDE »

autre histoire. Dans les prés, dans les boxes vastes et impeccables, 160 chevaux, ceux de la famille, mais aussi les juments de passage. Et les seigneurs du lieu, les étalons : Bering, né au Quesnay, vainqueur du Jockey Club, bientôt vingt ans, mais toujours vaillant. Et la grande « star » de l'élevage français, l'étalon à 43 000 euros la saillie - Anabaa. Un cheval qui revient de loin. Propriété du cheikh Maktoum al-Maktoum, il s'était coïncé le dos à deux ans lors d'un galop d'entraînement, et le diagnostic était fatal : c'était « le mal de chien », une paralysie de la moelle épinière ; le cheval *allait être abattu*. « *Je l'aimais beaucoup, explique Alec Head, on ne pouvait pas l'abattre sans lui laisser une chance, et du temps. Le cheikh m'a dit : prenez-le.* »

Et avec de la patience, de longs massages, Anabaa, installé dans un enclos spécial sous les fenêtres de son sauveur, a été remis en état, au point de retrouver le chemin des champs de courses. Alec Head a alors proposé au cheikh de lui rendre son cheval aux illustres origines (Danzig et Northern Dancer). La suite, c'est comme au cinéma : « *Quand je fais un cadeau, je ne le reprends pas* », répond le cheikh. Et Anabaa gagne, à trois et quatre ans, huit courses, dont plusieurs de haut niveau. « *Il m'a amplement récompensé de lui avoir sauvé la vie.* » Aujourd'hui, le miraculé partage son temps entre Le Quesnay, où on lui amène près d'une centaine de juments par saison, et l'Australie, où il enchaîne, pendant le printemps austral, avec 70 autres juments... Ses descendants écument avec succès les champs de courses. Son propriétaire empo-

che quelque 7 millions d'euros par an, tout en pestant contre le fisc qui lui en reprend 70 % : en Irlande, le « travail » des étalons est taxé à... 0 %, c'est donc là-bas que les plus célèbres reproducteurs attendent la plupart des meilleures juments.

Quand il n'est ni aux Bahamas ni au Quesnay, Alec Head est dans sa maison de Chantilly. Pas loin des écuries où sa fille Christiane règne sur 90 personnes et 180 chevaux. Dont la moitié appartiennent aux frères Wertheimer, propriétaires de Bourgeois et Chanel, domiciliés à New York

quasi systématique, de même que, en écho, le bonjour de l'entraîneur. Etrange atmosphère : politesse réciproque, et autorité absolue sans qu'il soit besoin d'élever la voix. Une caserne où l'on aurait des manières de salon. Est-ce parce que certains de ces poulains qui trottaient gentiment valent plus de 1 million de dollars ? Ou, plus probablement, parce que cela a toujours été comme ça. Parce que Christiane Head se poste à l'endroit précis où se plaçaient son père, et, avant, son grand-père. Et parce que, que l'on soit en Angleterre ou

L'entraîneur Christiane Head se poste à l'endroit précis où se plaçaient son père, et, avant, son grand-père. Elle observe, jauge, repère les ébauches de boiterie

et Genève, et qui font entraîner leurs chevaux par la famille Head depuis pas moins de cinquante-trois ans. Chaque matin, sauf le dimanche, le rituel est le même. Le personnel arrive avant 6 heures, panse les chevaux et, à 6 h 30, le premier « lot », une soixantaine de chevaux, quitte les écuries pour le terrain d'entraînement des Aigles, à deux pas de là.

Chapeau de feutre d'homme sur la tête, bottes de caoutchouc aux pieds, « Criquette » observe les couples qui défilent devant elle. Le « Bonjour Madame » est

en France, à Chantilly ou à Maisons-Laffitte, l'entraîneur est le roi dont personne n'imaginerait de discuter les ordres.

Un groupe de cavaliers d'une autre écurie passe dans l'allée, sous l'autorité d'un homme à cheval : c'est son frère Freddy, qui n'a remis sa cravache de jockey qu'en tournant la cinquantaine. « Criquette » continue à observer son petit monde. Décide du parcours, du rythme qui sera imposé à chacun. Permute les cavaliers. Connaît tous les chevaux, sait quand chacun a couru, quand chacun courra. Constate que

12 juillet, Chantilly. Christiane Head observe « ses » chevaux après l'entraînement sur la piste des Aigles.

telle jument, décidément, respire mal : « *On va l'envoyer aux Etats-Unis, parce que là-bas on pourra lui soigner les poumons. Ici, ce serait considéré comme du dopage.* » Reçoit un coup de téléphone d'Olivier Doleuze, le jockey maison, qui lui demande si elle voit un inconvénient à ce qu'il aille courir à Singapour, où il a un engagement. Repère les petites défaillances, les ébauches de boiterie, les signes de fatigue. Au pas, et puis au galop, quand les lads s'efforcent de contrôler l'allure du cheval lancé sur les longues et belles allées de sable naturel, au milieu des arbres, ou bien encore sur l'herbe, les jours où l'on travaille « vite ». Observer, jauger, avoir le coup d'œil : « *Une fois que vous savez lire un cheval, vous avez tout compris* », explique Christiane Head.

L'EFFECTIF est imposant. Les chevaux Wertheimer, quelques autres appartenant au prince Khalid Abdullah, ceux de Maktoum al-Maktoum. Ceux de son père, aussi. Et puis quelques-uns, très rares, de tout « petits » propriétaires. Comme Patrick Lécuyer, qui a deux juments dans un pré à quelques kilomètres de là, et un poulain de son « élevage » que M^{me} Head a accepté de prendre en « location ». C'est-à-dire que la pension ne coûte rien au propriétaire, mais qu'en échange l'entraîneur reçoit 80 % des gains de course - s'il y en a. « *Avant, je jouais au tennis, et ça me revenait aussi cher* », explique M. Lécuyer, qui vient presque tous les jours voir son cheval à l'entraînement, et se persuade qu'il est excellent. Ne vient-il pas de gagner une course à Dieppe ? Pour tout le monde (sauf pour lui, donc), le séjour au centre d'entraînement revient à 1 980 euros par mois, tarif à peu près normal pour Chantilly, plus toutes sortes de frais annexes. Ce coût, même s'il est moitié moins élevé en province, explique aussi pourquoi, statistiquement, les propriétaires sont assurés de perdre de l'argent : l'espérance moyenne de gain en courses pour un cheval à l'entraînement est de quelque 6 000 euros par an.

Les tarifs de pension ne font que couvrir les frais, surtout constitués par les dépenses de personnel. Les gains, l'entraîneur les tire des primes de course (14 % lui reviennent, dont une partie est reversée au personnel de l'écurie). Bon an mal an, les chevaux entraînés par Christiane Head gagnent de 3 millions à 5 millions d'euros. Et lui apportent, parfois, des joies immenses. Comme en ce jour d'octobre 1979, où « Criquette », encore presque débutante dans le métier, et le visage illuminé d'un sourire incrédule, marchait sur le gazon de Longchamp en tenant par la bride une pouliche de 3 ans, Three Troikas. Elle venait de gagner par trois longueurs la course la plus cotée au monde, l'Arc de triomphe. La propriétaire était M^{me} Alec Head. Le jockey, Freddy Head. Et l'entraîneur, Christiane Head. Une vraie fête de famille.

« Criquette » était la première femme à entraîner un vainqueur de l'Arc. Elle sera

aussi, en 1986, premier entraîneur de France par les gains. Pourquoi, au fait, les femmes ne joueraient-elles pas également les premiers rôles en selle ? Parce que les courses sont « *un monde d'hommes* », un milieu « *un peu macho* », comme on l'entend un peu partout ? Ce sont pourtant les filles qui fournissent l'écrasante majorité des effectifs des centres équestres. Et, en course, à mesure qu'à chaque génération les jeunes augmentent en taille et en poids, sans que les chevaux suivent, elles devraient avoir un avantage naturel. Pourtant, au plus haut niveau, les femmes jockeys restent l'exception. Le métier est trop dur, et, pour faire la différence dans les dernières centaines de mètres, pousser et soutenir le cheval, il faut de la force, dans les bras, le dos, les jambes. Avantage aux hommes, donc.

Chez les chevaux, c'est beaucoup moins vrai. Leur comportement, leur tempérament, leurs exigences en matière d'entraînement ne sont certes pas les mêmes : mais poulains et pouliches courent le plus souvent ensemble, et la lutte est ouverte. En 1983, les quatre premiers de l'Arc de triomphe étaient des pouliches. C'est aussi une pouliche, Habibi, qui détient le record de vitesse sur 1 000 mètres : 59 s 30, soit 66 km/h, départ arrêté. Et le souvenir de Gélinotte et de Roquépine trotte toujours dans le cœur du public de Vincennes.

Jan Krauze

PROCHAIN ARTICLE
Petit trot, grand trot

Poker menteur en Afrique centrale

LA PAIX au cœur du continent africain a-t-elle été conclue, le 30 juillet, par Joseph Kabila et Paul Kagamé ? En signant un protocole d'accord de quatre pages, le président de la République démocratique du Congo (RDC, ex-Zaïre) et celui du Rwanda se sont engagés à régler, en trois mois, les deux problèmes cruciaux qui, depuis bientôt six ans, ont transformé l'Afrique centrale en un champ de bataille régionale : la présence de miliciens hutus en RDC et, ceci justifiant censément cela, l'invasion de l'ex-Zaïre par l'armée rwandaise. Sur le papier, les étapes du retour à la paix sont toutes tracées. Trente jours après la signature de l'accord, les miliciens hutus doivent être « regroupés » et « désarmés » ; quinze jours plus tard, l'armée rwandaise doit entamer son retrait du Congo ; dans les quarante-cinq jours suivants, à la fois ce retrait et le « rapatriement » des miliciens hutus doivent avoir été achevés. Ainsi, en quatre-vingt-dix jours, « avec l'aide de la communauté internationale », aura-t-on changé la face du continent...

C'est une fable, évidemment. Pour s'en convaincre, il suffit de rappeler que ni le nombre ni l'identité des miliciens hutus au Congo ne font l'objet d'un consensus. S'agit-il de membres de l'ex-milice génocidaire – les Interahamwes – ou d'opposants armés au nouveau régime de Kigali ? Qui fera le tri entre les uns et les autres, tous peu enclins à se faire rapatrier au Rwanda ? Sûrement pas la Mission d'observation des Nations unies au Congo (Monuc), qui compte seulement 4 000 casques bleus dans un pays-continente grand comme toute l'Europe de l'Ouest où se trouveraient, selon les estimations, d'une imprécision révélatrice, entre 12 000 et 40 000 Hutus en armes. En novembre, la Monuc a présenté à la presse 1 773 d'entre eux, « volontaires à la démobilitation ». Mais, en définitive, depuis son déploiement, il y a deux ans, elle n'a formellement identifié que 21 membres des forces dites « négatives », dont un seul a accepté d'être rapatrié.

Comment imaginer que la Monuc réussirait en quinze jours à débusquer et à cantonner les « Hutus extrémistes » que l'armée tutsie du pouvoir post-génocidaire à Kigali n'a pas été capable de neutraliser en près de six ans ? Quand elle a donné le coup de grâce au régime du maréchal Mobutu, entre octobre 1996 et mai 1997, l'Armée patriotique rwandaise (APR) a massacré 200 000 Hutus dans l'ex-Zaïre. Cependant, loin d'avoir été réglé, le problème n'a cessé de s'étendre. Au point que, depuis quatre ans, au minimum 35 000 soldats rwandais, aidés par les « rebelles » congolais qui leur sont inféodés,

occupent une bonne moitié de la RDC, jusqu'à plus de 1 000 kilomètres des frontières rwandaises, sans que les « forces négatives » aient été éradiquées. Au contraire : à présent, l'APR combat même ces Tutsis congolais – les Banyamulenges – qui, en 1996, lui ont servi de prétexte d'intervention « au secours d'une minorité menacée d'extermination ». Aujourd'hui, le Rwanda accuse les Banyamulenges de « pactiser avec les Hutus génocidaires », apparemment toujours omniprésents...

Après s'être longtemps laissé abuser, l'opinion internationale finit par se rendre compte que l'armée rwandaise ne vient pas à bout des « Hutus génocidaires », précisément parce que leur présence sert à légitimer son intervention militaire au Congo – et une occupation prédatrice, prodigieusement lucrative. Aussi la fable des « 90 jours pour faire la paix » est-elle une farce tragique. En signant la paix, Joseph Kabila et Paul Kagamé se sont mutuellement promis d'éliminer l'épouvantail qui les maintient au pouvoir : « l'invasion étrangère » de la RDC, pour ce qui concerne le président congolais, la « menace génocidaire », pour ce qui est du chef de l'Etat rwandais. Loin de tromper les intéressés, ce marché de dupes ne vise qu'à égarer, de nouveau, la communauté internationale.

« MORALPOLITIK »

Celle-ci fait pression pour mettre fin à une guerre de massacres et de pillages qui, depuis trop longtemps déjà, défigure la « renaissance » annoncée de l'Afrique. Comme souvent sur le continent de la moindre importance stratégique, l'humanité est bonne fille au service d'une Moralpolitik d'impuissance : après avoir, pendant des années, ignoré le martyre du Congo, le monde s'émeut des « deux millions de civils » qui y auraient été les victimes, « directes ou indirectes », du cupide affrontement entre pays voisins. Sans se poser une question, simple : qui saurait compter les morts dans un pays dont, à force d'abandon, nul ne connaît plus le nombre d'habitants ?

Les présidents congolais et rwandais, eux, pratiquent une Realpolitik au plus près de leurs intérêts, à partir de positions qui se trouvent aux antipodes. Après l'assassinat de Laurent-Désiré Kabila, en janvier 2001, « Kabila fils » lui a succédé à la tête de l'Etat congolais par la seule vertu dynastique. Les puissances occidentales s'étant empressées de le reconnaître, par crainte du vide, Joseph Kabila gère depuis un capital de reconnaissance internationale sans commune mesure avec son pouvoir réel, même dans « sa » capitale, Kinshasa, où il reste sous la coupe de

l'entourage de feu son père – ses « tontons » – et de ses alliés encombrants, l'Angola et le Zimbabwe. La grosse moitié du pays sous occupation étrangère échappe totalement à son contrôle. A partir de là, l'équilibre devient une doctrine de survie, et chaque concession doit se monnayer : en échange de l'ouverture du « dialogue intercongolais », en vue d'une démocratisation interne du régime, et de la signature de l'accord de paix avec le Rwanda, les bailleurs de fonds du Congo viennent de rouvrir les vannes...

Paul Kagamé est dans la situation inverse. L'ex-chef rebelle, devenu président du Rwanda, maîtrise parfaitement le terrain, non seulement au « pays des mille collines », mais aussi chez son grand voisin congolais. Ayant fait de la lutte armée la force rédemptrice d'un grand dessein, il s'est toutefois aliéné, peu à peu, les bonnes volontés internationales, qui croyaient que son régime, issu des fosses communes, représentait les victimes du génocide de 1994. Si le général Kagamé a pu envahir, puis occuper le Congo impunément, poussant la franchise jusqu'à déclarer que son armée y menait « une guerre qui s'autofinance », ses bailleurs de fonds occidentaux en viennent tout de même à lui demander des comptes. Y compris la Grande-Bretagne, qui, en 2001, a assuré à elle seule 82 millions de dollars de l'aide bilatérale au profit du Rwanda, sur un total de 258 millions (deux fois plus que les Etats-Unis, en deuxième position, et presque dix fois plus que la France). Déjà, cette année, l'Allemagne, troisième donateur, a hésité à renouveler ses subsides. Or Paul Kagamé ne peut pas faire courir à son pays le risque de perdre l'aide internationale, qui contribue pour un tiers au budget de fonctionnement de l'Etat rwandais et presque à la totalité (93,6 %) de son budget d'investissements.

Dans la partie de poker menteur qui s'éternise en Afrique centrale, les présidents du Congo et du Rwanda viennent de faire un geste, pensant qu'il ne les engageait à rien. Il y a trois ans, l'accord de paix de Lusaka, signé par tous les protagonistes du conflit, ne prévoyait-il pas déjà la neutralisation des milices hutues au Congo et le retrait des troupes d'occupation rwandaises ? Si la communauté internationale ne veut pas perdre ce qui lui reste d'autorité au cœur de l'Afrique, elle devra prendre au mot les faiseurs de paix rituels. En donnant des moyens aux Nations unies, dont la « mission » au Congo est en piteux état, et en coupant les vivres aux régimes qui assoient leur pouvoir sur des baïonnettes ou règnent sur des pays fantômes.

Stephen Smith

Une langue si « easy »

Suite de la première page

On ne craint plus désormais de plonger les consommateurs dans des perplexités infinies au moment de l'achat, et même, faute de mode d'emploi compréhensible, de mettre leur vie en danger au moment de l'utilisation et du dosage des produits.

Soyons beaux joueurs, et commençons par féliciter ces multinationales d'avoir si bien su se faire entendre (trouvant, comme souvent, des alliés contre le français en France même : cette fois, une chaîne de supermarchés en infraction pour des bouteilles de Coca-Cola dans le Puy-de-Dôme !) : elles et leurs intérêts sont, à l'évidence, beaucoup plus puissamment relayés à Bruxelles que tous ceux qui ont la charge de défendre et illustrer notre langue et ses usagers, et que tous ceux, philosophes ou linguistes, qui auraient pu – qui auraient dû – leur rappeler qu'il y a tout de même des hiérarchies dans les choses de la vie, et que le droit qu'on s'adresse à vous en votre langue dans votre pays, surtout quand il s'agit d'une des six langues officielles de l'ONU, parlée sur tous les continents, naguère encore la principale langue de travail des institutions européennes, que ce droit, dis-je, vaut bien celui de fourguer au moindre coût des marchandises unilingues dans tous les recoins du monde capitaliste.

Pour l'heure, et c'est une agréable nouveauté, le gouvernement français a tout de même réagi avec fermeté par la bouche de son secrétaire d'Etat à la consommation, Renaud Dutreil, mais rien ne sera sûr tant que l'opinion publique n'obtiendra pas l'abrogation de la honteuse directive européenne n° 79/112 du 18 décembre 1978 qui, de lecture biaisée en interprétation tordue, a permis une telle dérive. C'est elle, en particulier, qui a nourri l'extravagant arrêt du 12 septembre 2000 de la Cour de justice des Communautés européennes, qui prétendait interdire qu'« une réglementation nationale impose l'utilisation d'une langue déterminée pour l'étiquetage des denrées alimen-

taires » et considérait, reine des euphémismes, que pourrait bien suffire « une autre langue facilement comprise par les acheteurs » (entendez l'anglo-américain). Il est vrai que, pour noyer un peu le poisson, et dans sa grande mansuétude, elle accordait aussi aux consommateurs dépossédés de leur langue et qui ne parleraient pas anglais le droit d'être informés « par d'autres mesures ». Qu'est-ce à dire ? Pictogrammes ? Langage des sourds ? Télépathie ? On ne sait.

Sincèrement, est-ce pour cela que nous avons voulu faire l'Europe ? Nous voulons l'Europe pour être plus heureux, plus sûrs de nous, plus fiers de nos cultures respectives, non pour vivre constamment sur le qui-vive, dans l'attente du nouveau mauvais coup que Bruxelles nous réservera. Il faut reconnaître qu'il y a un point commun entre les juges européens et ce

oblige à une diversification ou à une adaptation lui fait horreur. Aujourd'hui, l'ennemi est la diversité des langues nationales, mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin ? Il est d'autres différences qui compliquent les ventes, notamment dans les vêtements : le sexe, la taille, le coloris. Après tout, exiger un pantalon ou une robe qui vous aille et dans une certaine couleur est aussi un frein au commerce de masse ! L'uniforme unisexe, unicolore et étiqueté en anglais, voilà l'idéal des multinationales triomphantes et, apparemment, des juges européens.

Dans le récent et brutal rappel à l'ordre de la France par les commissaires de Bruxelles, il y a cependant un mystère. Ces messieurs font les gros yeux en feignant de croire que nous appliquons la loi Toubon, alors qu'ils savent très bien que nous ne l'appliquons pas, qu'elle est

Le parti anglophone, en Europe et dans le monde, ne manœuvre pas seulement, pas d'abord, pour des raisons économiques. La France l'agace parce qu'elle freine l'hégémonie programmée de l'anglo-américain

capitalisme impatient qu'ils défendent avec tant d'empressement : c'est que l'homme n'existe plus pour eux comme individu complexe, irremplaçable, parlant et pensant, mais comme plus petit commun dénominateur de la grande arithmétique de la marchandise, réduit à l'état d'acheteur docile et interchangeable, si possible aveugle et muet. (Où es-tu, Europe des cultures ?) Dans cette perspective, la langue n'est plus le critère suprême de l'humanité de l'homme, plus une richesse à préserver par-dessus tout, mais un empêchement au commerce !

Car le rêve du capitalisme roi, déjà perceptible dans ces réseaux de chaînes qui aspirent à imprimer leur indiscret logo dans toutes les rues et sur tous les paysages du monde, est le modèle unique, étendu à la planète entière. Tout ce qui

bafoué dix fois par jour, que nos ordinateurs nous parlent déjà plus qu'à moitié anglais, et, depuis des décennies, jusque dans les produits culturels les plus raffinés, nous acceptons déjà – du moins, nuancé ! nous subissons sans trop hurler – l'étiquetage en anglais.

Alors, pourquoi ce nouveau coup de règle sur les doigts ? Parce que la loi Toubon paralyse vraiment le commerce européen ? Si c'était le cas, les juges et les hauts fonctionnaires de Bruxelles ne s'acharnaient pas sur la France seule. Ils s'en prendraient également à nos amis anglais qui, de facto, ne s'arrangent pas moins que nous pour obtenir la traduction dans leur langue des notices de produits allemands, grecs ou chinois. Mais voilà : leur langue est l'anglais, langue taboue, alors que la langue de Descartes, de Voltaire et de Proust

– mais aussi celles de Goethe, d'Homère ou de Lao Tseu – ne le sont pas.

En réalité, cette affaire d'étiquetage n'est qu'un galop d'essai. Si personne ne bronche, d'autres suivront, beaucoup plus rudes. Par exemple : pourra-t-on encore longtemps enseigner en français en France (et en italien en Italie, en danois au Danemark, en grec en Grèce) ? La Commission ne tardera pas à soutenir que c'est empêcher l'accès de nos écoles, lycées et universités aux Flamands, Hollandais, Anglais et autres francophiles, qui seraient susceptibles de vouloir y faire leurs classes et qui comprennent, par contre, cette langue si « easy » que la Commission et Romano Prodi sont en train d'imposer discrètement (par exemple dans les négociations avec les pays de l'Est) comme unique langue de communication européenne.

Le commerce n'est donc qu'un prétexte. Le parti anglophone en Europe et dans le monde (qui n'est pas fait que de ressortissants anglais ou américains, mais aussi d'allogènes qui se fantasment en sujets de sa Glorieuse Majesté ou, surtout, de l'Oncle Sam, et qui partagent un certain messianisme « wasp ») ne manœuvre pas seulement, pas d'abord, pour des raisons économiques. La France l'agace moins parce qu'elle oblige Coca-Cola ou les marchands de magnétoscopes à traduire que parce qu'elle freine l'hégémonie programmée de l'anglo-américain. « *There's the rub !* », comme dit Hamlet. C'est là qu'est le hic.

Du coup, rien n'est perdu. Les Européens qui veulent une Europe différente des Etats-Unis, les Américains qui aiment une Europe qui ne soit pas le clone de leur pays, les amis de la diversité des langues et des cultures nous rejoindront. Le parti anglophone a sa détermination, qui est grande, et sa logique, qui est cohérente. Mais nous avons les nôtres, qui ne le sont pas moins. Elles sont celles de l'exception culturelle, qu'on la rebaptise ou non « diversité ». Minoritaires culturels et linguistiques de tous les pays, unissons-nous ! Sans illusion, mais sans pessimisme. Nous vaincrons, parce que nous sommes les plus faibles !

Dominique Noguez

Le Monde
ÉDITORIAL

La recherche sacrifiée

« POUR QUE LA FRANCE soit pionnière dans des domaines essentiels pour l'avenir – sciences du vivant, sciences de l'environnement, technologies de l'information, technologies des transports –, nous devons atteindre l'objectif de 3 % du PIB en dépenses de recherche et développement à échéance 2010 ». Ainsi parlait Jacques Chirac, le 16 juillet, en inaugurant le site toulousain de la future usine d'assemblage de l'Airbus A-380. Une forte ambition qui confirmait l'engagement pris lors de la campagne présidentielle en faveur de la recherche scientifique et auquel avait souscrit au nom du gouvernement, dans son discours de politique générale, Jean-Pierre Raffarin.

Ces promesses semblent aujourd'hui bien lointaines. Une fois de plus, la recherche scientifique est sacrifiée sur l'autel des économies budgétaires. Certes, la ministre-astrologue, Claudie Haigneré, a évité le pire : les services de Bercy, qui avaient travaillé sur l'hypothèse d'une réduction de plus de 7 % des crédits de recherche, accompagnée de la suppression de 200 postes dans les organismes publics, ont dû revoir leur copie. Les coupes, dont le montant ne sera annoncé qu'en septembre, seront finalement moins sévères que ne le craignaient les chercheurs.

Il n'empêche. Porter à 3 %, contre 2,1 % actuellement, l'effort national de recherche et de développement – ce qui est aussi l'objectif que se sont fixé les chefs d'Etat européens au sommet de Lisbonne de mars 2000 – nécessiterait d'augmenter les dépenses publiques et privées dans ce secteur d'environ 7 %

par an pendant dix ans. C'est dire si l'on est loin du plan national de mobilisation pour la recherche et l'innovation auquel appelait le candidat Jacques Chirac.

Au-delà d'un déni de parole, fût-elle électorale, c'est pourtant de l'avenir de la France qu'il est question. Un avenir dont les dirigeants politiques n'ont de cesse, à droite comme à gauche, de souligner qu'il dépend des progrès de la connaissance et des avancées technologiques. Mais que les mêmes dirigeants, à droite plus qu'à gauche, s'empressent d'hypothéquer dès qu'ils accèdent au pouvoir. La majorité actuelle, chaque fois qu'elle a été aux commandes ces vingt dernières années, a mis à mal les budgets et les emplois scientifiques, contribuant à cette « dynamique du déclin » que stigmatisait à juste titre François Loos, éphémère ministre délégué à la recherche du premier gouvernement Raffarin.

Cette incapacité à consentir un investissement à long terme – le pari de la matière grise – est particulièrement dramatique pour les jeunes, qui se détournent des carrières scientifiques. Les suppressions de postes annoncées apparaissent comme un signal très négatif, au moment où devrait s'opérer un fort rajeunissement des organismes scientifiques, dont près de la moitié des personnels seront partis à la retraite d'ici à la fin de la décennie.

Refuser de miser sur la recherche, pour satisfaire aux exigences d'une réduction des impôts et d'une inflation des dépenses sécuritaires, procède d'une vision à courte vue.

Le Monde

Président du directoire, directeur de la publication : Jean-Marie Colombani
Directoire : Jean-Marie Colombani ; Dominique Alduy, directeur général ; Noël-Jean Bergeroux.

Directeur général délégué des rédactions : Edwy Plenel
Directeur général délégué des opérations : Fabrice Nora
Directeur général adjoint : René Gabriel
Secrétaire général du directoire : Pierre-Yves Romain

Directeur de la rédaction : Edwy Plenel

Directeurs adjoints : Thomas Ferenczi, Pierre Georges, Jean-Yves Lhomeau
Secrétaire général : Olivier Biffaud ; déléguée générale : Claire Blandin
Directeur artistique : François Lolicchon

Chef d'édition : Christian Massol ; chef de production : Jean-Marc Houssard
Rédacteur en chef technique : Eric Azan ; directeur informatique : José Bolufer

Rédaction en chef centrale :

Alain Debove, Eric Fottorino, Alain Frachon, Laurent Greilsamer, Michel Kajman, Eric Le Boucher, Bertrand Le Gendre

Rédaction en chef :

François Bonnet (International) ; Anne-Line Roccati (France) ; Anne Chemin (Société) ; Jean-Louis Andréani (Régions) ; Laurent Mauduit (Entreprises) ; Jacques Buob (Aujourd'hui) ; Franck Nouchi (Culture) ; Josyane Savigneau (Le Monde des Livres) ; Serge Marti (Le Monde Economie)

Médiateur : Robert Solé

Directrice des projets éditoriaux : Dominique Roynette

Directeur exécutif : Eric Pialoux ; directrice de la coordination des publications : Anne Chaussebourg

Directeur des relations internationales : Daniel Vermet

Conseil de surveillance : Alain Minc, président ; Michel Noblecourt, vice-président

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991), Jacques Lesourne (1991-1994)

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS)

Durée de la société : quatre-vingt dix-neuf ans à compter du 15 décembre 2000. Capital social : 145 473 550 €. Actionnaires directs et indirects : Le Monde SA, Le Monde et Partenaires Associés, Société des Rédacteurs du Monde, Société des Cadres du Monde, Société des Employés du Monde, Fonds commun de placement des personnels du Monde, Association Hubert-Beuve-Méry, Société des Lecteurs du Monde, Le Monde Entreprises, Le Monde Europe, Le Monde Investisseurs, Le Monde Presse, Le Monde Prévoyance, Claude-Bernard Participations, Société des Personnels du Monde.

www.lemonde.fr édité par Le Monde Interactif.

Président du conseil d'administration : Jean-Marie Colombani. Directeur général : Bruno Patino

RECTIFICATIFS

URUGUAY. L'article consacré à la crise financière en Uruguay (*Le Monde* du 6 août) a attribué par erreur la baisse des exportations uruguayennes de viande à la maladie de la vache folle, alors qu'il s'agissait de la fièvre aphteuse.

RESTIF DE LA BRETONNE. La note concernant l'édition en deux volumes d'un choix de l'œuvre romanesque de Restif de La Bretonne (éd. Robert Laffont, coll « Bouquins »), parue dans « Le Monde des livres » du 26 juillet, était incomplète. Le second volume a été publié sous la responsabilité et avec un avant-propos de Daniel Baruch, par ailleurs auteur

d'une biographie de Restif (éd. Fayard, 1996).

HENRI TACHAN. Dans *Le Monde* du 6 juillet, une correction malencontreuse a rendu inintelligible une phrase du portrait consacré à Henri Tachan, chanteur parrainé par Jacques Brel à ses débuts. Il fallait lire : « Tachan est à son tour partant pour une tournée des bars, dans la pure tradition breilienne » – et non « brésilienne ».

CORSE. Le ministre de l'intérieur s'est rendu en Corse le 27 juillet, et non le 28 juin, comme nous l'avons indiqué dans notre article intitulé « En Corse, la méthode Sarkozy à l'épreuve des "patriotti incarcerati" » (*Le Monde* daté 4-5 août).

Le Monde est édité par la Société Editrice du Monde (SAS). La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de l'administration. Commission paritaire des journaux et publications n° 57 437 ISSN 0395-2037



Imprimerie du Monde
12, rue Maurice-Gunsbourg
94852 Ivry cedex



Le Monde
PUBLICATION

Président-directeur général : Dominique Alduy
Directeur général : Stéphane Corre

21 bis, rue Claude-Bernard - BP218
75226 PARIS CEDEX 05

Tél : 01 42 17 39 00 - Fax : 01 42 17 39 26

PRINTED IN FRANCE

ENTREPRISES

TÉLÉCOMMUNICATIONS

La dette de France Télécom approcherait **70 MILLIARDS D'EUROS** à fin juin, selon les estimations des analystes financiers, contre 60,7 milliards au 31 décembre 2001, avec une échéance de rembourse-

ment de 15 milliards d'euros en 2003. L'opérateur de télécommunications a été gêné dans son programme de désendettement et de ventes d'actifs par la **CRISE BOURSIÈRE**. En quinze jours, il a tout de même

annoncé **3 MILLIARDS D'EUROS DE CESSIONS**. Face aux craintes des investisseurs, qui redoutent une faillite de France Télécom, l'Etat, son premier actionnaire, l'a assuré de son soutien par la voix du ministre

de l'économie. Bercy cherche, avec France Télécom et ses banquiers, **UNE SOLUTION POUR RESTRUCTURER** la dette de l'opérateur, sans introduire de distorsion de concurrence condamnable par Bruxelles.

France Télécom compte sur l'Etat pour sortir du piège de la dette

Endetté à hauteur de 70 milliards d'euros, avec une échéance de 15 milliards en 2003, l'opérateur de télécommunications doit restructurer ses engagements financiers. Il a le soutien du ministère de l'économie, qui a déjà autorisé une hausse de l'abonnement

FRANCE TÉLÉCOM donne un coup d'accélérateur à son programme de cessions. TDF, ST Microelectronics, Casema, Stélat : en deux semaines, pas moins de quatre opérations ont été bouclées. Cette effervescence estivale est bienvenue avant la publication des résultats semestriels du groupe, le 5 septembre. Michel Bon, PDG de France Télécom, passera alors son deuxième grand oral de l'année. Ce sera l'occasion de s'exprimer sur le sujet qui préoccupe au premier chef la communauté financière : l'endettement du groupe.

Les derniers chiffres publiés par France Télécom, en mars, faisaient état d'une dette de 60,7 milliards d'euros au 31 décembre 2001. Depuis, selon les estimations des analystes et des agences de notation, l'endettement a crû, jusqu'à frôler les 70 milliards d'euros fin juin. Un certain nombre d'engagements hors bilan se sont concrétisés, contribuant à cet accroissement. A l'inverse, le programme de cessions annoncé n'a guère progressé au premier semestre, à l'exception de la vente d'une nouvelle tranche du parc immobilier pour 500 millions d'euros.

Dans ce contexte, les agences de notation Moody's, Fitch et Standard & Poor's, jugeant que l'opérateur aurait des difficultés à respecter son plan de désendettement, ont entrepris en juin et en juillet de

dégrader la note de crédit de France Télécom. Des décisions qui ont fait monter encore la pression sur l'opérateur.

Le ministère de l'économie et des finances s'est vu contraint d'entrer dans le jeu de la communication financière pour calmer les esprits. La rumeur sur une possible renationalisation de France Télécom a été démentie. Le ministre, Francis Mer, a exprimé le soutien de l'Etat à l'opérateur public, dont il détient encore 55,4% du capital. La contre-offensive a porté ses fruits. La chute du titre France Télécom, en recul de

La marge de manœuvre de Bercy reste toutefois limitée par les exigences de Bruxelles

70% depuis janvier, a été stoppée. L'action s'échangeait mardi 6 août contre 13,08 euros. Plus fondamentalement, sur un marché boursier traumatisé par les faillites spectaculaires des opérateurs américains WorldCom et Global Crossing, le spectre de la faillite du groupe français a été écarté. Présentée hier comme un obstacle au développement du groupe, la présence majoritaire de l'Etat au capital apparaît

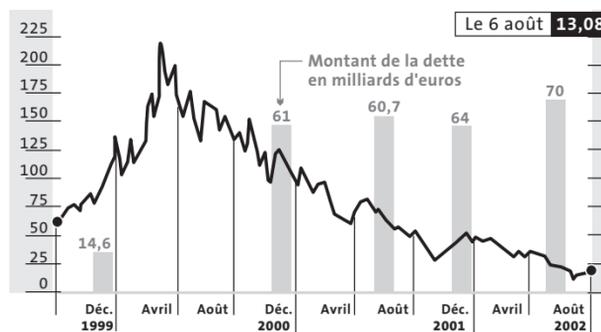
aujourd'hui comme garante de l'avenir de France Télécom.

Mais le problème de la dette reste entier. Le gouvernement, qui s'est donné le temps de la réflexion, devra traduire ses déclarations en actes. Les six prochains mois s'annoncent cruciaux pour l'opérateur, confronté à un risque de liquidités, alors que 15 milliards d'euros de dettes arrivent à échéance en 2003. Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier de France Télécom, a souligné que l'entreprise avait à sa disposition plus de la moitié d'une ligne de crédit de 15 milliards d'euros et a refusé le risque d'une crise de liquidités à court terme. De plus, les quatre cessions récentes rapporteront 3 milliards d'euros, sans compter les 800 millions d'euros présents dans les caisses de sa filiale de télédiffusion TDF transférés vers la maison mère. Il n'empêche. Le montant de la dette et son échéancier restent problématiques. D'autant que l'opérateur, piégé par la crise boursière, a du mal à rééquilibrer sa structure financière. La dévalorisation de ses actifs et l'impossibilité de replacer sur le marché les 100 millions de titres qu'il détient en autocontrôle ont compromis ses plans. A cela s'ajoute l'impossibilité de céder les parts dans l'opérateur italien Wind, une vente annoncée en mars.

Bercy, dont l'intérêt patrimonial est évident, évalue différentes

LA CHUTE DE L'ACTION COMPROMET LE DÉSENETTEMENT

Cours de l'action France Télécom, en euros



Sources : Boursorama, France Télécom

options. M. Bon ne cesse de répéter qu'une augmentation de capital au cours de Bourse actuel est exclue. L'enjeu aujourd'hui est de contenir le coût du refinancement de la dette, sachant que les taux se sont tendus et que la dégradation de la note de crédit de France Télécom n'arrange rien. L'Etat pourrait soit garantir un emprunt obligataire de France Télécom, soit octroyer un prêt d'actionnaire, soit encore demander à la Caisse des dépôts et consignations (CDC) de fournir des lignes de crédit à l'opérateur. La CDC, en service commandé, a déjà été mise à contribution dans le montage de cession de TDF. Cette filiale

de télédiffusion doit, de par la loi encore en vigueur, être détenue majoritairement par l'Etat. La CDC a donc pris directement 19% du capital, aux côtés de France Télécom qui en garde pour l'instant 36%, et a demandé à sa filiale CDC Ixis de s'allier au fonds d'investissement britannique Charterhouse pour acquérir le solde.

La marge de manœuvre de Bercy reste toutefois limitée par les exigences de Bruxelles, qui veillera à ce qu'il n'y ait pas distorsion de concurrence. « Les banques font pression, elles veulent en profiter pour accroître leurs marges, mais elles accepteront le refinancement de

la dette. Je n'imagine pas un scénario comparable à celui d'Eurotunnel, où les banques négocieraient une transformation de la dette en capital », affirme un banquier d'affaires.

En attendant, le gouvernement a donné un signe de son soutien en acceptant la hausse de l'abonnement téléphonique de 0,45 euro le 20 juillet. Un coup de pouce censé ralentir l'érosion de la rentabilité de la téléphonie fixe, rente de situation de l'opérateur. Or, France Télécom mise maintenant sur la progression de ses résultats opérationnels pour se désendetter. La téléphonie mobile, qui devient une activité mûre et dégage des marges croissantes, est à ce titre un relais précieux.

Le groupe a précisé qu'il dégageait au premier semestre 2002 un cash-flow (capacité d'autofinancement) opérationnel de 3,5 milliards d'euros, en croissance de 50% sur un an, une performance obtenue aussi grâce à la réduction de ses investissements. Même si une part de ce cash-flow est absorbée par les frais financiers, qui s'élèvent à environ 2 milliards d'euros sur le semestre, et par le paiement des dividendes, les flux disponibles, qui étaient négatifs en 2000 et en 2001, devraient être positifs en 2002 et croître significativement en 2003. Ils contribueront alors au désendettement.

Laurence Girard

Trois sociétés supportent plus de la moitié de l'endettement du CAC 40

SELON LE CLASSEMENT établi par SG Equities, division de la Société générale, France Télécom cumule à elle seule le tiers de l'endettement total des sociétés du CAC 40, hors valeurs financières. La banque évalue la dette de l'opérateur de télécommunications à 70,9 milliards d'euros. Deux sociétés l'accompagnent sur le podium : Suez, avec une dette de 28,2 milliards d'euros et Vivendi Universal (17,2 milliards d'euros). A elles trois, elles représentent plus de la moitié de l'endettement total, mais ne pèsent que 9% de la capitalisation boursière de la place de Paris, hors valeurs financières.

« Aujourd'hui, le facteur d'endettement est discriminant dans l'univers boursier. Il s'est substitué au facteur sectoriel qui dominait en 2000, en particulier avec l'opposition valeurs technologiques (TMT) et non technologiques », analyse Alain Bokobza, responsable de la stratégie actions à la Société générale. L'étude tend à prouver que les sociétés endettées,

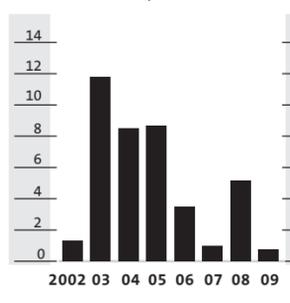
quelle que soit leur taille, souffrent d'une performance boursière médiocre. Depuis 2001, qui marque le début de l'aversion des marchés pour l'endettement, les valeurs peu endettées ont bénéficié d'une évolution boursière supérieure de 140% à celles endettées. La banque s'est penchée sur deux autres ratios, le rapport dette sur capitalisation et la couverture des frais financiers, pour évaluer la situation des entreprises françaises. A l'aune de ces critères, France Télécom apparaît une fois de plus comme le grand groupe le plus endetté et celui qui possède le plus faible taux de couverture des frais financiers.

BOMBES À RETARDEMENT

La Société générale met aussi en exergue le déséquilibre du bilan de l'opérateur. Elle l'explique par le recours à des financements à court terme de projets à long terme, comme la téléphonie mobile UMTS. Aussi la société dirigée par Michel Bon se retrouve-t-elle face à « un

DE LOURDES ÉCHÉANCES

Remboursements annuels de la dette de France Télécom, en milliards d'euros



Source : SG Securities

mur de dettes » : 28 milliards d'euros à rembourser ou à refinancer d'ici à 2005.

France Télécom souhaitait alléger son fardeau par des cessions d'actifs. Mais la crise boursière a compromis ses plans. En janvier 2001, M. Bon annonçait une dette de 30 milliards d'euros fin 2002. Deux mois plus tard, cet objectif était repoussé à fin 2003. En septembre, M. Bon évoquait deux scénarios, avec une dette maximale de

59 milliards d'euros et une dette minimale de 37 milliards d'euros fin 2003. Mais en mars 2002, le PDG de France Télécom évoquait les engagements hors bilan, pouvant alourdir la dette de 17 milliards d'euros. Les montages mis en place par Jean-Louis Vinciguerra, directeur financier, pour l'acquisition du britannique NTL, de l'allemand MobilCom ou de l'opérateur britannique Orange, sont autant de bombes à retardement, déclenchées par la chute des cours. En juillet 2002, France Télécom a encore versé 1,1 milliard d'euros dans le cadre de ses engagements vis-à-vis de NTL, et 461 millions de dollars liés à la cession de Crown Castle.

A l'inverse, les actifs à céder subissent une dévalorisation continue et France Télécom ne peut vendre au cours actuel les titres qu'elle détient en autocontrôle. Selon l'agence de notation Standard & Poor's, la dette de France Télécom, proche de 70 milliards d'euros, ne devrait guère évoluer dans les dix-huit prochains mois.

L. Gi.

Orange demande le report de l'UMTS en Suède à la fin de 2006

ENTRE DÉFECTIONS et reports, l'heure est aux douloureuses révisions de stratégie pour l'UMTS (Universal Mobile Telecommunications System), la téléphonie mobile de troisième génération. Après avoir porté tous les espoirs des opérateurs européens, l'UMTS a plombé leurs comptes et les contraint à faire des choix. Orange, la filiale de téléphonie mobile de France Télécom, a demandé mardi 6 août à l'autorité suédoise de télécommunications un report de l'ouverture de son réseau UMTS à la fin de 2006, soit un délai de trois ans.

Le finlandais Sonera avait le premier donné le signal de la retraite il y a un an. Il avait alors décidé de rendre au gouvernement norvégien sa licence UMTS, obtenue quasi gratuitement. Le 25 juillet, l'espagnol Telefonica créait un nouveau choc en annonçant le gel de tous ses investissements UMTS hors d'Espagne, en particulier en Allemagne, où, allié à Sonera, il avait déboursé près de 8 milliards d'euros pour acquérir une licence.

Toutes ces remises en cause concernent des opérateurs en position de nouvel entrant sur le marché de la téléphonie mobile. Comme l'avait expliqué Suez, lorsqu'elle avait refusé de déposer une candidature UMTS en France en 2001, un nouvel entrant n'avait quasiment aucune chance de rentabiliser son investissement. Sonera et Telefonica en ont tiré leurs conclusions en provisionnant dans leurs comptes le coût de la licence UMTS allemande.

Orange, qui a obtenu une licence gratuite en Suède, souhaite avant tout, en demandant un délai de trois ans, retarder ses investissements. L'endettement de sa maison mère contraint l'opérateur de téléphonie mobile à réduire ses dépenses. Le conflit qui a opposé France Télécom et sa filiale allemande MobilCom, détentrice d'une licence UMTS, a d'ailleurs déjà été suscité par la divergence de vues sur le rythme d'investissement dans le nouveau réseau.

L. Gi.

La privatisation d'EDF et GDF face au casse-tête des retraites

Des négociations de branche doivent débuter dès septembre

LA TOUTE PREMIÈRE étape du long processus qui doit mener à la privatisation d'EDF et de GDF est achevée. Mardi 6 août, Francis Mer, ministre de l'économie et des finances, et Nicole Fontaine, ministre déléguée à l'industrie, ont terminé leurs consultations avec l'ensemble des représentants patronaux et syndicaux sur la réforme des statuts des deux entreprises publiques. Tous ont tenu le même discours : l'ouverture du capital d'EDF et de GDF est décidée.

« C'est un choix politique non négociable, nous a dit M. Mer », a expliqué Gabriel Gaudy, secrétaire général de la Fédération énergie mines FO à l'issue de la rencontre, en se déclarant très hostile à cette opération lancée « sans aucune garantie sociale ». La CGT, la CFDT, la CFTC ont fait part aussi de leurs « réserves », face à ce projet qui leur paraît ne pas donner suffisamment de place à la concertation sociale et assurer la continuité du service public. Dans

un communiqué publié mardi, Bercy a tenu à rappeler son « attachement à la notion de service public (...), à travers la péréquation tarifaire sur le territoire et l'égalité de traitement ».

Selon le calendrier idéal esquissé par le ministère des finances, la réforme du statut des deux entreprises et leur transformation en société anonyme devraient être achevées au premier trimestre de 2003. L'ouverture du capital, elle, pourrait être lancée début 2004, GDF étant la première à être privatisée.

Mais ces opérations reposent sur un préalable : avoir résolu le problème des retraites et des conventions sociales des deux entreprises. Dès le début septembre, des négociations vont s'engager entre les partenaires sociaux, au niveau de la branche. Environ 150 000 salariés et 144 000 retraités sont concernés. Une écrasante majorité d'entre eux travaillent pour EDF et GDF, les autres dépen-

dent des sociétés de production et de distribution, comme la Compagnie nationale du Rhône, ou des 150 régies locales de distribution électriques. Tous ont un statut à peu près identique : ils doivent cotiser 37,5 ans pour bénéficier d'une retraite à taux plein, contre 40 ans pour le régime général. Les retraites sont payées par EDF et GDF et inscrites dans leur compte d'exploitation.

50 À 55 MILLIARDS D'EUROS

« Il faut trouver un nouvel adossement financier qui permette à la fois d'alléger les comptes d'exploitation des entreprises et d'assurer la pérennité des retraites », explique Bernard Brun, président de l'Union française de l'électricité, représentant l'organisation patronale du secteur. La création d'une caisse de retraite spécifique au secteur est envisagée. Mais cette création risque de ne pas suffire à résoudre l'équation financière. Les provisions constituées par EDF et GDF

pour la retraite de leurs agents représentent à peine 2 milliards d'euros. Selon les chiffres de l'UFE, le régime a besoin de 50 à 55 milliards d'euros pour assurer les retraites des agents du secteur jusqu'en 2025. « Augmenter les cotisations patronales et salariales ne suffira pas pour garantir le système. L'Etat doit apporter son aide », constate M. Brun. Cela peut-il prendre la forme d'une soule conséquente au moment de la constitution d'une caisse de retraite spécifique ou au contraire celle de versements garantis au fil du temps ? Bercy ne semble pas avoir arrêté sa doctrine sur le sujet, aucune évaluation précise n'ayant été faite.

Inquiètes des perspectives d'évolution du statut, des conditions salariales et des régimes de retraites, les cinq fédérations du secteur de l'énergie ont déjà appelé à une journée nationale pour la défense du service public, le 3 octobre.

Martine Orange

LE MONDE
diplomatique

CAPITALISME MAFIEUX

Patrons fraudeurs et tueurs fous, par Denis Duclos
Faiseurs de krach boursier, par Ibrahim Warde

Egalement au sommaire :

Johannesburg, sauver la planète, par Ignacio Ramonet ;
Juifs de France en mal d'identité, par Sylvie Braibant et Dominique Vidal ;
Passions pour la préhistoire, par John Berger et Serge Tisseron ;
Médias, dans les laboratoires du mensonge, par Maurice Lemoine ;
Les intellectuels américains et le 11 septembre, par Daniel Lazare ;
Traversée insolite de l'Afrique, par Christian de Brie ; etc.

NUMÉRO D'AOÛT 2002

En vente chez votre marchand de journaux 3,80 €

MARCHÉS FRANÇAIS

PREMIER MARCHÉ

VALEURS FRANÇAISES

Mercredi 7 août 9h30

| Valeur | Dernier cours | Cours préc. | % var. /préc. | % var. 31/12 | Plus haut | Plus bas | Divid. net | Code sicovam |
|--------------------|---------------|-------------|---------------|--------------|-----------|----------|------------|--------------|
| ACCOR | 32,90 | 32,61 | 0,89 | 19,42 | 49,00 | 30,53 | 1,05 | 12040 |
| AFFINE | 38,70 | 38,65 | 0,13 | 4,87 | 40,05 | 30,34 | 1,40 | 3610 |
| AGF | 37,96 | 36,83 | 3,07 | -29,57 | 58,50 | 30,10 | 2,00 | 12592 |
| AIR FRANCE GPE NOM | 13,65 | 13,44 | 1,56 | -16,97 | 21,19 | 12,40 | 0,22 | 3112 |
| AIR LIQUIDE | 134,00 | 132,50 | 1,13 | -4,22 | 160,00 | 121,60 | 3,20 | 12007 |
| ALCATEL A | 4,94 | 4,80 | 2,92 | -74,27 | 21,62 | 4,32 | 0,16 | 13000 |
| ALCATEL O | 2,70 | 2,50 | 8,00 | -65,02 | 9,62 | 1,61 | 0,10 | 13015 |
| ALSTOM | 9,11 | 8,80 | 3,52 | -22,00 | 15,24 | 8,25 | 0,55 | 12019 |
| ALTRAN TECHNO. # | 16,00 | 15,15 | 5,61 | -68,47 | 66,40 | 13,01 | 2,00 | 3463 |
| ARBEL | 3,40 | 3,40 | n/d | 9,67 | 7,50 | 2,92 | 0,53 | 3588 |
| AREVA CIP | 155,00 | 152,10 | 1,91 | -2,82 | 204,00 | 151,19 | 6,20 | 4524 |
| ASF | 24,22 | 24,30 | -0,33 | n/d | 28,20 | 23,00 | n/d | 18415 |
| ATOS ORIGIN | 40,48 | 39,41 | 2,72 | -44,96 | 94,40 | 36,85 | n/d | 5173 |
| AVENIS | 67,10 | 66,40 | 1,05 | -15,86 | 85,95 | 52,75 | 0,58 | 13046 |
| AXA | 12,40 | 11,95 | 3,77 | -47,16 | 26,09 | 8,80 | 0,56 | 12062 |
| BACOU DALLOZ | 76,60 | 76,65 | -0,07 | -12,95 | 138,00 | 76,00 | 0,90 | 6089 |
| BAIL INVESTIS.CA | 136,60 | 135,30 | 0,96 | 12,79 | 147,00 | 122,50 | 7,58 | 12018 |
| BEGHIN SAY | 37,70 | 37,80 | -0,26 | -7,59 | 45,90 | 36,52 | 1,70 | 4455 |
| BIC | 33,90 | 33,59 | 0,92 | -11,62 | 44,66 | 32,17 | 0,36 | 12096 |
| BNP PARIBAS | 47,40 | 46,53 | 1,87 | -5,67 | 61,85 | 36,35 | 1,20 | 13110 |
| BOLLORE | n/d | 236,00 | n/d | -1,74 | 262,00 | 225,50 | 3,00 | 12585 |
| BOLLORE INV. | 46,00 | 44,50 | 3,37 | -10,41 | 55,00 | 42,00 | 0,25 | 3929 |
| BONGRAIN | 49,00 | 49,90 | -1,80 | -8,88 | 59,80 | 41,70 | 1,45 | 12010 |
| BOUYGUES | 22,48 | 21,70 | 3,59 | -38,91 | 38,95 | 20,40 | 0,36 | 12020 |
| BOUYGUES OFFS. | 60,08 | 62,00 | -3,10 | -50,01 | 62,00 | 38,60 | 1,10 | 13070 |
| BULL.# | 0,47 | 0,45 | 4,44 | -61,78 | 1,36 | 0,40 | n/d | 5260 |
| BURELLE (LY) | 64,40 | 64,90 | -0,77 | -29,76 | 68,00 | 49,63 | 0,60 | 6113 |
| BUSINESS OBJECTS | 17,79 | 17,00 | 4,65 | -52,62 | 51,00 | 15,61 | n/d | 12074 |
| CANAL + | 4,40 | 4,40 | n/d | 22,90 | 4,75 | 3,43 | 0,18 | 12546 |
| CAP GEMINI | 32,88 | 31,74 | 3,59 | -59,45 | 90,70 | 29,30 | 0,40 | 12533 |
| CARBONE-LORRAINE | 28,10 | 28,50 | -1,40 | -6,33 | 39,48 | 23,51 | 0,80 | 3962 |
| CARREFOUR | 42,31 | 41,45 | 2,07 | -27,55 | 58,80 | 36,33 | 0,56 | 12017 |
| CASINO GUICH.ADP | n/d | 52,50 | n/d | 16,00 | 67,30 | 51,05 | 1,58 | 12113 |
| CASINO GUICHARD | 73,00 | 72,15 | 1,18 | -15,75 | 89,90 | 70,15 | 1,54 | 12558 |
| CASTORAMA DUB.(LI) | 66,30 | 66,15 | 0,23 | 14,60 | 68,50 | 54,25 | 0,75 | 12420 |
| CEGID (LY) | 49,00 | 49,49 | -0,99 | -37,46 | 90,50 | 46,00 | 2,30 | 12470 |
| CEROL | 31,25 | 31,18 | 0,22 | -9,84 | 36,40 | 28,00 | 0,65 | 4456 |
| CERESTAR | n/d | 33,00 | n/d | 7,14 | 33,06 | 30,00 | n/d | 4457 |
| CFR.RECYCLING | 40,50 | 40,75 | -0,61 | 1,25 | 49,88 | 38,50 | 2,08 | 3905 |
| CHARGEURS | n/d | 24,70 | n/d | -1,16 | 30,66 | 22,34 | 3,00 | 13069 |
| CHRISTIAN DIOR | 32,69 | 32,20 | 1,52 | -5,16 | 47,63 | 29,80 | 0,50 | 13040 |
| CIC -ACTIONS A | 123,00 | 125,00 | -1,60 | -2,07 | 135,00 | 118,70 | 2,36 | 12005 |
| CIMENTIS FRANCAIS | 49,00 | 48,50 | 1,03 | -2,08 | 53,50 | 46,20 | 1,40 | 12098 |
| CLARINS | 38,55 | 37,50 | 2,80 | -39,19 | 72,50 | 35,99 | 0,65 | 13029 |
| CLUB MEDITERRANEE | 28,59 | 28,70 | -0,38 | -30,26 | 56,40 | 27,00 | 1,00 | 12156 |
| CNP ASSURANCES | 35,50 | 35,00 | 1,43 | -0,56 | 43,98 | 32,11 | 1,39 | 12022 |
| COFACE SVN CA | 59,90 | 56,05 | 6,87 | -26,37 | 64,00 | 46,40 | 1,47 | 12099 |
| COFLEXIP | n/d | 82,00 | n/d | -48,42 | 172,00 | 77,00 | 0,31 | 13064 |
| COLAS | 71,80 | 71,45 | 0,49 | 13,33 | 75,95 | 62,00 | 2,80 | 12163 |
| CONTIN.ENTREPR. | n/d | 41,90 | n/d | -6,26 | 46,90 | 38,02 | 0,70 | 3664 |
| CREDIT AGRICOLE | 21,70 | 21,50 | 0,93 | 21,97 | 24,70 | 16,20 | 0,55 | 4507 |
| CRED.FON.FRANCE | 16,50 | 16,35 | 0,92 | 13,48 | 16,80 | 13,05 | 0,40 | 12081 |
| CREDIT LYONNAIS | 42,89 | 41,93 | 2,29 | 14,37 | 48,80 | 34,20 | 0,75 | 18420 |
| CS COM ET SYSTEMES | n/d | 8,75 | n/d | 5,42 | 12,25 | 7,60 | n/d | 7896 |
| DANONE | 122,80 | 122,40 | 0,33 | -10,36 | 150,40 | 109,40 | 2,06 | 12064 |
| DASSAULT-AVIATION | n/d | 354,90 | n/d | 11,95 | 425,00 | 284,90 | 6,50 | 12172 |
| DASSAULT SYSTEMES | 32,32 | 31,50 | 2,60 | -40,14 | 59,40 | 27,50 | 0,33 | 13065 |
| DEV.R.N-P.CAL LI # | 15,00 | 14,99 | 0,07 | 4,16 | 16,90 | 13,00 | 0,55 | 12023 |
| DEVEAUX(LY)# | 69,95 | 70,00 | -0,07 | -13,10 | 78,00 | 65,00 | 3,00 | 6100 |
| DIDOT-BOTTIN | n/d | 78,75 | n/d | 29,09 | 88,00 | 61,10 | 2,74 | 3747 |
| DMC (DOLLFUS MI) | 6,10 | 6,15 | -0,81 | -18,55 | 11,48 | 5,20 | 0,61 | 12133 |
| DYNATION | 29,80 | 29,80 | n/d | 10,78 | 32,40 | 25,41 | 0,50 | 13035 |
| EIFFAGE | 72,05 | 71,00 | 1,48 | -5,33 | 97,40 | 67,00 | 2,10 | 13045 |
| ELECT.MADAGASCAR | 22,75 | 22,30 | 2,02 | -1,11 | 24,95 | 19,60 | n/d | 3571 |
| EURO SVN SCA | 7,40 | 7,30 | 1,37 | -8,18 | 9,88 | 6,50 | 0,07 | 12127 |
| ENTIALEX(C DE) | 32,40 | 32,40 | n/d | 27,81 | 35,89 | 25,35 | 0,54 | 12093 |
| ERAMET | 26,00 | 25,40 | 2,36 | -24,85 | 39,80 | 25,40 | 0,60 | 13175 |
| ESSILOR INTL | 37,88 | 37,45 | 1,15 | -11,57 | 45,57 | 31,20 | 0,41 | 12166 |
| ESSO | 84,90 | 84,50 | 0,47 | 5,86 | 96,80 | 79,50 | 3,25 | 12066 |
| EULER ET HERMES | 24,72 | 26,00 | -4,92 | -40,23 | 46,13 | 23,50 | 1,40 | 12130 |
| EURAZEO | 41,00 | 40,60 | 0,99 | -32,67 | 60,80 | 38,70 | 1,00 | 12112 |
| EURO DISNEY SCA | 0,63 | 0,61 | 3,28 | -28,40 | 1,21 | 0,59 | n/d | 12587 |
| EUROTUNNEL | 0,76 | 0,74 | 2,70 | -32,74 | 1,18 | 0,74 | n/d | 12537 |

| Valeur | Dernier cours | Cours préc. | % var. /préc. | % var. 31/12 | Plus haut | Plus bas | Divid. net | Code sicovam |
|---------------------|---------------|-------------|---------------|--------------|-----------|----------|------------|--------------|
| FAURECIA | 51,50 | 51,00 | 0,98 | -12,71 | 61,40 | 35,50 | 0,91 | 12114 |
| F.F.P. (NV) | 109,90 | 109,90 | n/d | 13,24 | 132,50 | 93,60 | 2,20 | 6478 |
| FIMALAC | 41,00 | 41,30 | -0,73 | 1,73 | 50,50 | 37,00 | 1,40 | 3794 |
| FINAX | n/d | 61,00 | n/d | -22,93 | 107,50 | 55,80 | 2,24 | 3313 |
| FONCLYON.# | 28,50 | 28,50 | n/d | 6,74 | 32,60 | 25,20 | 1,00 | 3340 |
| FRANCE TELECOM | 133,55 | 133,08 | 3,59 | -69,82 | 48,16 | 8,60 | 1,00 | 13330 |
| FRANAGERIES BEL | n/d | 117,10 | n/d | 17,15 | 120,00 | 91,80 | 2,22 | 12185 |
| GALERIES LAFAYETTE | 129,00 | 126,50 | 1,98 | -15,63 | 168,90 | 118,00 | 0,90 | 12124 |
| GAUMONT # | n/d | 44,50 | n/d | 8,00 | 53,70 | 39,00 | 0,57 | 3489 |
| GEACINA | 93,00 | 93,45 | -0,48 | -6,63 | 104,00 | 90,00 | 3,60 | 13151 |
| GENERALE DE SANTE | 14,00 | 14,00 | n/d | -2,50 | 17,85 | 13,42 | n/d | 4447 |
| GEOPHYSIQUE | 30,98 | 30,00 | 3,27 | -12,11 | 50,05 | 26,60 | 1,22 | 12016 |
| GFI INFORMATIQUE | 4,60 | 4,50 | 2,22 | -61,82 | 13,34 | 4,40 | 0,15 | 6337 |
| GRANDVISION CAH | 16,52 | 17,20 | -3,95 | -8,32 | 20,10 | 15,05 | 0,30 | 5297 |
| GROUPE GASCogne | 71,50 | 71,50 | n/d | -3,63 | 86,00 | 67,00 | 2,70 | 12441 |
| GROUPE PARTOUCHE # | 82,00 | 83,95 | -2,32 | -10,43 | 84,20 | 63,00 | 0,80 | 5354 |
| GR.ZANNIER (LY) | n/d | 90,25 | n/d | 14,82 | 91,00 | 72,00 | 0,73 | 12473 |
| GUYENNE GASCOGNE | 79,95 | 80,60 | -0,81 | -5,94 | 92,95 | 74,00 | 1,70 | 12028 |
| HAVAS | 4,64 | 4,57 | 1,53 | -42,92 | 11,00 | 4,02 | 0,17 | 12188 |
| IMERYS | 126,40 | 126,10 | 0,24 | -17,25 | 139,00 | 98,00 | 3,70 | 12085 |
| IMMEUBLES DE FCE | n/d | 22,00 | n/d | n/d | 25,00 | 19,80 | 0,30 | 12037 |
| IMMOBAGNEQUE NOM. | 127,00 | 127,00 | n/d | n/d | 132,50 | 118,00 | 7,92 | 5293 |
| INFOGRAMMES ENTER. | 4,38 | 4,28 | 2,34 | -66,17 | 15,98 | 3,20 | n/d | 5757 |
| INGENICO | 13,32 | 13,46 | -1,04 | -35,15 | 25,90 | 12,83 | 0,15 | 12534 |
| JC DECAUX | 10,47 | 10,02 | 4,49 | -16,57 | 15,40 | 9,70 | n/d | 7791 |
| KAUFFMAN ET BROAD | 19,70 | 19,60 | 0,51 | -19,39 | 23,63 | 16,21 | 0,92 | 12105 |
| KRIEGER | 120,50 | 120,50 | n/d | 12,30 | 134,60 | 108,20 | 3,10 | 12196 |
| LAFARE | 85,15 | 84,00 | 1,37 | -18,82 | 111,20 | 74,00 | 2,30 | 12053 |
| LACARDERE | 38,94 | 38,28 | 1,72 | -17,14 | 54,85 | 37,00 | 0,82 | 13021 |
| LEGRAND (CIE) | n/d | 53,55 | n/d | 6,67 | 59,00 | 48,75 | 2,30 | 12129 |
| LEGRAND ORD. | n/d | 129,20 | n/d | -10,27 | 180,00 | 122,10 | 0,93 | 12061 |
| LEGRAND ADP | n/d | 110,00 | n/d | -11,29 | 143,20 | 101,10 | 1,49 | 12528 |
| LEGIS INDUST. | 19,00 | 19,25 | -1,30 | -13,63 | 25,39 | 18,10 | 1,70 | 12590 |
| LIBERTY SURF | 2,90 | 2,80 | 3,57 | -1,75 | 3,80 | 2,76 | n/d | 7508 |
| LICINDUS | 30,28 | 31,00 | -2,32 | -3,87 | 35,97 | 30,00 | 8,76 | 12115 |
| L'OREAL | 70,80 | 69,20 | 2,31 | -12,48 | 88,30 | 60,55 | 0,54 | 12032 |
| LOUURE # | 60,00 | 60,00 | n/d | -4,45 | 83,40 | 57,00 | 1,30 | 3311 |
| LUCIA | 11,90 | 11,85 | 0,42 | -8,46 | 14,13 | 10,42 | 1,83 | 3630 |
| LVHM MOET HEN. | 42,37 | 41,55 | 1,97 | -7,28 | 61,60 | 38,15 | 0,53 | 12101 |
| MARIONNAUD PARFUM. | 41,00 | 41,29 | -0,70 | -24,63 | 57,60 | 37,00 | n/d | 6494 |
| MATOUSSIERE FOREST. | 7,10 | 7,01 | 1,28 | -20,13 | 9,85 | 6,90 | 0,22 | 6057 |
| MAUREL ET PROM. | 20,15 | 20,00 | 0,75 | -30,00 | 24,99 | 15,10 | 0,91 | 5107 |
| METALEURO | 2,35 | 2,35 | n/d | -23,70 | 4,90 | 2,23 | 0,61 | 12038 |
| MICHELIN | 38,68 | 39,00 | -0,82 | -4,39 | 45,05 | 33,01 | 0,85 | 12126 |
| MONTUPET SA | n/d | 12,65 | n/d | -21,28 | 16,40 | 10,50 | 0,17 | 3704 |
| WENDEL INVEST. | 23,45 | 23,60 | -0,64 | n/d | 36,40 | 21,50 | 2,20 | 12120 |
| NATEXIS BQ POP. | 79,00 | 79,00 | n/d | -18,47 | 97,50 | 73,50 | 2,50 | 12068 |
| NEPOST | 35,60 | 35,75 | -0,42 | -8,80 | 44,50 | 32,30 | n/d | 12056 |
| NEXANS | 17,35 | 17,40 | -0,29 | -7,03 | 24,90 | 16,00 | 0,43 | 4444 |
| NORBERT DENTRES. | 27,00 | 26,60 | 1,50 | -20,80 | 29,69 | 21,52 | 0,60 | 5287 |
| NORD-EST | n/d | 21,00 | n/d | -22,48 | 27,90 | 20,11 | 0,40 | 12055 |
| NRJ GROUP | 17,95 | 17,95 | n/d | -14,27 | 26,00 | 14,80 | 0,28 | 12169 |
| OBERTHUR CARD SYS. | 2,50 | 2,45 | 2,04 | -72,06 | 9,40 | 2,04 | n/d | 12413 |
| ORANGE | 4,89 | 4,72 | 3,60 | -51,96 | 10,74 | 4,19 | n/d | 7919 |
| OXYG.EXT-ORIENT | n/d | 78,00 | n/d | 10,16 | 85,20 | 70,20 | 1,50 | 3117 |
| PECHINEY ACT ORD A | 37,22 | 37,04 | 0,49 | -35,71 | 63,80 | 36,05 | 1,00 | 13290 |
| PECHINEY B PRIV. | n/d | 36,89 | n/d | -32,18 | 59,60 | 36,00 | 1,79 | 3640 |
| PENAUILLIE POLY.# | 14,10 | 13,71 | 2,84 | -64,30 | 45,59 | 11,27 | 0,28 | 5338 |
| PERNOD-RICARD | 91,95 | 90,55 | 1,55 | -6,86 | 105,40 | 81,30 | 1,00 | 12069 |
| PEUGEOT | 47,30 | 48,23 | -1,93 | -0,94 | | | | |

AUJOURD'HUI

SPORTS

La première soirée des championnats d'Europe d'athlétisme, mardi 6 août à Munich, a été marquée par l'**EXPLOIT DE PAULA RADCLIFFE**, auteur de la deuxième meilleure performance mondiale de tous les temps sur

10 000 m, en 30 min 01 s 09. La double championne du monde de cross britannique a décroché du même coup son premier grand titre international sur piste et battu un **RECORD D'EUROPE** vieux de seize ans.

Agée de 28 ans, cette athlète au style très particulier s'était signalée en 2001 par ses **PRISES DE POSITION FERMES** par rapport au dopage. Abonnée aux places d'honneur, elle a pris une nouvelle dimension depuis

le début de l'année, réussissant notamment des débuts tonitruants sur marathon. Par ailleurs, le Français **MEHDI BAALA** s'est qualifié pour la finale du 1 500 m, prévue jeudi, en enlevant sa demi-finale.

Paula Radcliffe voit ses patients efforts enfin récompensés

Athlétisme • La Britannique est devenue championne d'Europe du 10 000 m mardi soir à Munich, sous la pluie. Farouche défenseur de la lutte antidopage, elle a aussi battu le record d'Europe, qui datait de 1986, et réalisé la deuxième meilleure performance mondiale de tous les temps

MUNICH (Allemagne)
de notre envoyée spéciale

Paula Radcliffe a enfilé ses hautes chaussettes de contention et épinglé à son body son désormais célèbre ruban rouge, symbole de son combat déclaré contre le dopage. Puis elle est partie seule, ignorant les 28 autres concurrentes, décrocher le titre européen et améliorer le record d'Europe du 10 000 m, détenu depuis 1986 par la Norvégienne Ingrid Kristiansen, son modèle. Du même coup, mardi 6 août à Munich, la Britannique a signé la deuxième meilleure performance mondiale de tous les temps. Comme un brave petit soldat, la tête dodelinant, les yeux roulant – comme rendus fous sous l'effet du martèlement de ses grands compas sur la piste –, Radcliffe a bouclé, sous une pluie battante et glaciale, vingt-cinq tours de piste en 30 min 1 s 09, contre les 30 min 13 s 74 de Kristiansen.

La grande blonde, qui ne peut guère compter sur son finish, n'a eu besoin que de cinq tours pour semer l'Irlandaise Sonia O'Sullivan, deuxième, en 30 min 47 s 59, et la Portugaise Fernanda Ribeiro, championne olympique de la spécialité en 1996, contrainte à l'abandon au bout de 6 000 m. Radcliffe a bouclé le premier 5 000 m en 14 min 57 s 65. Mais le tempo de 3 minutes au kilomètre qu'elle s'était imposé pour descendre sous la demi-heure s'est avéré un rien trop rapide.

UNE ATHLÈTE DÉCOMPLEXÉE

« J'étais venue pour gagner parce que je suis en forme et que c'est mon seul 10 000 m de la saison, a-t-elle expliqué. Courir vite était ma meilleure chance d'y parvenir. J'étais un peu déçue d'avoir manqué mon objectif pour une seconde, mais ce record revêt une signification particulière,



La championne d'Europe Paula Radcliffe lors de son tour d'honneur, brandissant le drapeau britannique, laisse éclater sa joie. Après une succession de places d'honneur dans les grandes compétitions internationales, elle monte enfin sur la plus haute marche du podium.

parce que j'ai toujours admiré Ingrid Kristiansen. Elle m'a aidée de ses conseils dans ma préparation au marathon et m'a convaincue que je pouvais ensuite revenir sur la piste et être très rapide. Et elle avait raison. »

Cette saison a transformé Paula Radcliffe. Sa quatrième place des championnats du monde d'Edmonton, en 2001, soldée sur la ligne d'arrivée par une scène de ménage publique avec son conseiller et mari, l'ancien spécialiste du demi-fond Gary Lough, lassé de la voir préparer au train les podiums des autres, n'est plus qu'un mauvais souvenir. Radcliffe s'est décomplexée en passant à la distance supé-

rieure. A 28 ans, pour sa première sortie sur marathon, à Londres, en avril, elle avait établi la deuxième meilleure performance mondiale de tous les temps, en 2 h 18 min 56 s.

« Physiquement et mentalement, le marathon a changé beaucoup de choses, estime-t-elle. Avant, les gens disaient: "Elle va encore arriver deuxième, troisième ou quatrième." Maintenant, je me sens plus forte, physiquement et mentalement, sur la piste, et je peux attaquer quand je veux. » Pour le prouver, elle y a décroché son tout premier titre international il y a dix jours, dans le 5 000 m des Jeux du Commonwealth, devant un stade de

Manchester chaviré. « Ce que Paula a réalisé aujourd'hui ne me surprend pas, affirme son mari. Pas plus que ce qu'elle fera à l'avenir, car, pour la fréquenter tous les jours, je sais que c'est une battante. Ce que vous avez vu l'an passé [la dispute] n'a rien d'exceptionnel. Nous nous entraînons ensemble quotidiennement. Elle râle quand je vais trop vite et, quand elle me demande mon avis sur un travail que j'estime insuffisant, elle râle aussi. »

« LES TRICHEURS, DEHORS »

Dans son pays, Radcliffe est devenue une icône : une athlète polyvalente au comportement exemplaire

et une apôtre de la lutte antidopage. Aux championnats du monde d'Edmonton, elle avait mis la Fédération internationale d'athlétisme en émoi en brandissant dans les tribunes une banderole clamant « Les tricheurs à l'EPO, dehors ! » à l'attention de la Russe Olga Iegorova, victorieuse du 5 000 m, mais dans les urines de laquelle de l'EPO avait été décelée quelques semaines plus tôt, avant qu'elle soit blanchie à la suite d'une erreur de procédure.

Paula Radcliffe a connu dans sa carrière bien des motifs de découragement. Sacrée championne du monde juniors de cross-country en

1992, elle a dû attendre l'an 2000 pour récidiver chez les seniors, après avoir terminé trois fois sur le podium. Entre-temps, des déceptions répétées sur la piste – 5^e des Jeux olympiques d'Atlanta, 5^e et 4^e des championnats du monde 1995 et 1997, puis 4^e des Jeux olympiques de Sydney en 2000 sur 5 000 m, 2^e et 4^e des championnats du monde 1999 et 2001 sur 10 000 m, et 5^e des championnats d'Europe 1998 sur cette distance – l'avaient poussée sur la route. Elle s'y est adjugé le titre mondial de semi-marathon dès son coup d'essai, en 2000, puis à nouveau en 2001.

Aujourd'hui, le record du monde du 10 000 m (29 min 31 s 78) – établi en 1993 par la Chinoise Wang Junxia, une des disciples de la sulfureuse armée de Ma Junren – paraît plus accessible à Radcliffe. « Je ne sais pas si je pourrai la battre, dit-elle, mais je vais continuer à travailler dans ce sens. » A Munich, Paula Radcliffe devait décider mercredi de s'aligner ou non sur le 5 000 m, dont les séries sont prévues jeudi 8 août et la finale le lendemain. Avec en tête l'éprouvante préparation en vue du marathon de Chicago, organisé en octobre, qu'elle doit entreprendre en France dès la semaine prochaine.

Patricia Jolly

RÉSULTATS

FEMMES

10 000 m

1. Paula Radcliffe (Gbr), 30 min 1 s 9 (record d'Europe); 2. Sonia O'Sullivan (Irl) 30 min 47 s 59; 3. Lyudmila Biktasheva (Rus), 31 min 4 s;

HOMMES

20 km marche

1. Francisco Fernandez (Esp), 1 h 18 min 37 s; 2. Vladimir Andriev (Rus), 1 h 19 min 56 s; 3. Juan Manuel Molina (Esp), 1 h 20 min 36 s.

Lancer du poids

1. Yuriy Bilonog (Ukr), 21 m 37; 2. Joachim Olsen (Dan), 21 m 16; 3. Ralf Bartels (All), 20 m 58.

Suspendu trois ans pour dopage, David Chaussinand se dit « soulagé » d'avoir été démasqué

MUNICH (Allemagne),
de notre envoyée spéciale

David Chaussinand aura sans doute préféré se baigner dans les rouleaux de l'Atlantique, où il prend des vacances, plutôt que de regarder, mercredi 7 août, son ancien coéquipier Nicolas Figère disputer la finale du lancer du marteau des championnats d'Europe. Le colosse clermontois ne s'est pas senti la force de mentir, comme il l'avait fait après sa victoire aux Jeux méditerranéens de 2001 – entachée par un contrôle antidopage positif à l'éphédrine –, lorsque est tombée la nouvelle de son contrôle positif à la méténone, un stéroïde anabolisant, réalisé le 23 mai.

Cette fois, il a reconnu s'être dopé sciemment, « pour subvenir aux besoins de sa famille », en accédant aux lucratifs meetings à l'étranger (Le Monde du 17 juillet 2002). Il a mis fin à sa carrière sans même attendre la sentence de suspension de trois ans, intervenue depuis lors.

Aujourd'hui, David Chaussinand se sent « soulagé ». Il s'entête à assumer seul son erreur et détaille celle-ci : il se serait fourni chez un pharmacien allemand complaisant, lors d'un stage. « C'était étonnamment facile, jure-t-il. J'ai pris du Primobolan, l'anabolisant le plus léger et qui provoque le moins d'effets secondaires. Je voulais juste mieux supporter les entraînements. » A-t-il été recommandé à cet apothicaire peu regardant ? « Non, assure-t-il. J'y suis allé comme un client normal. »

Avec leur physique de colosses, les lanceurs sont pourtant aisément identifiables et David Chaussinand ne parle pas allemand. Qui lui a soufflé le nom de ce produit miracle ? « Je l'ai trouvé dans des revues médicales spécialisées », dit-il, revues dont il refuse de livrer les titres. Qui les lui avait recommandées ? « Personne. Je les ai achetées par correspondance, c'est comme une sorte de dictionnaire Vidal, et c'est quand même mieux de se renseigner que de prendre n'importe

comment quelque chose qui risque de nuire à la santé, non ? » Son entraîneur, Roland Dufour, aurait quand même eu « quelques doutes » sur ses capacités nouvelles de récupération, sans plus.

« TOURNER LA PAGE »

Pour expliquer son geste, David Chaussinand évoque pêle-mêle le manque d'intérêt des médias pour sa discipline et le désengagement de son équipier après sa 11^e place aux Jeux olympiques de Sydney. « J'étais content, car je n'avais que la 27^e performance mondiale de l'année avant la compétition. De plus, aucun autre lanceur français engagé n'avait dépassé le stade des qualifications en Australie, se souvient-il. J'ai cru que les choses allaient changer pour moi, mais ma performance a été noyée dans l'échec global reproché à l'équipe de France d'athlétisme. Là, j'ai commencé à me poser des questions. »

Parler d'un lanceur « smicard » est cepen-

dant quelque peu exagéré. David Chaussinand évoque aussi des charges d'entraînement trop lourdes, qu'il s'imposait pourtant lui-même : « C'est moi qui fais mes programmes. » A-t-il confié ses difficultés à l'encadrement médical fédéral ? « Non, par pudeur. » Poussera-t-il plus avant sa rupture avec la triche ? « Je veux tourner la page, affirme-t-il. A quoi cela avancerait-il de donner le nom de la pharmacie ? Il y en aura toujours d'autres. »

Selon lui, le marteau n'est pas une discipline plus suspecte qu'une autre. « Ceux qui n'ont pas d'argent ne peuvent pas se salir en se dopant et j'ai lancé pendant dix ans sans rien prendre », martèle-t-il, accroché à l'idée que la jeunesse retiendra que ses « performances n'ont plus suivi dès que j'ai commencé à tricher, parce que j'étais trop mal dans ma tête ». Même chez les repentis, le dopage reste un sujet épineux.

P. Jo.

Les tifosi se déchainent contre Ronaldo, ce « mercenaire ingrat »

Football • Arrivée mardi à Milan pour négocier son départ vers le Real Madrid, la star s'est mis à dos les supporters italiens

MILAN

correspondance

« Mercenaldo », contraction de *mercenario* (mercenaire) et de Ronaldo, est le désagréable sobriquet dont se retrouve désormais affublé en Italie le footballeur le plus populaire de la planète. Comment un tout récent champion du monde, miraculé de l'orthopédie, véritable icône vivante, peut-il faire l'objet d'un si soudain rejet ? Qu'a-t-il fait pour que les journaux titrent sur son ingratitude et sa trahison, pour que les fax des rédactions débordent de lettres d'insultes à son sujet, pour que les vacanciers débattent sous les parasols de Rimini de ses scandaleuses manières d'agir ?

Le meilleur buteur de la Coupe du monde a tout simplement déclaré qu'il entendait changer de club : quitter l'Inter Milan après cinq saisons maudites (98 matches, 59 buts

et un seul trophée remporté, la Coupe de l'UEFA 1998) et rejoindre l'étrincelant Real Madrid. En soit, dans la logique du football moderne, où l'amour du maillot pèse peu au regard de considérations financières, il n'y a rien de particulièrement révoltant dans cette annonce.

DEUX ANNÉES D'INACTIVITÉ

Dans ce cas, cependant, il est judicieux de rappeler le décor dans lequel se joue la rituelle scène de la rupture non consensuelle entre un joueur et son club : l'Inter Milan a continué de payer Ronaldo pendant deux années d'inactivité pour qu'il se soigne correctement à la suite de ses deux lourdes opérations au tendon rotulien, mettant à sa disposition tous les moyens imaginables, lui permettant le luxe de guérir ses meurtrissures et sa *saudade*, sa mélancolie, au soleil de Rio de Janeiro. Massimo Moratti, milliardaire généreux et passionné président de l'Inter Milan, l'a attendu patiemment, traitant le joueur brésilien comme un fils, ce qu'aucun contrat ne l'obligeait à faire. S'attendre à un brin de reconnaissance de la part de ce champion ressuscité au Japon semblait raisonnable.

Cependant, il semble que le visage d'éternel bambin de Ronaldo cache un caractère âpre et peu sentimental. Au soir de la consécration mondiale, dans sa litanie de remerciements, il avait étrangement omis de mentionner l'Inter Milan. Un premier signal. Retranché au Brésil, Ronaldo a ensuite multiplié les messages sibyllins sur son site Internet, évoquant « l'attraction du Real Madrid », « le rêve de jouer avec Zidane ». Cela n'aurait pu être que rhétorique courtoise, mais, la semaine dernière, sans scrupule aucun, Ronaldo est passé des paroles aux actes en envoyant Alexan-

der Martins et Reynaldo Pitta, ses deux agents, négocier son départ avec les responsables du club milanais.

QUESTIONS DE FICHES DE PAIE

Dans son cahier de doléances, Ronaldo évoque des rapports orageux avec l'entraîneur argentin Hector Cuper, qui ne l'a jamais traité comme la star qu'il pense être, critique la qualité des entraînements du préparateur physique Juan Alfano et, surtout, se demande pourquoi ses équipiers Alvaro Recoba et Christian Vieri, moins médiatiques que lui, le devançant au palmarès des fiches de paie. Davantage que l'intention de changer de club, ce sont les méthodes adoptées par Ronaldo qui ont déplu à cette Italie qui, jusqu'à présent, l'entourait d'une affection protectrice qui transcendait les querelles de clochers footballistiques.

Arrivé par avion mardi 6 août à Milan pour négocier son départ, Ronaldo a dû sortir de l'aéroport de Malpensa par une issue annexe, escorté par la police, pour éviter les insultes de deux cents tifosi courroucés « par son ingratitude et sa trahison ». Son entretien d'une heure et demie en soirée avec Ronaldo Ghelfi, administrateur général de l'Inter Milan, n'a pas donné les résultats escomptés par le clan brésilien. Rodrigo Paiva, l'attaché de presse du *Fenomeno*, a tenu à souligner « que le problème n'est pas l'argent, mais les difficultés personnelles de Ronaldo ». Le nœud gordien devrait être tranché au cours d'un prochain entretien avec le président Moratti, qui, dans un ultime geste d'affection, libérera peut-être Ronaldo. La « mise à prix » serait de 100 millions d'euros.

Guillaume Prébois

REPRODUCTION INTERDITE

IMMOBILIER

VENTES

APPARTEMENTS

Paris 19^e

GÉRER

L'Optimisation Immobilière

PARIS-19^e

FACE PARC BUTTES-CHAUMONT GERER VEND

DANS IMMEUBLE STANDING

- studios de 28 à 33 m², à partir de 91 000 €.
- 2 pièces, de 51 à 60 m², à partir de 160 000 €.
- Duplex 146 m², terrasse et jardin privatif, 450 000 €.

En août, bureaux de vente ouvert, 84, rue de Crimée, M^o Laumière ou Botzaris, tous les mardis et jeudis, 10 h 30/12 h 30 ; 14 h 30/18 h 30.

Tél. : 01-42-40-08-81, 06-07-74-89-62.

ACHATS

VIAGERS

LEGASSE VIAGER
47, avenue Bosquet - estimation gratuite.
Tél. : 01-45-55-86-18.
Liste de nos viagers sur : WWW.VIAGER.FR

Echappée drômoise

Une semaine à vélo, à sillonner un département fait pour la petite reine : des collines rugueuses aux plaines harmonieuses, du sapin à la lavande. Plaisirs garantis

NYONS

de notre envoyé spécial

D'abord, oublier ce « couloir rhodanien », cauchemar des cours de géographie, et la nationale 7, avec ses cheminées d'usine, son vent à décorner les bœufs, ses carcasses désossées d'anciens bistrotts, où l'on imagine la Sagan s'arrêter boire un petit noir avant de repartir à tombeau ouvert vers Saint-Tropez et son destin. Oublier tout cela, donc, et puis tourner directement à l'est, monter sur un vélo et, au petit bonheur la chance, découvrir, enfin, la Drôme. Les Drômes, plutôt, des collines rugueuses du Vercors aux plaines harmonieuses des Baronnies, du sapin à la lavande.

Au petit bonheur la chance, certes, mais en jouant le jeu jusqu'au bout et se jurant de n'emprunter que les routes dûment estampillées « La Drôme à vélo », spécialement choisies, et par des spécialistes, pour éviter les routes trop fréquentées. L'aventure a commencé en 1990. Paradoxalement grâce à la plus noble conquête de l'homme (après la bicyclette, s'entend). Depuis 1983, existait en effet un parcours « La Drôme à cheval ». « Pourquoi pas la Drôme à vélo ? », se demande Gilbert Reynaud, président du comité départemental de la Fédération française de cyclotourisme. Ce mordu, qui, à 53 ans, se prépare pour Paris-Brest et retour (2 300 km, excusez du peu), est lucide. « Il faut reconnaître que nous n'étions pas une région de vélo comme la Bretagne par exemple. Là-bas, quand passe un cycliste, on l'applaudit. Ici, on lui dit : "Baisse la tête, l'auras l'air d'un coureur". » N'empêche, avec des dizaines de bénévoles cyclos, appareil photo

jetable en bandoulière, il parcourt les routes du département pour « cliquer » tous les carrefours stratégiques. Un maillage particulièrement serré est effectué et plus de 3 000 panneaux sont placés.

L'embaras du choix, donc. Le comité départemental du tourisme a mis au point un guide proposant 18 itinéraires, avec commentaires, cartes, et comme pour les pros, courbes de dénivellation. Ces parcours reviennent à votre lieu de départ, l'idéal étant bien entendu de combiner les uns avec les

Le col de Soubeyrand, qui fleure bon son Pagnol, et qui vous permettra de dormir à Nyons la belle et de traverser le village de Venterol

autres, pour descendre ou monter au rythme de votre bon cœur, un cœur qu'il s'agit d'abord de ne pas « mettre dans le rouge ». Ce cyclo-guide suggère aussi la traversée du département en une seule journée, de Hauterives à Sainte-Cécile-Vignes : 151 km, 10 heures de parcours prévues, 925 mètres de dénivellation. Lire les quelques lignes de cet opuscule vous permet de saliver à l'avance. Comme une mise en bouche, une dernière respiration avant l'attaque, une perspective de bonheurs annoncés.

Alors, monter ou descendre ? Sud vers le Nord, ou Nord vers le Sud ? « Quand le matin, avec mes amis, nous préparons notre itinéraire, la première chose que nous faisons est de vérifier d'où vient le vent. Alors, nous décidons, estime Gilbert Reynaud qui ajoute joliment : le vent, il fait partie de notre patrimoine. »

Le vent étant au nord, nous avons donc choisi de descendre vers le Sud, avec quelques poussées est-ouest-est, manière de ne froisser personne et de faire durer le plaisir. Prenons donc les chemins de traverse. Partir, par exemple, de Hauterives, et se persuader, comme le facteur Cheval qui y construisit son palais, « que plus opiniâtre que moi se mette à l'œuvre ». Au petit matin, premiers coups de pédale. Du velours. Et puis quelques dizaines de kilomètres plus loin, des gouttes d'eau. L'honneur de la Drôme est sauf : l'averse tomba, une fois franchie la frontière avec l'Isère, un peu avant Roybon et après avoir traver-

Panorama depuis le village de Comps vers Dieulefit (ci-dessus).
Au sud de Saillans, près du col de la Chaudière, le défilé des Trente Pas (page de droite, à gauche).
Après les virevoltes autour de la Drôme, et le passage par Saoû, où tout cycliste qui se respecte se doit de boire à la fontaine, la route file vers Bourdeaux (en haut à droite).

sé le camp militaire de Chabran, bienfaisante odeur de la pluie sur la mousse de cette ancienne forêt royale. Et réconfort d'un peu de fraîcheur dans la canicule ambiante. Sans oublier une hypocrite justification pour laisser les barres de céréales dans la murette et avaler un steak-champignons roboratif dans un restaurant de Roybon. Les portions de travailleur manuel font la grande joie d'une famille de cyclos néerlandais,

qui se contenteront de deux menus pour quatre. Il faut les voir sur la route, lui tirant une remorque, profilée comme une formule 1, où se tiennent leurs deux enfants ; elle, avec une autre remorque, contenant tente, gamelles, vêtements. Renseignements pris, ils parcourent la France du Sud-Est depuis un mois. Eux aussi, c'est la Drôme qu'ils préfèrent : « Il y a peu de monde sur les routes, et puis les pêches sont si bonnes ! »

Plus tard, au cours de notre périple, nous rencontrerons aussi des Anglais partis de Bruxelles pour se rendre aux Saintes-Maries-de-la-Mer, un médecin français terminant en musardant un tour de France de plus de 3 000 km et donnant, dans l'ordre, le tiercé de ses départements favoris : Gers, Jura et Drôme. Lydie Rekow, propriétaire d'une librairie et d'une galerie à Crest, est franche : « Je ne fais pas de vélo pour découvrir des paysages que je connais mais pour être seule. » Ce qu'elle craint ? « Crever un pneu ou gôber une abeille ». Lydie a l'intention de descendre vers le

Vaucluse pour « admirer » le Ventoux. Mais pas question de gravir cette montagne du Diable. Respectueux de notre devise : « Toute la Drôme, rien que la Drôme », nous nous en abstiendrons aussi. Non sans un certain soulagement.

Pour attaquer des sommets peut-être moins prestigieux, mais dont il est interdit de se moquer. Le Tourniol, par exemple, 1 145 m sous la toise, avec ses lacets réguliers traversant la forêt, dominée par les Trois

Scieurs, le Gros Nez et le rocher du Roi. Certains passent la nuit au sommet pour voir les couchers de soleil sur le Massif Central et les Cévennes. Et que dire de cette doublette - col de Bacchus, col des Limouches, escaladés après une courte étape à Crest ? Ou encore, beaucoup plus au sud, le col de Soubeyrand, qui fleure bon son Pagnol, et qui vous permettra de dormir à Nyons la belle, et de traverser le village de Venterol, ou « le ventre de l'olive » ?

La fontaine miraculeuse de Saoû

Au milieu du village, une place, des platanes, un restaurant-terrasse, une fontaine, comme dans tant d'autres villages. Pourtant Saoû est devenu, grâce à sa fontaine, le lieu de passage obligé de tout cyclotouriste roulant par la Drôme. Qui doit sacrifier au rite. D'abord boire, comme à l'école, en se servant de la main. Puis remplir son bidon. Commencer alors les ablutions. Discrètement dans un premier temps : les mains, les avant-bras, puis les bras tout entiers. S'asperger ensuite copieusement la figure. Faire en sorte que l'eau ruisselle abondamment sur tout le corps. Ne pas hésiter, enfin, à sauter le pas et se mettre directement sous le robinet. Et repartir. Trempés mais contents. « En saison, explique Thierry Chalancon, patron du restaurant de la place, un oiseau sur sa branche, une très bonne table, je vois passer des centaines de cyclistes par jour et plus de la moitié s'arrêtent à la fontaine. Il y en a qui paraissent tellement fatigués qu'on a envie de leur prêter sa voiture. »



PHOTOS: LIONEL BROUËT POUR « LE MONDE »



EVA SION
Publicités

directours
Voyager mieux. Dépenser moins.
MARRAKECH
8J/7N Kenzi Semiramis 5*
616 € TTC
Prix par pers. en chambre double, petit-déj. inclus. Départs les jeudis. Autres jours, vols réguliers, province : léger supplément.
Valable en septembre.
www.directours.com
3615 Directours (031 €/mn) et 01.45.62.62.62
AGENCE ouverte 6j/7 au 90 av. Champs-Élysées Paris 8e.

NOMADE De l'Aubrac à la Mongolie...
voici 300 randonnées* très nature à prix très malins !
* randonnée accompagnée, randonnée "libre", randonnée familiale, randonnée en forme...
Brochure gratuite : 01 46 33 71 71 www.nomade-aventure.com

HAUTES-ALPES
05350 MOLINES-EN-QUEYRAS
Village dans Parc Naturel Régional
Rando - Flore - Faune - Soleil
HÔTEL LE CHAMOIS**
Logis France 2 cheminées
1/2 pension : 51,07 €
Tél : 04.92.45.83.71 - Fax : 04.92.45.80.58
www.lechamois.fr.fm

Chaque semaine retrouvez la rubrique "EVA SION",
renseig. publicité :
01.42.17.39.63

VACANCES SPORTIVES

L'escalade, de l'exploit à la sage sortie familiale

LONGTEMPS, elle a figuré comme la petite sœur de l'alpinisme, réduite à la préparation aux courses d'altitude. Elle devient une discipline à part entière dans les années 1960, en Californie. Vingt ans, et quelques séries de photos plus tard, la France sacrée à son tour les grimpeurs « à mains nues ». L'escalade devient un corps-à-corps avec le rocher et attire un public de plus en plus jeune. Tout ce qui est vertical est prétexte à grimper : falaises, rochers, mais aussi viaducs, murs. De la Bretagne aux gorges du Verdon ou de l'Ardèche, des calanques de Marseille aux falaises du Vercors, les sites se multiplient : 250 km de voies en 1982, 1 000 sites répertoriés aujourd'hui, et des centres de vacances nombreux à la proposer comme activité.

Il y a cependant autant de façons de grimper - et de familles de grimpeurs - qu'il y a de rochers. Escalade d'extrême ou randonnée escarpée, exploit sportif, ou sage sortie familiale : tout le monde peut trouver son plaisir, y compris les débutants. « En une semaine, les progrès peuvent être spectaculaires », garantit un professionnel. Les plus jeunes (dès 7 ou 8 ans), ont souvent

été spécialement aménagées pour les débutants.

Sur les sites équipés, chaque voie porte un nom et est cotée sur une échelle qui va en France de 1 à 9, accompagnée parfois de lettres ou de signes (5+, 6b, 7a, etc.) pour préciser le degré de complication.

Des topo-guides offrent une sélection d'itinéraires, par niveau de difficulté. On trouve également des brochures, spécifiques par département, disponibles dans les clubs ou offices du tourisme. L'Isère compte l'un des meilleurs potentiels de sites d'escalade de France. Avec près de 250 voies, les falaises de Presles, dans le Vercors, constituent un rendez-vous des grimpeurs. Pour l'élite, le site de Ceùze, dans les Hautes-Alpes, demeure toutefois la référence.

En théorie, on peut grimper partout où ce n'est pas interdit. Dans la pratique, on trouve trois types de sites. Les « sites sportifs », qui sont équipés à demeure et où le rocher est périodiquement observé et entretenu, les « sites de blocs » qui comportent des voies de courte hauteur (3 à 5 m) et ne nécessitent pas l'utilisation de corde, et enfin les sites dits « terrains d'aventure ». Il existe par ailleurs des zones d'initiation qui ont

été spécialement aménagées pour les débutants.

Sur les sites équipés, chaque voie porte un nom et est cotée sur une échelle qui va en France de 1 à 9, accompagnée parfois de lettres ou de signes (5+, 6b, 7a, etc.) pour préciser le degré de complication.

Des topo-guides offrent une sélection d'itinéraires, par niveau de difficulté. On trouve également des brochures, spécifiques par département, disponibles dans les clubs ou offices du tourisme. L'Isère compte l'un des meilleurs potentiels de sites d'escalade de France. Avec près de 250 voies, les falaises de Presles, dans le Vercors, constituent un rendez-vous des grimpeurs. Pour l'élite, le site de Ceùze, dans les Hautes-Alpes, demeure toutefois la référence.

ÉGALEMENT EN MILIEU URBAIN

Depuis quelques années, l'escalade se pratique également en milieu urbain. Des prises multicolores ont envahi les murs et certains châteaux d'eau et viaducs sont devenus lieux de la grimpe. Néanmoins, l'état d'esprit diffère de la pratique en milieu naturel, plus conforme à « l'éthique de la grimpe », estime

Roland Douillet, le président du comité régional Dauphiné-Savoie de la Fédération française de la montagne et de l'escalade (FFME).

Grimper reste néanmoins un sport à risques. Le plus fréquent est la chute de pierres. Le port du casque est ainsi vivement conseillé. La qualité du matériel, généralement prêté par les clubs, est déterminante, notamment de la corde qui relie le grimpeur à la personne qui l'assure et le retiendra dans sa chute. La sécurité passe également par la formation. Le coût d'une sortie encadrée par un professionnel qualifié pour l'escalade oscille entre 20 et 23 € pour la demi-journée, et celui d'une course entre 100 et 250 €, selon la durée et la difficulté. Pour l'adhésion à un club (près d'un millier en France), comptez entre 60 et 150 €, assurance comprise. Sinon, il est prudent de se renseigner auprès de sa compagnie.

de notre correspondante en Isère, Nicole Cabret

■ Fédération française de la montagne et de l'escalade, tél. : 01-40-18-75-50 ; www.ffme.fr



Notre préféré restera le col de la Chaudière, le bien-nommé tant le cagnard tapait ce jour-là entre Saillans et Bourdeaux. Tout petit face aux Trois Beccs, qui dominent de toute leur arrogance, il faut se hisser à 1 047 m par une route récalcitrante, capricieuse, mauvaise coucheuse. La descente sur Bourdeaux en sera d'autant plus bienfaisante. Car ce circuit de 98 km autour d'Aouste-sur-Sye aura peut-être été le point d'orgue de notre périple. Par ses virevoltes autour de la Drôme, et son passage par Saoû où tout cycliste qui se respecte se doit de boire à la fontaine du village, avant de rejoindre Aouste par le plus beau « *synclinal perché* » d'Europe.

Heureux et bien en jambes, nous n'étions pas loin de nous prendre pour nos grands aînés, Louison, Fausto, Eddy, Miguel, voire même Eric, lorsque, nous voyant passer, un gamin bravache lança à la cantonade : « *Celui-là, on voit qu'il ne prend pas d'EPO.* » Briseur de rêves !

José-Alain Fralon



VADE-MECUM

► **ACCÈS.** Venir à vélo est le plus simple et le plus économique. Sinon, il est possible d'arriver à Valence en TGV, à condition que votre bicyclette soit dans un sac spécialement conçu à cet effet. Pour 88 € l'aller-retour, la SNCF se charge de faire parvenir votre engin là où vous voulez (compter deux jours). Autre solution : louer une voiture, à plusieurs de préférence.

► **HÉBERGEMENT.** 240 hôtels classés, 130 campings, 485 gîtes ruraux, 22 gîtes d'étapes et relais équestres, 7 fermes-auberges, 272 chambres et tables d'hôtes. L'embarras du choix, mais, en général, les cyclos, surtout les solitaires, préfèrent la dernière formule (Gîtes de France, tél. : 04-75-83-90-20).

► **L'ADRESSE.** Les Baumes de Tersanne, à 3 km de Hauterives, une ancienne ferme totalement, et parfaitement, retapée par Christiane Romanat et Jean-Yves Rivollet (26390 Hauterives, tél. : 04-75-68-90-56). Le « patron »,

moniteur diplômé d'Etat, organise, à la demande, des stages de VTT. Il pourra, le cas échéant, donner un coup d'œil à un vélo récalcitrant. Perchées sur une colline, Les Baumes de Tersanne offrent une vue imprenable. Revers de la médaille, ou dernier effort pour mériter ce paradis : la grimpe pour y arriver. Si vous êtes trop fatigué, Christiane viendra vous chercher en 4 x 4. En demi-pension : nuit, repas du soir et petit déjeuner (47 € pour une personne, 72 € pour deux), dans une chambre donnant de plain-pied sur une petite terrasse, le parc et la piscine, un peu en contrebas. Ou appartement meublé pouvant accueillir de deux à six personnes (de 250 € à 490 € la semaine).

► **CIRCUITS.** La profusion. De la route du Vercors à celle des vins, en passant par les voies du sacré. Ou encore « Le long de la rivière », un itinéraire balisé d'environ 130 km suivant les méandres de la Drôme,

avec pauses baignade. La société Safran (Espace Louis-Vallon, 26400 Crest, tél. : 04-75-76-78-78, safran@club-internet) organise, à la demande, des circuits à VTT de 4 à 10 jours.

► **RENSEIGNEMENTS.** Comité départemental du tourisme de la Drôme, 8, rue Baudin, 26000 Valence (tél. : 04-75-82-19-26 et email : info@drometourisme.com). Site Internet : www.drometourisme.com



A Bourdeaux, le vélo de Jean Jaurès.

Week-end « nouvelles glisses » en Gironde

S'initier aux « *flysurf* », « *wakeskate* », « *wakeboard* », « *air chair* » ou hydroptère...

JAMAIS la « mousse », comme on dit dans le milieu du surf pour désigner l'écume, n'observe de trêve. Un rouleau puis un autre, des stries mugissantes qui viennent à vous en rangs serrés et contre lesquelles il faut lutter, doigts de pieds arrimés au sable, en attendant « la bonne vague ». Celle, idéale, amicale, sur laquelle l'apprenti surfeur posera sa planche pour glisser jusqu'au rivage. Choix crucial s'il en est, sous peine de faire un surplace décevant (une vague mal estimée n'emène pas bien loin) ou de rouler tête la première dans les bouillons (dans le cas d'une vague trop virulente).

S'essayer ensuite au ski nautique en pensant ainsi se relaxer relève d'une candeur d'enfant : tous les muscles abdominaux et fessiers étant mobilisés, quinze minutes de ski nautique équivalent à une heure de footing... Les sports de glisse figurent parmi les plus énergétiques.

Au cœur du Médoc, dans une pinède protégée donnant sur la côte girondine, à 7 kilomètres de la plage de Carcans et de ses rouleaux à surf, le centre UCPA de Bombannes propose de goûter, dans le cadre de sa formule « *Variation max* », à la palette des nouvelles tendances nautiques. Installé au bord du lac du même nom, le centre se prête à merveille, avec ses 6 000 hectares d'eau plane, aux « sports tractés » : ski nautique, mais surtout ses dernières déclinaisons : le *wakeboard* (qui est au ski nautique ce que le *snowboard* est au ski alpin : on glisse sur une seule planche) ; le *wakeskate* (même principe, les pieds cette fois directement posés sur une planche antidérapante, et non plus calés dans des chaussures) ; l'*air chair* (un siège, sur lequel on prend place, est fixé à la planche) ; le *flysurf* (l'amateur tracté par un cerf-volant glisse et vole en même temps).

L'hydroptère, en la matière, s'avère le plus grisant. Les coques de ce trimaran révolutionnaire, imaginé par Eric Tabarly, sont munies, à l'arrière, de trois foils (grandes lames en aluminium équipées d'ailettes). L'engin s'élève de la surface de l'eau dès que le vent s'installe à force 3, pour atteindre ensuite sa vitesse de croisière : 30 nœuds (environ 50 km/h) ! Avec cette machine de course, à mi-chemin entre le pilotage d'avion et la voile, le décollage est garanti.

de notre envoyée spéciale Lorraine Rossignol

► Accès en TGV, Paris - Bordeaux-Saint-Jean (168 € A-R en première classe). Liaisons régulières jusqu'à Bombannes avec la compagnie Cars Ouest aquitain, ligne 710 (tél. : 05-56-70-12-13). Formule « *Variation max* » de 3 jours (hébergement compris) : 195 € par personne ; formule de 5 jours : 325 € ; stage d'une semaine : 475 €. Renseignements UCPC : 08-25-82-08-30 ou www.ucpa.com.



Selon d'anciennes légendes, les pirates avaient l'habitude d'enterrer leurs trésors à Langkawi. Le problème est qu'il existe 104 îles à Langkawi.

■ DE PARIS A KUALA LUMPUR 3 FOIS PAR SEMAINE. DE KUALA LUMPUR A LANGKAWI 43 FOIS PAR SEMAINE.

Oubliez le seau et la pelle. De nos jours, il vous suffit d'une bonne crème solaire et du goût de l'aventure pour découvrir les trésors de Langkawi.

Les chutes d'eau de Temurun, vieilles de 400 millions d'années, sont accessibles le long d'une piste de jungle. Or, dit-on à

Telaga Tujuh, les fées des montagnes venaient se baigner dans les sept étangs. Au Parc Marin de Pulau Payar, des requins dociles s'approchent

de la plage et viennent frapper dans vos mains. Comme vous voyez, il reste encore beaucoup de trésors à découvrir ici.

Et comme toujours, il vous suffit de savoir où chercher. ■



Pour plus d'informations consultez les films promotionnels disponibles à l'aéroport de Malacca Airlines au 01-44 51 64 22 ou contactez votre agent de voyage à Paris à Kuala Lumpur au Boeing 747-400

Le temps devient agité par l'ouest

JEUDI 8 AOÛT
Lever du soleil à Paris : 6 h 35
Coucher du soleil à Paris : 21 h 17

Les hautes pressions se situent au large sur l'Atlantique. Un premier front traverse une bonne partie de la France. Il sera suivi par un deuxième front qui aborde la Bretagne dans l'après-midi.

Bretagne, pays de Loire, Basse-Normandie. Sur les pays de Loire et le Cotentin les nuages seront nombreux et donneront quelques pluies éparses en début de matinée. Le temps deviendra sec et quelques éclaircies se feront. Sur la Bretagne la matinée sera ensoleillée puis la pluie arrivera dans l'après-midi. Le thermomètre indiquera entre 18 et 22 degrés.

Nord-Picardie, Ile-de-France, Centre, Haute-Normandie, Ardennes. Le matin il y aura quelques brouillards sur les Ardennes, puis le temps couvert avec quelques pluies déjà présent sur la Haute Normandie et le Centre gagnera l'ensemble des régions. Les précipitations tomberont plutôt sous forme d'averses. Températures voisines de 19 à 21 degrés.

Champagne, Lorraine, Alsace, Bourgogne, Franche-Comté. Le ciel est assez gris en matinée avec quelques gouttes possibles puis quelques trouées perceront, mais elles seront entrecoupées d'averses. Des orages pourront éclater en Bourgogne dans la soirée ainsi que sur le Jura à partir de la mi-journée. Le thermomètre indiquera 17 à 22 degrés.

Poitou-Charentes, Aquitaine, Midi-Pyrénées. Le ciel va être gris avec quelques gouttes puis des averses dans l'après-midi. Des petites éclaircies reviendront sur Poitou-Charentes. Le thermomètre indiquera entre 20 et 23 degrés.

Limousin, Auvergne, Rhône-Alpes. Les nuages sont nombreux et donnent quelques orages sur les Alpes, des averses sur le Limousin et l'Auvergne et en soirée quelques orages sur l'Auvergne. Les températures sont comprises entre 17 et 22 degrés.

Languedoc-Roussillon, Provence-Alpes-Côte d'Azur, Corse. La journée va être estivale avec du soleil et des températures comprises entre 28 et 32 degrés. La tramontane et le vent d'ouest soufflent modérément.

07 AOÛT 2002 PRÉVISIONS

Ville par ville, les minima/maxima de température et l'état du ciel. S : ensoleillé; N : nuageux; C : couvert; P : pluie; * : neige.

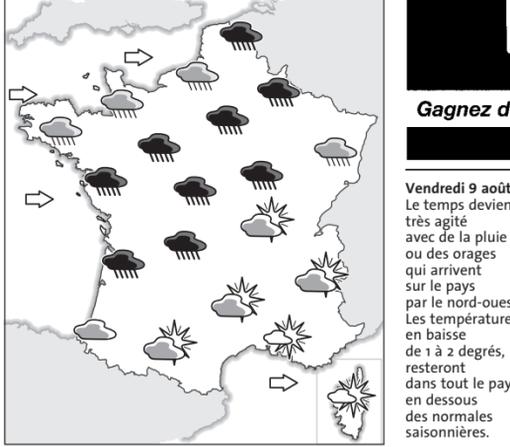
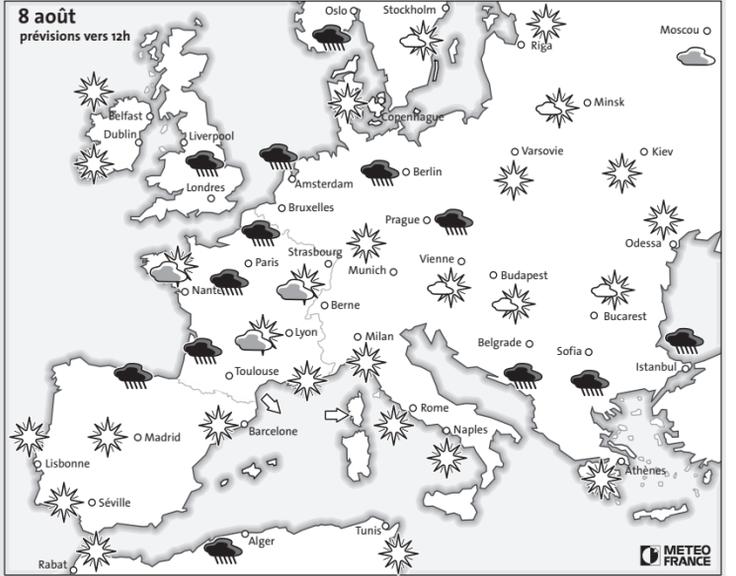
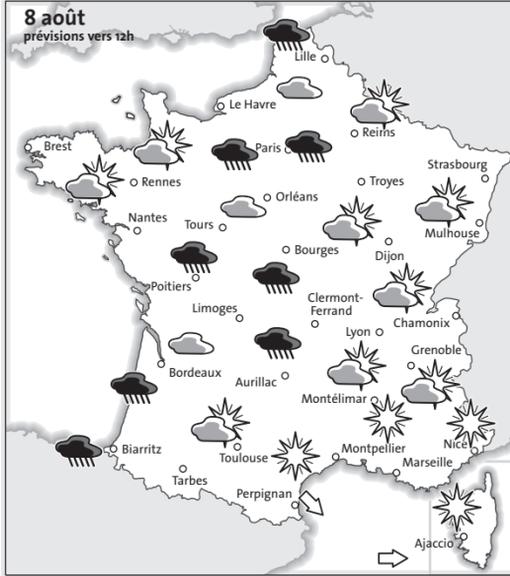
| FRANCE MÉTROPOLITAINE | | | |
|-----------------------|---------|-------------|---------|
| Madrid | | 17/32 S | |
| Ajaccio | 18/26 S | Milan | 21/30 S |
| Biarritz | 15/21 P | Moscou | 10/20 S |
| Bordeaux | 15/22 P | Munich | 15/22 P |
| Bourges | 13/21 P | Naples | 20/27 S |
| Brest | 14/18 P | Oslo | 13/24 P |
| Caen | 16/19 N | Palma de M. | 21/29 S |
| Cherbourg | 14/20 N | Prague | 13/23 C |
| Clermont-F. | 12/21 C | Rome | 22/27 P |
| Dijon | 13/21 C | Séville | 18/34 S |
| Grenoble | 15/23 C | Sofia | 16/26 P |
| Lille | 15/20 P | St-Petersb. | 15/20 C |
| Limoges | 13/19 P | Stockholm | 14/24 S |
| Lyon | 15/22 C | Ténérife | 21/26 C |
| Marseille | 16/29 S | Varsovie | 15/24 P |
| Nancy | 13/20 C | Venise | 18/28 S |
| Nantes | 13/21 N | Vienne | 15/27 S |
| Nice | 18/27 S | | |
| Paris | 14/21 P | | |
| Pau | 12/21 P | | |
| Perpignan | 16/28 S | | |
| Rennes | 13/22 N | | |
| St-Etienne | 12/21 C | | |
| Strasbourg | 14/22 C | | |
| Toulouse | 14/23 C | | |
| Tours | 13/22 P | | |

| FRANCE OUTRE-MER | | |
|------------------|---------|--|
| Cayenne | 23/31 P | |
| Fort-de-Fr. | 27/31 P | |
| Nouméa | 18/22 S | |
| Papeete | 22/28 S | |
| Pointe-à-P. | 26/33 P | |
| St Denis Réu. | 19/23 P | |

| AMÉRIQUES | | |
|---------------|--|---------|
| Brasilia | | 17/30 S |
| Buenos Aires | | 9/18 C |
| Caracas | | 26/29 P |
| Chicago | | 17/25 S |
| Lima | | 14/18 S |
| Los Angeles | | 17/23 S |
| Mexico | | 12/24 P |
| Montréal | | 16/22 S |
| New York | | 19/26 S |
| San Francisco | | 14/25 S |
| Santiago Ch. | | 8/13 P |
| Toronto | | 17/24 S |
| Washingt. DC | | 18/28 S |

| AFRIQUE | | |
|----------|--|---------|
| Alger | | 22/30 C |
| Dakar | | 27/30 S |
| Kinshasa | | 21/27 P |
| Le Caire | | 26/37 P |
| Nairobi | | 13/23 S |
| Pretoria | | 9/24 S |
| Rabat | | 19/24 S |
| Tunis | | 25/32 S |

| ASIE-Océanie | | |
|--------------|--|---------|
| Bangkok | | 28/32 P |
| Beyrouth | | 25/32 S |
| Bombay | | 26/27 P |
| Djakarta | | 22/31 S |
| Dubaï | | 30/40 S |
| Hanoï | | 26/36 P |
| Hongkong | | 26/28 P |
| Jérusalem | | 18/31 S |
| New Delhi | | 29/32 P |
| Pékin | | 20/30 S |
| Séoul | | 21/26 P |
| Singapour | | 27/32 P |
| Sydney | | 11/20 S |
| Tokyo | | 27/36 S |

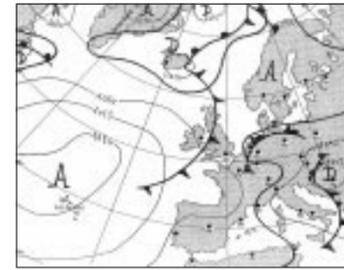


PRÉVISIONS POUR LE 9 AOÛT

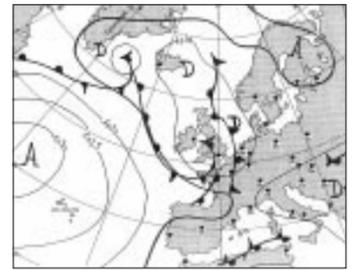
Gagnez du temps avec les bornes libre-service.

AIR FRANCE

Vendredi 9 août
Le temps devient très agité avec de la pluie ou des orages qui arrivent sur le pays par le nord-ouest. Les températures, en baisse de 1 à 2 degrés, resteront dans tout le pays en dessous des normales saisonnières.



SITUATION LE 7 AOÛT À 0 HEURE TU

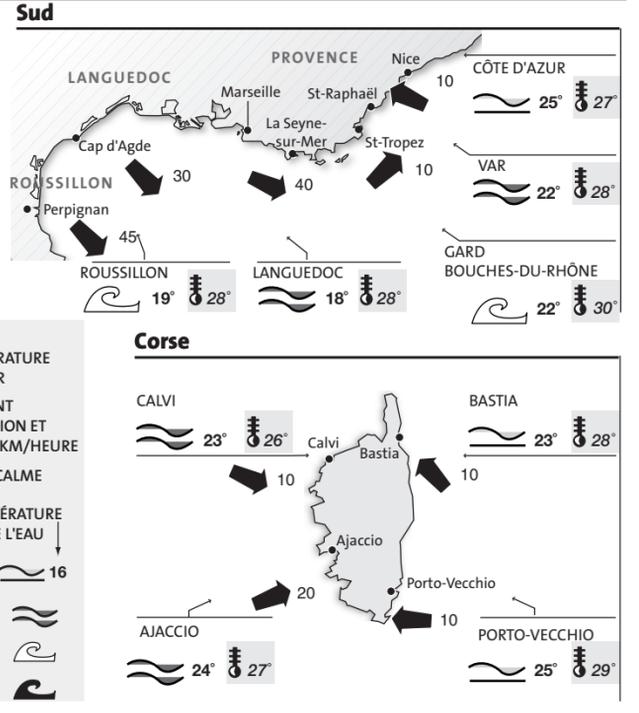
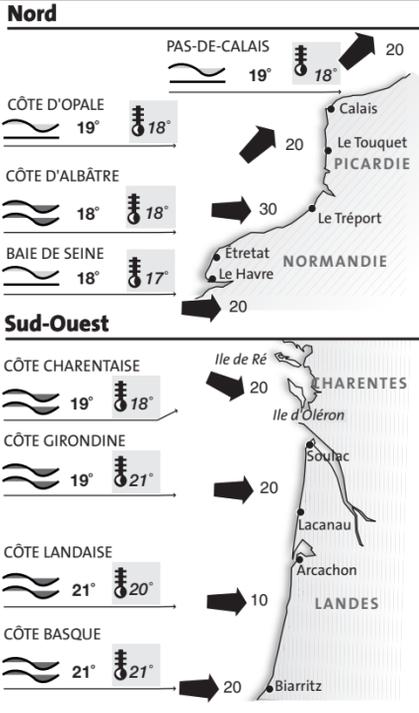
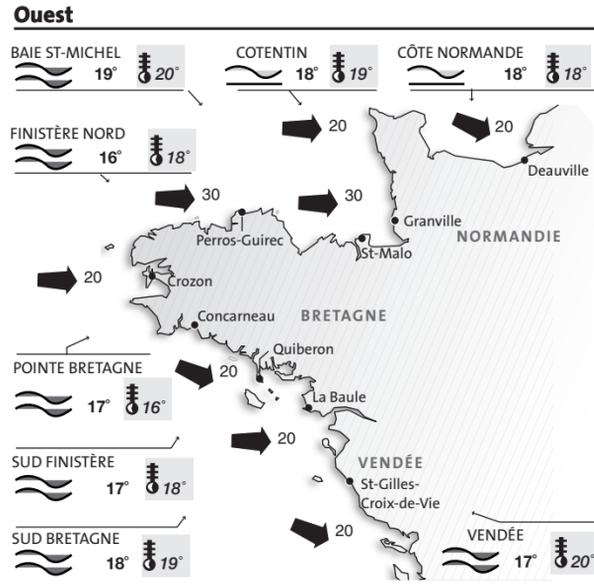


PRÉVISIONS POUR LE 9 AOÛT À 0 HEURE TU

Sur les plages

Le 8 août vers 12 heures

Le temps reste bien maussade sur la majeure partie du pays, sauf autour de la Méditerranée où le beau temps persiste. A noter quelques éclaircies en Bretagne.



MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 02 - 187

Retrouvez nos grilles sur www.lemonde.fr

| | | | | | | | | | | | | |
|------|---|---|---|---|---|---|---|---|---|----|----|----|
| | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | 9 | 10 | 11 | 12 |
| I | | | | | | | | | | | | |
| II | | | | | | | | | | | | |
| III | | | | | | | | | | | | |
| IV | | | | | | | | | | | | |
| V | | | | | | | | | | | | |
| VI | | | | | | | | | | | | |
| VII | | | | | | | | | | | | |
| VIII | | | | | | | | | | | | |
| IX | | | | | | | | | | | | |
| X | | | | | | | | | | | | |

HORIZONTALEMENT

I. N'apparaîtra pas sur la facture. En bas de la facture. - II. Engagera sur une mauvaise route. Un roi qui fit fausse route. - III. Protections en façade. Il faut la protéger pour les suivants. - IV. Personnel. Prit grand soin. - V. Belle chevronnée. Plein les gaz. - VI. Boulot dans la ferraille. Double la mise. - VII. Blanchies pour protéger. Pour régler ses

yaourts bulgares. - VIII. Parfumé comme un gigot. Pour parfumer l'agneau. - IX. Cent en désordre. Un grand disparu chez les poids lourds. - X. Plante fourragère. Base de calcul.

VERTICALEMENT

1. Une fois mis à la porte, ils y restent. - 2. Sortent quand il y a dépassement. Passé récent. - 3. Fournissait de la soude. Protec-

tions fondamentales. - 4. Anges gardiens sur les plages. Fait beaucoup. - 5. Interjection. Occasion favorable. - 6. De très mauvaise humeur. Bouts de bois. - 7. Dans les comptes de l'entreprise. Protections de l'Eglise. - 8. Belle courtisane qui inspira Anatole et un Jules. Participe. - 9. A mis des spaghettis sur la toile. Prise. - 10. Joli coup en piste. Fait de beaux bébés. - 11. Descend du mont Lozère. Belle réussite pour le basque. - 12. Jus de crâne.

Philippe Dupuis

SOLUTION DU N° 02 - 186

Horizontalement

I. Flop. Paresse. - II. Rosir. Rameur. - III. Out. En. Pompa. - IV. TP. Edib (bide). Tees. - V. Apiculture. - VI. Epistolier. - VII. Mari. Tome. Ce. - VIII. Etala. Té. Bon. - IX. Niions. Short. - X. Tonneau. Etes.

Verticalement

1. Frottement. - 2. Loup. Patio. - 3. Ost. Airain. - 4. Pi. Epsilon. - 5. Redit. Ane. - 6. Nicot. Sa. - 7. Ar. Bulot. - 8. Rap. Limes. - 9. Emotée. Hé. - 10. Semeur. Bot. - 11. Super. Coré. - 12. Arasements.

BRIDGE

N° 2007

LA CORDE RAIDE

Quelle que soit la valeur des joueurs, il n'est pas toujours facile d'atterrir au meilleur contrat quand les adversaires ont fait un barrage, comme ici un 2 faible à Carreau. Alors, il ne faut pas désespérer comme l'a fait Belladonna lors d'un championnat du monde.

| | |
|----------|------------|
| ♠ A | ♠ 84 |
| ♥ DV75 | ♥ A 103 |
| ♦ 65 | ♦ DV 10432 |
| ♣ ARD984 | ♣ V 10 |
| ♠ 10953 | ♥ RDV762 |
| ♥ 942 | ♥ R 86 |
| ♦ R 87 | ♦ A 9 |
| ♣ 765 | ♣ 32 |

Ann. : E. don. Pers. vuln.

| | | | |
|------|--------|-------|--------|
| Est | Sud | Ouest | Nord |
| 2 ♦ | contre | 3 ♠ | 3 ♦ |
| 3 ♠ | 3 ♠ | 3 ♠ | 4 ♣ |
| 4 ♣ | 4 ♣ | 4 ♣ | 5 ♦ |
| 5 SA | 5 SA | 5 SA | 6 ♥... |

Ouest ayant entamé le 7 de Carreau, comment Sud a-t-il joué pour gagner ce PETIT CHELEM À CŒUR contre toute défense ? Un

chelem dans une autre couleur était-il possible ?

Réponse

Belladonna prit l'entame avec l'As de Carreau, puis il tira l'As de Pique et As Roi et Dame de Trèfle. Par bonheur, c'est Est qui fut obligé de couper ; il choisit le 10 de Cœur, que le déclarant surcoupa avec le Roi de Cœur.

Ensuite, il joua le Roi de Pique (pour défausser le Carreau pendant), et le 6 de Cœur pour le 2 d'Ouest et le 5 de Cœur du mort !

Est prit avec l'As et rejeta Carreau coupé par le 7 de Cœur du mort. Après les deux derniers coups d'atout, il n'y avait plus de problème puisque le mort était maître...

Or, à cause des communications, il n'y avait pas de chelem ni à Pique ni à Trèfle. A l'autre table, les Américains s'étaient arrêtés à la manche à Pique.

LE GRAND ART

Malgré une entame qui faisait sauter une précieuse communication, un grand champion a quand même réussi ce grand chelem. Tout en regardant les quatre jeux, arrivez-vous à jouer aussi bien que lui ?

| | |
|------------|-----------|
| ♠ R 875 | ♠ V 93 |
| ♥ AR 6 | ♥ D 9 |
| ♦ AR 65 | ♦ D 10973 |
| ♣ RV | ♣ 932 |
| ♠ D 2 | ♠ A 1064 |
| ♥ V 108743 | ♥ 52 |
| ♦ V 82 | ♦ 4 |
| ♣ 107 | ♣ AD 8654 |

Ann. : N. don. Tous vuln.

| | | | |
|-------|------|-----|---------|
| Ouest | Nord | Est | Sud |
| - | 1 ♣ | 1 ♦ | 1 SA |
| 2 ♥ | 2 SA | 3 ♠ | 3 ♣ |
| 3 ♠ | 3 ♠ | 3 ♠ | 4 SA |
| 3 ♠ | 3 ♠ | 3 ♠ | 7 SA... |

Après avoir pris l'entame du 2 de Carreau avec le Roi du mort, comment Sud a-t-il gagné ce GRAND CHELEM À SANS ATOUT contre toute défense ?

Note sur les enchères

L'ouverture de « 1 Trèfle » promettait au moins 17 points, et les autres enchères étaient aussi conventionnelles. En enchères naturelles, Sud aurait conclu à « 7 Trèfles ».

Philippe Brugnon

Pour sa 32^e édition, le Festival met à l'honneur une région de Grande-Bretagne qui mise sur la culture pour réveiller une économie endormie. Les groupes invités sont représentatifs du renouveau de la langue et de la musique gaéliques dans la population

L'Interceltique célèbre le réveil gallois

LORIENT

de notre envoyé spécial

En août 1995, le pays de Galles avait déjà été l'invité d'honneur du Festival interceltique de Lorient (FIL). Avec une petite délégation d'artistes, en comparaison des bataillons d'autres nations celtes comme l'Irlande, l'Ecosse, la Bretagne ou même la Galice, en plein essor. Pour la 32^e édition du FIL, l'estampille « année du pays de Galles » s'accompagne cette fois de deux grandes soirées, les 5 et 8 août, d'une exposition de plasticiens à l'hôtel Gabriel – parmi lesquels Mary Lloyd Jones –, d'un pavillon place Paul-Bert pour présenter la gastronomie, l'artisanat et les paysages de la région, d'une rétrospective de films de et avec Kenneth Griffith et de nombreux officiels gallois venus vanter la « renaissance » culturelle de leur pays.

Un maître mot, que David Petersen, responsable de la délégation galloise au Festival, aime figurer avec lyrisme et conviction comme « l'envol d'un oiseau dont les ailes étaient jusqu'à maintenant collées au corps ». Et cela, ajoute David Petersen, depuis six cents ans, lorsque la rébellion de 1404 et l'instauration d'un Parlement autonome furent matées en quelques années par Henry V. Depuis le 12 mai 1999, le pays de Galles a son Assemblée nationale, instaurée à la suite du processus de dévolution, qui a donné au pays des pouvoirs réglementaires et législatifs. Notamment celui d'investir librement et massivement en direction de la culture, l'un des portefeuilles

dont Jenny Randerson a la charge avec le sport et la langue galloise.

Pour la première femme ministre de la culture du gouvernement du pays de Galles – « *Le seul au monde où les femmes sont majoritaires. Un signe que notre petit pays est volontariste dans de nombreux domaines* » –, l'économie, l'éducation, le tourisme et la culture sont étroitement liés. « *L'important est que notre identité culturelle soit valorisée. Ainsi elle peut devenir un vecteur d'intérêt économique sans se trahir.* » Un pragmatisme qui ne peut que réjouir le directeur général Jean-Pierre Pichard, qui a fondé le FIL sur cette idée d'un lien entre culture et développement économique.

Au pays de Galles, les crédits pour la culture ont augmenté de près de 40 % en trois ans, l'enseignement du gallois, langue officielle avec l'anglais, est en progression (18,5 % de cette population de 3 millions d'habitants le parlaient en 1991, 25 % en 2001). Après la disparition des mines et des aciéries, la culture est le grand espoir du début du XXI^e siècle.

RELAIS POUR LA JEUNESSE

Le thème, comme celui de l'appartenance à une communauté de langue et de traditions, est dorénavant souvent traité par les artistes eux-mêmes, en particulier au travers de la chanson et de la danse. Ceux-ci sont gallois et fiers de l'être, sans poussées nationalistes ou indépendantistes flagrantes, et servent surtout de relais pour la jeunesse. Un groupe rock comme les Stereophonics chante en gallois

Le Festival interceltique de Lorient a déclaré la 32^e édition « année du pays de Galles ». Dans cette région, les crédits pour la culture ont augmenté de 40 % en trois ans. Parmi les 4 500 artistes, le Festival a accueilli le groupe Firetree (ci-contre).



et arbore sur scène des symboles de son pays. Les Manic Street Preachers, les Super Furry Animals sont connus au-delà des frontières; Amy Wadge, chanteuse folk, bénéficie, depuis peu, d'un bon accueil du public. « *Lorsqu'elle était au pouvoir, Margaret Thatcher nous a fait un sale coup, explique David Petersen. Elle nous a laissés tranquilles. Et un pays dont la culture n'est pas attaquée franchement par un pouvoir centralisateur s'endort.* »

Lors de la Nuit galloise, le 5 août, Siân James, harpiste, pianiste et chanteuse, est revenue à l'occasion d'un morceau sur l'histoire récente de son pays, qu'elle relie à un répertoire qui va autant puiser

dans les mélodies inspirées de berceuses que dans le thème éternel de la chanson d'amour. La quarantaine, Siân James insufflé, à l'instar d'Alan Stivell ou du Galicien Carlos Nunez, des éléments pop et rock dans la tradition. Sans attirance pour cette « world music » qui ne considère la tradition que comme ornement d'une musique passe-partout. En jouant sur la douceur plus que sur des compositions facilement entraînant.

Ce que n'évite pas toujours le spectacle *Coeden Dàn* (l'arbre de feu), présenté le même soir. Le propos est simple et bien illustré par des tableaux chorégraphiques. Dans les temps anciens, le peuple gallois avait ses danses et ses

chants que les prêtres et le pouvoir anglais n'ont pas laissé s'épanouir, mais aussi que la mémoire n'a pas su transmettre. Jusqu'à ce que la jeunesse, au travers de la musique techno, retrouve ce goût du corps en mouvement et d'une expression collective. Mais la musique d'accompagnement n'est pas vraiment à la hauteur du raisonnement, avec une section rythmique un peu envahissante et surtout des emprunts peu consistants aux airs folkloriques.

Transmettre, voilà bien la préoccupation de Robin Huw Bowen. Il joue de la harpe celtique triple. Trois cordes quand la harpe irlandaise n'en a qu'une, explique-t-il malicieusement au début du con-

cert. L'instrument, comme le pib gorn, une sorte de bombarde, ou le crwth, entre un violon sans frette et une lyre, est de plus en plus pratiqué. En une dizaine d'interprétations sur des mélodies collectées oralement dans des villages, compositions récentes), Huw Bowen va conquérir le public de Lorient, qui sait évaluer les qualités d'une expression traditionnelle non puriste. Le musicien explique d'où viennent les mélodies, la manière de les interpréter et de les faire vivre aujourd'hui, en accord avec cette réappropriation pacifique d'un territoire.

Sylvain Siclier

Une sélection de concerts et de spectacles

● **Jeu 8.** Le groupe folk irlandais Slide; le Glenamond Pipe Band, ensemble de cornemuses écossaises; création de *The Curve of The Earth*, concerto de Mark Sheridan; *Beren et Luthien*, spectacle de danses de Bretagne inspiré par un épisode du *Seigneur des anneaux*, de J. R. R. Tolkien; le Cwbach Male Voice, chœur gallois, le groupe Carreg Lafar et le harpiste Robin Huw Bowen; *O'Stravaganza*, d'Hugues de Courson et Youenn Le Berre, arrangements autour de musiques irlandaises et de compositions de Vivaldi.

● **Vendredi 9.** Le groupe folk italien Il Suriscot Trio; le bagad de Lann-Bihoué; concert de uilleann pipes, cornemuse irlandaise avec notamment Louise Mulcahy, Paidin Breathnach et Michael Mac Gabhann; Ceolans, groupe folk écossais dirigé par Fred Morrison; danses d'Irlande avec la compagnie Derrada; le joueur de gaita, cornemuse galicienne, Carlos Nunez et ses invités.

● **Samedi 10.** Concours de veuze, cornemuse bretonne, en duo et solo; le harpiste irlandais Cormac de Barra; le Championnat international de pipe bands et ensemble de batteries, avec des formations

bretonnes, écossaises et irlandaises; nuit de l'Acadie avec les groupes Celtitude, Grand Dérangement et la violoniste Dominique Dupuis; *Le Cabaret breton*, spectacle burlesque et musical de Roland Becker; nuit du port de pêche avec une trentaine de groupes; trente ans de créations du Festival, extraits de certains spectacles présentés à Lorient, dont ceux de James Moreau, Pwylll Ap Sion, Shaun Davey, Mark Stecker et Antoine Hervé.

● **Dimanche 11.** Concours de sonneurs en couple (binoué et bombarde); le Grupo de danzas Na Senarda, compagnie asturienne; la chanteuse galicienne Mercedes Peon et le groupe Luvas Verde; le groupe breton « techno-trad » Frères Goa-Tech; le chanteur Gilles Servat avec le bagad Ronsed Mor de Lokoal Mendon.

● **Renseignements.** Les concerts et spectacles sont organisés, à partir de 15 heures, dans une dizaine de lieux de la ville, dont le palais des congrès, le stade et la halle du Moustoir, le chapiteau Espace marine à l'ancien Arsenal, le Cabaret de la place Nayel, le palais des sports de Kervaric... Tél.: 02-97-21-24-29. De 6 € à 24 €.

Le groupe Hirio et Soriba Kouyaté, musiciens voyageurs

LORIENT

de notre envoyé spécial

Régulièrement, un peu en forme de boutade mais avec le secret espoir que cela soit avéré, Jean-Pierre Pichard, directeur général et responsable artistique du Festival interceltique de Lorient (FIL) explique que les cultures celtiques sont présentes partout dans le monde. Evidemment, il insiste sur le domaine qu'il connaît, celui de la musique.

Par l'utilisation de certains instruments ou par des influences directes, il trouve, au Japon, en Patagonie ou au Moyen-Orient des indices, au travers de musiciens, de cet essaimage.

PIPE-BAND DE TOKYO

Le FIL a ainsi invité des ensembles assez improbables comme le Pipe-Band de Tokyo et ne s'est jamais interdit de faire venir des musiciens dont la pratique et l'expression semblent n'avoir que de lointaines résonances avec la « celtitude ».

N'ayant par ailleurs jamais eu vocation à rester dans son coin, le FIL est présent dans de nombreuses manifestations et a même été à l'origine de la création, en 1993,

du groupe Hirio, destiné à faire connaître un peu partout les musiques bretonnes et à représenter le Festival.

Pour une fois dans ses terres, Hirio a partagé avec le joueur de kora sénégalais Soriba Kouyaté, mardi 6 août, à la Halle du Moustoir, l'affiche d'un concert assez symbolique de cette ouverture vers l'extérieur.

Dans le répertoire d'Hirio, on trouve des gigue, gavottes, polkas ou marches, les grands airs bretons, des traditionnels écossais ou irlandais et des traces de leurs voyages (Rio, Djakarta, les Etats-

Unis, l'Australie...) et de leur intérêt pour les musiques d'ailleurs.

Interprétés avec finesse, ces mélanges n'ont rien de systématique. S'ils ont une belle mélodie irlandaise ou une suite de polkas collectées dans des villages bretons, ils les gardent, tout juste arrangées pour le son de l'orchestre (une harpe celtique, un accordéon, une bombarde, une cornemuse, une batterie et un Chapman Stick, instrument électrique à cordes qui tient autant de la basse que de la guitare). Et s'ils veulent traduire en musique leurs déplacements, ils composent.

Le festival et l'effet AZF

Longtemps installé à Kergroise, près du port de commerce de Lorient, le chapiteau qui accueille durant le Festival une partie des grands spectacles et concerts rock a dû déménager. À la suite de l'explosion de l'usine AZF à Toulouse, le 21 septembre 2001, les normes de sécurité ont été renforcées sur de nombreux sites susceptibles de recevoir du public, comme ici, où la proximité de cuves pétrochimiques est dorénavant considérée par les autorités comme « dangereuse ». Ce qui ne semble pas troubler les habitants d'immeubles construits à quelques mètres.

Les organisateurs du Festival, qui, depuis plusieurs années, souhaitaient une implantation plus proche du centre-ville, se sont déplacés... à l'Arsenal, près du port de plaisance. Les anciens bâtiments militaires ne sont toutefois plus en activité et ont été en partie transformés en musée. Le chapiteau a réduit sa capacité d'accueil à environ 4 000 places au lieu de 5 000.

S. Si.

Révissez vos Classiques

REVISEZ CET ÉTÉ AVEC FRANCE INTER, LA FNAC ET UNIVERSAL LES CHEFS-D'ŒUVRE DE LA MUSIQUE CLASSIQUE

mozart | L'ART DE LA FOUGUE

Avec les dernières symphonies et concertos, on accède à la maîtrise d'une œuvre d'art, et pour quoi pas d'un monde. Certes, il faut s'acquiescer l'état d'esprit de la belle brève finale, mais c'est avant tout le surgissement de ces brèves dramatiques qui s'inscrivent dans les pages, les lignes éloquentes et complémentaires, et qui contiennent une « âme » à cette musique déjà portée par la grâce apollonienne propre à Mozart. Le temps leur ne s'est pas dit avec "ceci est" les saute-elles du XVIII^e siècle, on la fougue, alors, le plaisir disparaît pour révéler l'urgence d'une élévation à toute la hauteur de l'intelligence d'un siècle contre le monde et de composition. Ainsi, le Jupiter a été écrit un an à peine avant le début de la Révolution française. L'œuvre est et grâce à elle, les arts abstraites de Karl Böhm montrent toute la détermination qui porte ces œuvres, mais aussi l'ambivalence propres aux grandes transitions.

Vous découvrirez des extraits de cet album sur France Inter, à 16h dans l'émission de Carola Gesterhann, "MUSIQUE MAESTRO".

mozart | DERNIÈRES SYMPHONIES BÖHM

France Inter

MUSIQUE DE CHAMBRE •

Notes joyeuses
et marches
funèbres
à l'Empéri

SALON DE PROVENCE

de notre envoyée spéciale

Le ciel est sombre derrière les créneaux du château de l'Empéri, où se déroule le troisième concert du festival. Cette fois, ni course cycliste ni karaoké. Place à la musique. Tout d'abord, une *Tarentelle* ébouriffée de Saint-Saëns. Plus qu'une fanfaronade virtuose : sur une basse de chaconne donnée au piano par Eric Le Sage, la flûte d'Emmanuel Pahud et la clarinette de Paul Meyer tissent leur vibrant tissu mélodique, s'enroulent de volutes chantantes, jusqu'à la coda diabolique, *alla breve*. Puis la *Sonatina* pour hautbois, clarinette et basson de Sandor Veress, où se mêlent néoclassicisme stravinskien et esthétique du groupe Jeune France. Furieux spicicato de l'*Allegro giocoso*, ligne expressive de l'*Andante*, suivie d'interjections appoggiaturées (*Allegretto*), de mélismes populaires (*Grave*) puis du trépidant *Allegro* final. Du beau travail.

La *Sonata à quatre op. 47* pour flûte (Emmanuel Pahud), hautbois (François Meyer), clarinette (Paul Meyer) et piano (Eric Le Sage) permettra d'apprécier dans le *Tranquille* la berceuse élégiaque des frères Meyer, suavement envahis par la flûte polytonale (c'est la moindre de ses qualités !) d'Emmanuel Pahud, tandis qu'Eric Le Sage joue sur du velours. Le mouvement suivant (*Joyeux*), empli d'une joie intérieure presque méditative, n'est pas de ceux qui débordent ou explosent. Au contraire de l'*Emporté*, qui lancera la bande des quatre dans le tourbillon d'un *perpetuum mobile*, que ponctuent les admonestations du piano. Le *Douloureux* final fermera l'arche, tandis que le sombre *Ostinato* du piano suit la douloureuse pensée des vents et ses fulgurances aiguës, avant l'apaisement en forme de marche funèbre. Magistral.

ABYSSALES PROFONDEURS

Pendant l'entracte, on ne parle que de ce qui va suivre : le *Quintette pour clarinette et cordes K 581* de Mozart. Paul Meyer, bien sûr, avec le jeune Quatuor Satie. Jeune en effet, fragile en maîtrise de soi et pauvre en projection sonore, mais avec de beaux moments, comme dans le *Larghetto* ému et concentré. Grand musicien, Paul Meyer tire le meilleur parti de ses partenaires, jouant un Mozart en demi-teinte, spirituel dans toute l'acception du terme, mais où s'ouvrent çà et là d'abyssales profondeurs. La revanche des Satie se fera avec le happening de *Black Angels*, de George Crumb, pour quatuor à cordes amplifié. Très à l'aise dans une mise en scène musicale qui va du chant de baleines exacerbées au griffonnage instrumental et convoque tour à tour gongs et paroles jetées, « *Dies Irae* », *Danse macabre*, cadence paganimienne, et *La Jeune Fille et la mort*, de Schubert, jusqu'au choral céleste obtenu avec l'archet sur le bord de verres diversement remplis d'eau.

Second entracte : l'actualité est maintenant à la création des *Trois Guna*, d'Alexandre Rabinovitch, plus connu comme pianiste virtuose et associé de Martha Argerich dans Rachmaninov. Aussi prétentieuses dans le fond (une salade folle de traditions hindouistes et de théories scientifiques) qu'indigentes dans la forme (trois variations en boucle sur l'*Aquarium* du *Carnaval des Animaux*, de Saint-Saëns), *Les Trois Guna* sont défendues avec endurance par Emmanuel Pahud, Paul Meyer, Florent Jodelet et le compositeur au clavier. Mais elles prouveront, si besoin était, que, dans le domaine de la création comme dans celui de la virilité, l'impuissance est une obsession individuelle.

Marie-Aude Roux

MUSIQUE À L'EMPÉRI. Emmanuel Pahud (flûte), François Meyer (hautbois), Paul Meyer (clarinette), Gilbert Audin (basson), Eric Le Sage et Alexandre Rabinovitch (piano), Florent Jodelet (percussions), Quatuor Satie. Château de l'Empéri à Salon-de-Provence, le 5 août. Sur France Musiques, le 27 août à 20 heures.

PATRIMOINE • Un nouvel espace au Musée de la marine de Port-Louis abrite des découvertes sous-marines qui témoignent d'un intense trafic

La route des Indes est pavée
d'inaccessibles épaves

PORT-LOUIS (Morbihan)

de notre envoyé spécial

La route maritime des Indes est longue, dangereuse. Aussi est-elle pavée d'épaves. Pour retracer l'histoire des compagnies maritimes européennes qui, dès le début du XVIII^e siècle, envoyèrent des navires vers l'Orient pour ramener des épices, des étoffes ou du thé, il suffirait d'examiner ces vestiges. Mais les vaisseaux engloutis sont rarement localisés. Et, quand ils le sont, les eaux où ils se trouvent sont inaccessibles. Il faut donc compter sur le hasard. Un hasard onéreux.

Les archéologues sous-marins sont, par ailleurs, sévèrement concurrencés par des amateurs moins scrupuleux qui dispersent leurs trouvailles au prix fort. Il faut donc saluer le Musée de la marine de Port-Louis, qui a consacré un nouvel espace à ces découvertes sous-marines. Et remercier les chercheurs, les propriétaires, les mécènes qui ont confié au musée leurs « trésors » : Franck Goddio, le DRASSM (département des recherches archéologiques subaquatiques et sous-marines), la société pétrolière Elf-Gabon et le gouvernement gabonais.

Le musée est installé dans une ancienne citadelle, située en face de Lorient. L'élégant édifice a été construit par les Espagnols à la fin du XVI^e siècle et largement complété par l'inévitable Vauban. Déserté par la marine nationale dans les années 1960, ce bastion est devenu, depuis 1978, une des annexes du Musée de la marine. Comme la place ne manque pas, la municipalité de Lorient a pu installer ici le musée qu'elle se proposait de créer sur l'histoire de la Compagnie des Indes françaises, dont le port breton était le siège. Les portes ont été ouvertes en 1984. Les nouvelles salles, désormais vouées à l'archéologie sous-marine, ont transformé le site militaire en pôle muséal maritime.

Pour Philippe Délis, qui a élaboré le nouveau parcours, la route des Indes ressemble au chemin du Petit Poucet. Les cailloux blancs sont ici les épaves, révélatrices d'un trafic qu'il faut comprendre, mettre en scène, expliquer, grâce aux objets trouvés à bord. Quand ceux-ci manquent, on recourt à l'image, à la maquette ou au film. Rien ne vaut un modèle réduit pour comprendre ce qu'était un vaisseau du XVIII^e siècle, une jonque chinoise de haute mer ou une de ces embarcations plus modestes qui cabotaient sur les côtes asiatiques, des Moluques au détroit d'Ormuz.



Un plongeur fouille le site où a coulé la jonque « Léna » en mer de Chine.

Le film est nécessaire pour expliquer les techniques de fouilles utilisées par les plongeurs-archéologues ainsi que les méthodes de restauration. Les « témoins » apparaissent en fin de circuit : canons, ustensiles de bord, cloche, éléments de cargaison, porcelaines, lingots...

Il est piquant de constater que les deux donations sont issues de sources

Rien ne vaut
un modèle réduit
pour comprendre
ce qu'était un vaisseau
du XVIII^e siècle
ou une jonque
chinoise
de haute mer

ces antagonistes. Franck Goddio est un archéologue indépendant qui a créé un Institut européen d'archéologie sous-marine (EASM) dont il est le président. Il dispose d'importants moyens financiers grâce à la générosité de ses mécènes (notamment la fondation suisse Hillti), a exploré une bonne demi-douzaine d'épaves en mer de Chine et a entrepris des fouilles sous-marines sur les côtes égyptiennes. Le personnage, explique, grâce aux objets trouvés à bord. Quand ceux-ci manquent, on recourt à l'image, à la maquette ou au film. Rien ne vaut un modèle réduit pour comprendre ce qu'était un vaisseau du XVIII^e siècle, une jonque chinoise de haute mer ou une de ces embarcations plus modestes qui cabotaient sur les côtes asiatiques, des Moluques au détroit d'Ormuz.

des Philippines, Musée Guimet ou Musée de Port-Louis. Enfin, il publie régulièrement les résultats de ses découvertes, comme celle de la jonque chinoise du XV^e siècle trouvée en 1997 au large du récif Léna (sud-ouest de l'île Palawan).

Michel L'Hour, du DRASSM, explore actuellement un corsaire malouin coulé à quelques encablures de son port d'attache. C'est lui qui, avec Luc Long, a entrepris les fouilles du *Mauritius*, navire de la Compagnie des Indes hollandaises coulé en 1609 sur les côtes gabonaises. L'épave avait été découverte fortuitement par des équipes d'Elf-Gabon qui prospectaient dans la zone. Les moyens logistiques de la société pétrolière mis à la disposition des archéologues leur ont permis de mener une étude exhaustive du site, de faire parler l'épave, d'inventorier son équipement et sa cargaison. Un rapport scientifique exemplaire a été publié en 1989.

L'argent étant rare et la concurrence féroce entre archéologues de toutes obédiences, les cloisons ne sont pas si étanches entre les « amateurs » et les « professionnels » de l'archéologie. Michel L'Hour a participé aux fouilles du *San-Diego*, un galion espagnol repéré par Franck Goddio au large des Philippines en 1990. On a vu aussi des pontes de l'égyptologie approuver les recherches de Franck Goddio dans le port d'Alexandrie. A la grande fureur de leurs confrères.

Emmanuel de Roux.

TRÉSORS D'Océans, l'archéologie sous-marine sur la route des Indes, Musée national de la marine, citadelle de Port-Louis, Port-Louis (Morbihan). Tél. : 02-97-82-56-72. Tous les jours de 10 heures à 18 h 30. De 3 € à 4,6 €.

CINÉMA • La SRF, le syndicat des cinéastes, n'a pas renouvelé le mandat de Marie-Pierre Macia

Combat des chefs ou conflit
esthétique à la Quinzaine
des réalisateurs

DÉCLENCHÉE en plein été, ce qui est devenu « l'affaire de la Quinzaine » a toutes les apparences d'un règlement de comptes brutal et obscur. En remerciant Marie-Pierre Macia, déléguée générale depuis 1999 de la Quinzaine des réalisateurs, la SRF (Société des réalisateurs de films - le syndicat des cinéastes) prenait le 24 juillet une décision perçue comme incompréhensible par la plupart des observateurs. Responsable de la principale section parallèle du Festival de Cannes, Marie-Pierre Macia, dont les choix avaient été critiqués en 2000 et 2001, avait en revanche convaincu lors de sa dernière session.

Le non-renouvellement du mandat de la déléguée générale (liée à son employeur, la SRF, par un CDD de six mois renouvelable), un communiqué alambiqué du syndicat, un épisode déplaisant où, pour empêcher Marie-Pierre Macia et son adjoint, Philippe Reilhac, d'utiliser locaux et matériels de la Quinzaine pour protester contre leur éviction, les serrures sont changées, des ordinateurs déplacés, des carreaux brisés, avant que la police ne soit requise pour emmener au poste Philippe Reilhac et un membre du bureau de la SRF, Luc Leclerc du Sablon, achèvent de jeter un voile de confusion sur l'affaire.

« Tout cela est absurde, dit Marie-Pierre Macia. J'ai toujours été disponible pour discuter de mes choix, et répondre de l'organisation de la Quinzaine. Le bureau de la SRF a constamment refusé de me recevoir. En me licenciant, les dirigeants de la SRF rompent le contrat moral passé avec le conseil d'administration en novembre 2000, et qui me donnait mandat jusqu'en 2005. Simultanément, ils mettent en danger l'existence même de la Quinzaine. » Depuis l'annonce de son éviction, elle a reçu des dizaines de messages de soutien émanant de réalisateurs, de producteurs et de responsables de festival.

De son côté, le président de la SRF, Pascal Thomas, dénonce les « manœuvres » qu'aurait entreprises Marie-Pierre Macia dès son arrivée pour dissocier la Quinzaine de la SRF. Il affirme que la déléguée générale savait depuis un an que son contrat ne serait pas renouvelé. Au-delà de critiques plus ou moins folkloriques, l'auteur de *La Dilettante* affiche aussi des divergences de fond : « Nous voulons une ligne éditoriale plus claire, et qui se démarque de celle du Festival officiel. Nous en avons assez de choix conformistes, où se retrouvent les rebuts de la sélection officielle, et où tout est organisé selon

les formatages imposés par la communication et les codes de la télévision. »

Cité par les deux camps, Robert Guédiguian, qui était coprésident de la SRF au moment de la nomination de Marie-Pierre Macia, condamnait la maladresse et l'indélicatesse avec lesquelles a eu lieu son éviction. Mais il affirme qu'« il y a eu très vite un problème avec elle. Elle a à la fois refusé tout débat avec la SRF, et fait des choix timorés, qui ne permettaient pas à la Quinzaine d'afficher sa personnalité. On aurait dû s'y prendre autrement, mais le renouvellement était nécessaire. » Son de cloche similaire du côté de Nicolas Philibert, qui avait suggéré le nom de Marie-Pierre Macia et s'afflige que la confiance entre Quinzaine et SRF « n'ait jamais vraiment existé. Il se posait une question d'identité de la Quinzaine, c'est une question dont, au bureau de la SRF, nous n'avons jamais pu débattre avec elle. »

NÉES EN MAI 1968

Au-delà des méthodes et des conflits de personnes, deux enjeux sont mis en lumière par cette crise. Pour les comprendre, il faut rappeler que SRF et Quinzaine sont nées ensemble, au lendemain de mai 1968, pour affirmer une prise en main de leur destin par les cinéastes dans le sillage des Etats généraux du cinéma et une volonté de présenter une autre idée du cinéma que celle affichée par le Festival de Cannes, interrompu par des réalisateurs en phase avec le mouvement de Mai.

La Quinzaine, dirigée de 1969 à 1998 par Pierre-Henri Deleau, a permis la découverte de nombre d'auteurs dans le monde entier, et promu une approche plus cinéphilie. Ensuite, notamment en créant la section Un certain regard, le Festival officiel s'est inspiré de l'idée du cinéma illustré par la Quinzaine, avec une puissance d'action supérieure. Le débat concerne la légitimité, mais aussi la possibilité de mettre en œuvre à nouveau une stratégie de rupture envers une manifestation officielle qui prétend désormais couvrir la totalité des modes d'existence du cinéma. Etrange querelle des anciens et des modernes, où les deux camps se veulent représentants de la modernité.

L'autre débat porte sur le bien-fondé du lien entre la manifestation cannoise et une association de réalisateurs français. Ce lien suscite inévitablement le risque que certains membres de la SRF considèrent comme acquis l'accès de leurs œuvres.

Jean-Michel Frodon

L'EXPOSITION PHOTO DU JOUR



PhotoEspaña2002

PhotoEspaña 2002, festival de référence en Europe, consacre sa 5^e édition à « l'identité du Féminin et ses multiples facettes ». Les photographes dessinent une réalité complexe de la femme, bien différente de l'image idéale diffusée par la publicité. Comme dans cette photo *Marhab, welcome to Sinai*, de Scarlett Coten, qui s'est immergée dans la culture des Bédouins du Sinai.

SALA INVITADA / FNAC
Preciados, 28
28013 Madrid, Espagne.
Jusqu'au 15 août.
Tél : 00 34 91 595 61 00
Internet : www.fnac.es
et www.phedigital.com
Photographe : Scarlett Coten

CINÉMA • Des projections en plein air à Paris

Deuxième édition de
« Cinéma au clair de lune »

L'ESPOIR que les nuits d'été soient douces a encouragé une initiative conjointe du Forum des images et de la Ville de Paris : la deuxième édition du Cinéma au clair de lune propose jusqu'au 25 août la projection de 18 films « ayant Paris pour décor » dans plusieurs quartiers de la capitale. En 2001, la mairie avait souhaité organiser des séances dans des lieux divers, se différenciant ainsi des projections en plein air du Parc de La Villette.

« Cinéma au clair de lune » est donc nomade, chaque décor étant choisi en fonction du film. Ainsi, *Tchao Pantin*, de Claude Berri, sera diffusé sur les lieux de son tournage, autour du Père-Lachaise. Parfois, les liens sont plus artificiels : *La Nuit de Varennes*, d'Ettore Scola, sera projeté près de la rue de Varenne, dans le 7^e arrondissement. Pour de simples raisons d'homonymie.

Le Forum des images est conseillé par une association de cinéphilis romains, Roma Città di Cinema, qui organise depuis neuf ans une manifestation comparable à Rome, et a d'ailleurs sélectionné

deux films, *Les Misérables*, de Ricardo Freda (1947), et *La Nuit de Varennes* (1982) - projetés les 9 et 10 août. La programmation mêle des classiques (*La Nuit américaine*, de François Truffaut, *Le Samouraï*, de Jean-Pierre Melville), des raretés (*Un drôle de paroissien*, de Jean-Pierre Mocky) et des succès récents (*On connaît la chanson*, d'Alain Resnais, *Tout le monde dit I love you*, de Woody Allen). Le cycle est ouvert, au pied de la butte Montmartre, par l'inévitable *Fabuleux Destin d'Amélie Poulain*, de Jean-Pierre Jeunet.

En 2001, le projet avait suscité l'adhésion des Parisiens dès la première séance, qui réunissait plus de 800 spectateurs alors que l'on n'en attendait que 400. Au total, 20 000 cinéphiles et riverains ont assisté à la première édition de « Clair de lune ».

Vianney Delourme

CINÉMA AU CLAIR DE LUNE, jusqu'au 25 août à 21 h 30. Gratuit. Tél. : 01-44-76-62-18 ou www.forumdesimages.net

Borek Sipek, tchéco-baroque et designer

Les œuvres de verre et les objets pour la table de l'artiste, chargé aussi de rénover le château de Prague, sont exposés au Centre tchèque à Paris

LA LIGNE droite n'est pas son fort. Des courbes, des rebonds, des éclats, des collages, le tout exprimé dans la matière la plus plastique qui soit, flexible à chaud, cassante à froid, aussi difficile à manier que facile à briser : le verre. Que cette carrière de designer du verre, le plus inventif et le plus fantasque de sa génération, ait pu épouser l'histoire de son pays, la Tchécoslovaquie, voilà qui n'est pas le moindre attrait du parcours particulier de ce créateur, qui est aussi architecte, Borek Sipek.

A Prague, aujourd'hui, il est partout chez lui. Au cœur des quartiers en rénovation du centre-ville, dans le magasin-restaurant (important, la convivialité) qui diffuse ses créations, plein de brillances, d'étoffes (un couturier japonais) et de verreries hautement colorées, on a rendez-vous avec le designer. Peu loquace, le favori des éditeurs de design italiens dont les pièces sont présentes dans les grands musées d'arts décoratifs, laisserait volontiers les objets parler pour lui.

Au château, on aura rendez-vous avec l'architecte. Tout de noir vêtu, l'œil jamais rassuré, Borek Sipek y a, plus que tout autre, ses entrées. En l'absence de Vaclav Havel, il obtient de nous laisser voir comment il a aménagé le bureau du président. Celui-ci était embarrassé par un don d'Helmut Kohl à la jeune République tchèque, des fauteuils en cuir très noir et des tables assorties. Sombre, sombre... pour un ancien prisonnier. Le cadeau a changé de pièce, et Vaclav Havel peut travailler dans des tonalités apaisantes. A Prague, le château est une ville au-dessus de la ville, une succession de palais, où Borek Sipek, prenant la suite lointaine de l'admirable décor moderniste dû à Plecnik, réalise depuis dix ans une rénovation par étapes. Il réaménage les salles du musée et ajoute, dans la cour, des portiques et des détails de ferronnerie en bronze, inspirés d'une mythologie adoucie. « *Le symbole officiel est un lion, comme je le voulais moins solennel, j'ai choisi de sculpter un léopard...* »

Le président et le designer se sont retrouvés à Paris, le 16 juillet, à l'ouverture de l'exubérante exposition de sièges, de mobilier et de pièces en verre, qui marque une des étapes de la saison culturelle Bohemia Magica. Vaclav Havel avait déjeuné à l'Elysée, il s'envolait le soir pour Avignon, où un hommage allait lui être dédié – auquel un accident de santé l'a finalement empêché d'assister. Pour rien au monde, il n'aurait manqué d'aller saluer son architecte préféré, dont il a pris plaisir à souligner la « folie ». Une folie du dessin, en tout cas, une aptitude à inclure le mouvement dans la forme, à suggérer un

BIOGRAPHIE

► 1949

Naissance à Prague.

► 1968-1979

Etudes d'architecture à Hambourg, Stuttgart (Allemagne) et Delft (Pays-Bas).

► 1992

Début de la restauration du château de Prague à la demande du président de la République, Vaclav Havel.

► 1998

Professeur à l'Institut du design à Vienne.

basculement, une incertitude. On peut trouver les racines de cette esthétique dans le baroque d'Europe centrale et les traditions des verriers de Bohême, mais elle a sans doute un lien plus intime avec l'intranquillité dont Borek Sipek, quand il donne des indications sur son cheminement, semble ne s'être jamais complètement guéri.

Le début de l'aventure n'est pas très gai, comme tout ce qui touche à la vie d'un jeune Pragois qui aurait dix-neuf ans en 1968, après la répression du « printemps » démocratique. Que faire ? Partir. La sœur aînée est en Allemagne. Ce sera l'Allemagne. Une école d'art à Hambourg, de la philosophie à Stuttgart. Mais c'est à Delft, aux Pays-Bas, que Borek Sipek décroche, en 1979, son diplôme d'architecte, et à Amsterdam qu'il fonde sa première agence, plus attiré par les libertaires bataves que par la « société de masse » qu'il a trouvée en Allemagne.

UN REGARD VERS L'ITALIE

C'est vers l'Italie, Milan, le groupe Memphis, Ettore Sottsass, que Borek Sipek le jeune tourne les yeux. « *Dans les années 1980, on s'est tous bien amusés. Maintenant, il faut penser d'abord.* » Il est là, devant une simple planche, encombrée de papiers, de maquettes, d'échantillons, de tasses à café.

L'endroit est vaste comme un hangar à avions, c'est une sorte de préau où quelques collaborateurs travaillent, non loin de l'ancien stade olympique, abandonné, de la capitale tchèque. Bohême avec ordinateurs. « *Oui, j'ai beaucoup voyagé* », admet Borek Sipek. L'Inde, le Japon, dont il admire « *le minimalisme, bien plus profond et sincère que le nôtre.* » A propos de cette mode du presque-rien qui s'est imposée dans le design, il avait noté : « *C'est vrai, on ne peut pas dire que je sois un minimaliste... Mais je crois que cette tendance ne durera pas. Les belles choses ne peuvent pas être minimalistes. Trop facile à copier. Trop anonyme.* »

Comment retenir ce feu follet, toujours sur le départ, vers un autre projet, ou vers le seul lieu qui l'attire durablement, ces fours de verriers qu'il a redécouverts en 1982 dans le village de Lindava, près de Novy Bor, et où il a fondé en 1991, avec Petr Novotny et Libor Fafala, l'atelier Ajeto (qui veut dire en tchèque : « c'est fait », quelque chose comme « et voilà le travail ! »). Courage, encore une question. « *Mon travail consiste à me souvenir de situations, ou de sensations, et à les exprimer. En voyage, ou ailleurs, je récolte des images, beaucoup d'images. Mais je ne manie pas des éléments épars, je n'aime pas les collages, je préfère la fusion. Prendre un risque à cha-*

que fois, construire quelque chose de neuf. »

On approche du mystère. « *Avec le verre, les choses arrivent d'elles-mêmes, il y a une part d'aventure, les formes adviennent. Mon rôle est de dire stop, on y est, c'est le moment, on arrête là.* » On devine la force d'attraction de cette fournaise-là, embrasée par les repas en commun, les soirées à la campagne, le feu et le vin. Ça, il ne le dit pas.

Traité ou matière ? « *C'est toujours le dessin qui vient en premier. Ensuite nous choisissons les matières.* » La couleur ? « *La couleur aide à dire la sensation, à capter la lumière, à souligner les formes. Un arbre en fleurs, au printemps, ce n'est plus le même arbre.* »

Et, pour dérouter un peu plus, au-delà de la folie des formes, de l'éclat des couleurs, une confiance sur Prague. Un ton plus bas : « *Il y a, je le sais, une sorte de sentimentalisme, de mélancolie dans ce que je fais. C'est comme une journée d'automne, avec une pluie fine et un peu de brume, et vous marchez, et, tout en marchant, vous pourriez pleurer. Prague, pour moi, c'est ça.* »

Michèle Champenois

Exposition Borek Sipek. Centre tchèque, 18, rue Bonaparte. Paris-6^e. Tél. : 01-53-73-00-22. Jusqu'au 31 août.



PHILIPPE CHANCEL

LES GENS DU MONDE

■ L'actrice américaine Susan Sarandon, 55 ans, s'est vu attribuer lundi 5 août une étoile sur le trottoir d'Hollywood Boulevard devant 600 personnes rassemblées pour l'occasion. « *Je me sens honorée et émue* », a lancé celle qui est connue notamment pour son rôle de Louise dans le road movie *Thelma et Louise*. L'étoile de Susan Sarandon, incrustée dans le marbre noir du trottoir à côté de celle de Whoopi Goldberg, se trouve en face du Théâtre Kodak, nouvel auditorium accueillant les cérémonies des Oscars. Susan Sarandon, qui a obtenu un Oscar en 1996 pour *La Dernière Marche*, était notamment accompagnée de son compagnon, l'acteur et réalisateur Tim Robbins, et de leurs trois enfants. « *Que son étoile brille éternellement* », a souhaité Tim Robbins.

■ Le réalisateur Terry Gilliam (*Brazil, L'Armée des douze singes*) est en pourparlers avec la Warner pour diriger une nouvelle adaptation des aventures de Scaramouche, héros de cape et d'épée, portées à de multiples reprises à l'écran et se déroulent au début de la Révolution française. Le personnage créé par le romancier Rafael Sabatini en 1921 a été incarné dès 1923 par la vedette du muet Ramon Navarro, et ultérieurement par Stewart Granger. L'ancien Monty Python n'a pas terminé de film depuis 1998 et *Las Vegas Parano*. Son dernier projet, *L'Homme qui tua Don Quichotte*, a été abandonné en 2000 en raison de problèmes de santé de son interprète, Jean Rochefort.

■ La censure égyptienne et la prestigieuse université caïrote d'Al-Azhar ont interdit le tournage d'un film mettant en scène une relation amoureuse entre un démon et une femme. Le centre de recherches islamiques d'Al-Azhar, qui exerce une grande autorité sur l'islam sunnite, a estimé que le film *Les Ombres cachées* « viole la loi islamique ». La directrice de la censure, Fawzyia Méhémi, a ainsi justifié le recours aux avis du centre d'Al-Azhar : « *Le scénario traite de questions qui ont rapport avec le monde des démons et d'éventuelles relations entre un démon et une femme, ce qui nécessite un avis religieux.* »

■ Le plus grand tag du monde, qui s'étend sur treize étages d'un immeuble de Hambourg (nord de l'Allemagne), devait être officiellement inauguré mardi 6 août. Il mesure 43 mètres de haut et dépasse de 5 mètres celui qui détenait le précédent record, également à Hambourg. Les deux jeunes tagueurs, Haris et Aimal Jahed, de leur nom d'artiste Fusion et Nulon, souhaitent que leur œuvre, qui représente des scènes de la ville de Hambourg, soit inscrite dans le Livre des records. Ils ont réalisé leur tag en quatre-vingt jours, à l'aide de 1 500 bombes de peinture. L'exécution de cette fresque a coûté environ 23 000 euros.

TÉLÉVISION

Les regards de Jacques Villeret

Derrière son regard d'enfant se cachent de profondes angoisses. Et derrière le physique rondouillard et rassurant se dissimule un homme attachant dont le talent séduit les foules. Timide, lunaire, pessimiste, lucide ? Jacques Villeret est surtout un immense acteur. Sur scène ou devant la caméra, du comique au tragique, rien ne lui est étranger, et la tendresse reste son arme fatale. La soirée que lui consacre Paris Première débute, à 21 heures, par la diffusion de *George Dandin*, film réalisé en 1996 par Jean-Claude Brialy. Dans ce qui est considéré comme l'œuvre la plus noire de Molière, le talent de Villeret éclate au grand jour.

A partir de 22 h 10, la chaîne câblée diffuse un « Recto verso » datant de l'année dernière. Face à Paul Amar, Villeret retrace son parcours, évoque ses félures, ses doutes, ses espoirs. La formidable humanité de cet acteur capable, d'un simple regard, de faire chavirer les cœurs, fait mouche. De Nathalie Baye à André Dussolier, tous soulignent leur profond attachement à l'acteur. « *Le mot bonheur m'a toujours amusé. On passe de bons moments mais le bonheur reste une quête, je pense être une personne pas très gaie, mais j'ai de la folie et l'obsession du rire pour échapper à tout cela...* », déclare-t-il avant d'ajouter : « *Le plaisir est dans le travail, et être heureux est un art de vivre* » — A. Ct

Soirée Jacques Villeret, jeudi 8 août, 21 h 00, Paris Première.

RADIO

JEUDE 8 AOÛT

► Un livre dans ma valise

7 h 40, RTL

Avec Georges Pelecanos, auteur du livre *Blanc comme neige*.

► Thèmes et variations

14 h 00, Radio classique

Rome et la musique à la fin du XIX^e siècle. A son arrivée dans la ville en 1858, Bizet écrivait : « *Le mauvais goût empoisonne l'Italie*. Rossini,

Mozart, Weber, Paer, Cimarosa sont, ici, inconnus, méprisés ou oubliés. C'est triste ! »

► Festival de La Roque-d'Anthéron

21 h 30, France Musiques

En direct du château de Florans. Avec Nikolai Lugansky interprète Mozart, Beethoven, Brahms...

► Night and Day

22 h 06, France Inter

En direct de Jazz in Marciac, avec Dee Dee Bridgewater et Brad Meldhau.

JEUDE 8 AOÛT

► Avant la guerre

9 h 45, France 5

Mars 1998, la guerre du Kosovo voit s'affronter les Kosovars, en quête d'indépendance, et les Serbes. Des délégations diplomatiques se mobilisent pour tenter de trouver un compromis. Alimenté de nombreux témoignages des acteurs de ce conflit (Bill Clinton, Javier Solana, Hubert Védrine, Boris Eltsine, Slobodan Milosevic), ce documentaire permet de découvrir les tractations secrètes menées en coulisses.

► Sables brûlants

11 h 10, France 5

Située en Mauritanie, Chinguetti était autrefois une importante ville marchande. Aujourd'hui, le sable l'envahit et les scientifiques cherchent les moyens de sauver cette ville. Un chercheur a mis au point un procédé pour retrouver de l'eau fossilisée grâce à une technologie récente.

► Les Trois Mousquetaires

14 h 30, CineClassics

Film à épisodes d'Henri Diamant-Berger datant de 1921. Avec Aimé-Simon Girard (d'Artagnan), Charles Martinelli (Porthos), Henri Rollan (Athos), Pierre de Guingand (Aramis).

► Jimi Hendrix : Experience

17 h 50, Canal Jimmy

Première diffusion en France de ce

documentaire de Peter Neal datant de 1967. Un portrait musical du mythique guitariste, filmé à Londres et New York.

► Champions d'Europe d'athlétisme

18 h 10, France 2

En direct de Munich avec les demi-finales du 400 m haies hommes et la finale du 1 500 m hommes.

► La folie MS 13

20 h 15, Arte

Au Honduras et au Salvador, l'organisation Mara Salvatrucha 13, regroupant 30 000 jeunes gens, sème la terreur. Pour en faire partie, la nouvelle recrue se fait passer à tabac pendant treize secondes avant d'être tatouée. Un reportage de 26 minutes signé Stephan Rocker.

► Kill me again

20 h 45, Canal Jimmy

Film de John Dahl avec Val Kilmer. Un thriller bien ficelé, Grand Prix du Festival de Cognac en 1990.

► Pavillon noir

20 h 45, CineClassics

Film de Franck Borzage (1945) avec Paul Henreid et Maureen O'Hara. L'amour et l'aventure sont au rendez-vous de ce film de pirates très hollywoodien, aux décors et aux costumes splendides.

► Les Initiés

20 h 45, Canal+

Gagner son premier million de dollars en quelques semaines, c'est tentant... Ce film de Ben Younger a obtenu le Prix spécial du jury au Festival du film américain de Deauville en 2000.

► Géographie de la peur

20 h 45, Arte

Un polar finlandais original. Le cadavre d'un homme a été retrouvé dans le port d'Helsinki. Oili Lyyra, médecin légiste, et son amant, Eero Harakka, agent de la police judiciaire, enquêtent sur l'affaire...

► Faites entrer l'accusé

20 h 55, France 2

Un document d'Agnès Grossman, Bernard Faroux et Christian Génin consacré à Omar Raddad.

► Les Tribulations d'un Chinois en Chine

22 h 10, M6

À NOS ABONNÉS

Pour vos changements d'adresse

durant vos vacances

par Internet

www.lemonde.fr

(rubrique « le quotidien/abonnements »)

ou par téléphone

0825 022 021

(0,15 € TTC/min)

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 7 AOÛT

TF1

16.25 Dingue de toi La boîte de Pandore. Série **17.05** Melrose Place Secrets et serments. Série **17.55** Sous le soleil Une journée en enfer. Série **18.55** Qui veut gagner des millions ? **20.00** Journal, Météo.



20.55 SAGAS Les héritiers. Magazine présenté par Stéphane Bern. Au sommaire : David Halliday ; Kathie Ford ; Jean-Marie Périer ; Laïla Ali ; Dominic Dormeuil ; Caroline d'Hôtel-Dunegre ; Martina Hingis ; Arielle Dombasle ; Laudomia Pucci ; Le marquis Charles-André de Brissac. 4329200

22.45 LES GRANDS MOMENTS DE « VIS MA VIE » Magazine présenté par Laurence Ferrari. Au sommaire : ...d'animateur de vacances ; ...de Marc Veyrat ; ...de luxe dans la jet-set ; etc. 8835804

0.20 Le Maillon faible **1.20** Les Grands Destins du XX^e siècle Les acteurs de Yalta : Roosevelt **2.10** Reportages **2.40** Et 3.55 Histoires nouvelles **3.30** Nul ne revient sur ses pas Feuilleton **4.50** Musique (35 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

15.50 Tondelayo ■ Richard Thorpe (Etats-Unis, 1942, N., v.o., 90 min) **CineClassics**
17.35 L'Orchidée noire ■ Martin Ritt (Italie - Etats-Unis, 1959, N., 110 min) **Cinétoilette**
18.25 Das Hofkonzert ■ Detlef Sierck (Allemagne, 1936, N., v.o., 80 min) **CineClassics**
20.45 No Nukes ■ Daniel Goldberg, Anthony Potenza et Julian Schlossberg (EU, 1980, v.o., 115 min). **TCM**
20.45 Le Tailleur de pendu ■ Frank Borzage (Etats-Unis, 1949, N., v.o., 90 min) **CineClassics**
21.00 Retour à Howards End ■ James Ivory. Avec Vanessa Redgrave, Helena Bonham Carter et Joseph Bennett (GB, 1992, v.m., 140 min) **CineCinemas 2**
22.15 Dans les faubourgs de la ville ■ Carlo Lizzani (Italie, 1952, N., v.o., 90 min) **CineClassics**
22.35 Dead Again ■ Kenneth Branagh (Etats-Unis, 1994, 110 min) **RTL 9**
22.45 Des feux mal éteints ■ Serge Moati (France, 1994, 95 min) **TPS Star**
23.20 Jonas et Lila, à demain ■ Alain Tanner (Fr. - Sui., 1999, 115 min) **CineCinemas 2**
0.10 Salut les cousins ■ Gene Nelson (Etats-Unis, 1962, 90 min). **TCM**
1.25 Shandurai ■ Bernardo Bertolucci (Italie, 1998, v.m., 95 min) **CineCinemas 3**

FRANCE 2

16.25 Un livre **16.30** Le Numéro gagnant **17.00** Jesse Jalousie. Série **17.25** Athlétisme Championnats d'Europe **19.50** Histoires formidables par Stéphane Peyron Magazine **19.55** Objectif Terre **20.00** Journal, Météo.



20.55 SAUVETAGE Momentanément aveugle 7287620. Grain de sable 8518755. Série. Avec Pascale Rocard, Maxime Leroux, Xavier Thiam. **Dans Momentanément aveugle, un sauvetage périlleux permet à l'un des membres de l'équipe de se mettre en valeur et de faire montre de qualités insoupçonnées.**

22.45 LA DOUZIÈME NUIT DES ÉTOILES Magazine présenté par Laurent Broomhead. Au sommaire : Le ciel avec des yeux d'enfants ; Le ciel, miroir des hommes ; Mes étoiles « stars » ; etc. 8108842

0.45 Journal de la nuit, Météo **1.0** Les Marchands de gloire Pièce en 4 actes de Paul Nivoix, Marcel Pagnol et Robert Trébor **3.25** Emissions religieuses **4.15** 24 heures d'info, Météo **4.40** Pyramide (30 min).

FRANCE 3

16.50 Côté vacances A Auch. Magazine **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'information **20.00** Tout le sport Magazine **20.05** Athlétisme Championnats d'Europe (2^e jour). A Munich (All.) **20.40** Météo.



20.50 DES RACINES ET DES AILES Magazine présenté par Patrick de Carolis. Au sommaire : Les savants de Bonaparte ; Essaouira, l'ensorceleuse ; Bruges, la vivante ; Les filles de Saint-Benoît ; Sur la route du sel. 653620

22.50 Météo **22.55** Soir 3

23.15 LES DOSSIERS DE L'ÉTÉ Soldat O. Documentaire. Paul Jenkins. Magazine présenté par Elise Lucet. 8147533

0.35 Mike Hammer Sur un air de rock'n'roll. Série **1.20** Capitaine Flam L'impossible exploit. Série **1.50** La Carte aux trésors Magazine. La Haute-Vienne : Le Limousin vu [6/10] **3.50** Côté vacances A Auch (95 min).

CANAL+

► *En clair jusqu'à 20.45* **18.35** Daria Brève rencontre. Série **19.00** Le Cours Florent **19.30** Journal **19.45** Le Zapping **19.55** Best of « Les Guignols de l'Info » **20.05** Burger Quiz **20.45** Le Journal des sorties.



21.00 SWEET NOVEMBER Film. Pat O'Connor. Avec Keanu Reeves, Charlize Theron, Jason Isaacs, Greg Gorman, Liam Aiken. *Drame* (EU, 2001) **6144552**
Un cadre dynamique et cynique tombe amoureux d'une jeune fille insouciance, mais qui cache un secret. Mélo manufacturé sans scrupule ni imagination.

22.55 FRÉQUENCE INTERDITE ■■ Film. Gregory Hoblit. Avec Dennis Quaid, Jim Caviezel, Shawn Doyle, Elizabeth Mitchell. *Suspense* (EU, 2000, v.o.) **167804**

0.50 Spin City Le vote du troisième âge **1.10** Downtown Série **1.30** Midnight + **2.25** Du côté des filles... Film. Françoise Decaux. *Comédie dramatique* (Fr., 1999) **3.55** Surprises **4.10** Björk en concert (60 min).

FRANCE 5 / ARTE

16.00 La Furie des cieus Documentaire **16.45** Célébrations Les Indiens de Colombie **17.30** 100 % Question **18.05** Les Nettoyeurs de la savane Documentaire **19.00** Connaissance **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage.



20.45 LES MERCREDIS DE L'HISTOIRE Chercheurs pour la guerre. La science au service de la guerre [3/3] : Missiles nucléaires, la mort en high-tech. Marcus Kiggell (GB, 2000). Documentaire. Magazine présenté par Alexandre Adler. 9491007

21.35 MUSICA Musiques tziganes, une histoire de famille. Portrait de Schnuckenack Reinhardt. Andreas Ohler (Allemagne, 2000). Documentaire. 8287200

22.55 Un homme comme E.V.A. ■■ Film. R. Gabrea. *Comédie dramatique* (All., 1984, v.o.) **748262** **0.25** Why Are You Creative ? I. Rossellini **0.30** Cotton Club ■■ Film. F. Ford Coppola. *Chronique* (EU, 1984, v.o.). (125 min).

M6

17.50 Le Clown 60 minutes. Série **18.50** Sydney Fox, l'aventurière Le dernier solstice **19.45** et **20.40** Caméra café Série **19.50** Le Bar des frappés **19.54** Le Six minutes, Météo **20.05** Notre belle famille Recyclage. Série.



20.50 RETOUR DE FLAMME Téléfilm. Diane Bertrand. Avec Isabelle Bouchemaa, Julien Boisselier, Camille Japy, Francis Renaud, Scali Delpeyrat (Fr., 2001) **217113**
Une jeune femme, qui s'est séparée de son compagnon, retrouve par hasard un amour de jeunesse qui l'entraîne dans une relation passionnelle.

22.35 ALLY McBEAL Un cœur trop grand 8921939. Rêve ou réalité 13804. Série. Avec Calista Flockhart, Dylan McDermott, Peter MacNicol, Lisa Nicole Carson, Gil Bellows **9**.

0.20 Sexe et amour au XXI^e siècle Travaux pratiques. Série **0.144** Météo **1.45** 80 à l'heure Magazine **2.35** M6 Music / Les Nuits de M6 Emission musicale (385 min).

RADIO

FRANCE-CULTURE

20.30 Musiques. Présenté par P. Guyotat. **21.00** Forum de l'écrit. **22.00** Journal. **22.10** Morts pour les Malouines. **22.30** Suites indiennes. **0.00** Du jour au lendemain. Ariane Dreyfus.

FRANCE-MUSIQUES

18.07 Sur tous les tons. En direct. 22^e Festival international de piano de La Roque-d'Anthéron. 20.00 Donné le 28 juillet, dir. Zoltan Kocsis : Œuvres de Mozart. 21.30 Donné le 2 août. Œuvres de R. Schumann, Chopin et Villa-Lobos. Rediffusion. **23.00** Soirée privée.

RADIO CLASSIQUE

20.00 Les Rendez-Vous du soir. Œuvres de Woeffl, Vanhal et Kozeluh. **20.40** Arminio. Opéra de Haendel. Par Il Compiesso Barocco, dir. Alan Curtis, Vivica Genaux (Arminio), M. Custer (Ramise). **23.10** Les Rendez-Vous du soir (suite). Œuvres de Ravel, Debussy et Poulenec. **0.00** Les Nuits de Radio Classique.

MAGAZINES

14.15 Des racines et des ailes. Cuba dans tous ses états. Italie, la magie des lacs. Barcelone, la folie Gaudi. Palm Springs : Rêves de star. **TV 5**
14.40 Ecolo mag. La nature comme thérapie. Invitée : Christine Janin. **LCI**
16.30 L'Actor's Studio. Invité : Andy Garcia. **Paris Première**
17.10 Carnets de jour. Gérard Jugnot et Guy Savoy. **Match TV**
17.20 Les Lumières du music-hall. Johnny Halliday. **Duke Ellington**
18.15 Thalassa. Voyages autour de la mer. **Australie**. **TV 5**
Brazil. Chine. **TV 5**
19.00 Explorer. Les mystères de l'Antiquité. Les bâtisseurs des pyramides de Gizeh. Les rites mortuaires des Mayas. Les traces énigmatiques apparaissant dans les champs cultivés. **National Geographic**
19.00 Chacun son monde : le sens du voyage, le voyage des sens. Invitée : Ysabelle Lacamp. **Voyage**
19.00 Rive droite, rive gauche. Invités : Enrico Macias ; Alice Kaplan. **Paris Première**
20.15 Strip-tease. La clef des champs. Nénese fait du fooin. Le laboureur et ses enfants. La soucoupe et le perroquet. **RTBF 1**
21.05 Pulsations. Les troubles de la croissance : au-delà des centimètres. **TV 5**
0.35 Courts particuliers. Invité : Sergi Lopez. **Paris Première**

DOCUMENTAIRES

19.35 Action Heroes. James Bond. **TPS Star**
20.00 L'Expédition d'Égypte. [1/2]. Des savants et des canons. **Voyage**
20.00 La Sciences de l'amour. **National Geographic**
20.15 Les Trésors de la Terre. [1/12]. **Planète**
20.20 A la découverte des récifs sous-marins. [4/7]. Les épaves de la mer Rouge. **Odyssee**
20.25 Hollywood Stories. [1/2]. **Paris Première**
20.30 Les Grandes Batailles. Les conquêtes normandes. **La Chaîne Histoire**
21.00 Du saumon pour Don Corleone. L'Autriche. **Voyage**
21.00 Pologne, au nom de Solidarité. [3/4]. **Histoire**
21.00 Terre extrême. Avalanche, la mort blanche. **National Geographic**
21.25 Civilisations. L'Odyssee de Troie. **La Chaîne Histoire**
21.35 La Quête des origines. [13/13]. **Planète**
22.00 Survivre à Shanghai. **Histoire**
22.00 Les Chasseurs des océans. Southwold, naufrage à Malte. **National Geographic**
22.10 Biographie. Harry Truman. **La Chaîne Histoire**
22.30 La Cinquième Dimension : Plongée avec les chercheurs aventureurs. Les chanteurs de l'océan. **Voyage**
23.00 Tombeaux anciens, ce que les morts nous disent. **National Geographic**
23.20 L'Écumé des villes. Kinshasa. **Paris Première**

SPORTS EN DIRECT

17.00 Tennis. Masters Series. Tournoi messieurs de Cincinnati (Ohio, 3^e jour). **Pathé Sport**

MUSIQUE

21.00 Flaneries musicales de Reims. En 2002. Avec Cédric Tiberghien (piano), Guillaume Sutre (violin), Miguel Da Silva (alto), Bruno Fontaine (piano). **Mezzo**
23.30 Jazz à Vienne 2000. Avec Jon Faddis, Randy Brecker, Lew Solof, Terrell Stafford, Cedar Walton, Peter Washington, Muhammad Idris, etc. **Mezzo**

TÉLÉFILMS

20.50 Scarlett. John Erman. [1 et 2/4]. **TF 6**
22.20 Meurtre en musique. Gabriel Pelletier. **Festival**
22.30 Clarissa. Jacques Deray. **TV 5**

SÉRIES

20.45 Star Trek, Deep Space Nine. Tribunal **13**. Les **Canal Jimmy**
20.45 Les Chemins de l'étrange. Des voix dans la tête. **13th RUE**
22.25 Star Trek, la nouvelle génération. Double personnalité **Canal Jimmy**
23.15 That 70's Show. Vanstock (v.o.) **Canal Jimmy**
0.05 Les Soprano. La valse des mensonges **Canal Jimmy**

JEUDI 8 AOÛT

TF1

13.00 Journal, Météo **13.50** Les Feux de l'amour Feuilleton **14.40** Les oiseaux se cachent pour mourir Téléfilm. Daryl Duke. Avec Richard Chamberlain (EU, 1982) **16.25** Dingue de toi Retour de soirée. Série **17.05** Melrose Place Un coup de feu dans la nuit. Série **17.55** Sous le soleil Dernier tour **18.55** Qui veut gagner des millions ? **20.00** Journal, Météo.



20.55 COMMISSAIRE MOULIN, POLICE JUDICIAIRE 36, quai des ombres. Série. Avec Yves Rénier, Clément Michu, Francis Lax, Olivier Marchal. 9226953
Le commissaire Moulin tente de laver de tout soupçon son collègue et meilleur ami décédé en opération, accusé de corruption par ses supérieurs.

22.35 LES DESSOUS DE L'ÉCRAN Téléfilm. Graeme Campbell. Avec Yasmine Bleeth, Veronica Hamel, Peter Scolaris, Brenda Devine, Jenny Lewis (EU, 1996) **3959040**
Une jeune reporter tout juste arrivée à New York trouve un emploi au sein d'un célèbre talk-show et surprend par le ton de ses émissions.

0.10 Koh-Lanta Episode n°6.

1.20 Les Grands Destins du XX^e siècle Les acteurs de Yalta : Churchill **2.15** Reportages Au feu les pompiers **2.40** Et 3.55 Histoires naturelles **3.30** Nul ne revient sur ses pas Feuilleton **4.50** Musique (10 min).

CÂBLE ET SATELLITE

FILMS

14.05 Rats & Rabbits ■■ Lewis Furey (France - Canada, 1999, 90 min) **TPS Star**
14.35 Les Voleurs ■■ André Téchiné (France, 1996, 115 min) **CineCinemas 1**
14.40 Mima ■■ Philomène Esposito (France, 1990, 80 min) **Cinéstar 1**
15.40 La Baby-Sitter ■■ René Clément (France - Italie, 1975, v.o., 110 min) **Cinéstar 1**
16.00 37^e 2 le matin (version longue) ■■ Jean-Jacques Beineix (Fr., 1991, 180 min) **Cinéstar 1**
17.15 Le Hussard sur le toit ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1995, 125 min) **TPS Star**
18.05 Tout feu, tout flamme ■■ Jean-Paul Rappeneau (France, 1981, 105 min) **CineCinemas 3**
19.00 La Dernière Chasse ■■ Richard Brooks (Etats-Unis, 1956, 105 min). **TCM**
19.25 Des feux mal éteints ■■ Serge Moati (France, 1994, 95 min) **Cinéstar 2**
20.30 Fréquence interdite ■■ Gregory Hoblit (Etats-Unis, 2000, v.m., 110 min) **Canal + Vert**
20.50 Les Européens ■■ James Ivory (Etats-Unis - Grande-Bretagne, 1979, 95 min). **Téva**
21.00 Mima ■■ Philomène Esposito (France, 1990, 80 min) **Cinéstar 2**
22.30 Das Hofkonzert ■■ Detlef Sierck (Allemagne, 1936, N., v.o., 80 min) **CineClassics**
0.05 Billy Jack ■■ Tom Laughlin et Frank Laughlin (Etats-Unis, 1971, v.o., 115 min). **TCM**

FRANCE 2

13.00 Journal, Météo **13.45** Inspecteur Morse Livraison rapide [1 et 2/2]. Série **15.35** La vie est à nous **15.40** L'Enquêteur Pour les yeux de Yolanda. Série **16.25** Un livre **16.30** Le Numéro gagnant **17.00** Jesse Les points de rupture. Série **17.20** Hartley, cœurs à vif Série **18.10** Athlétisme Championnats d'Europe (3^e jour). A Munich **20.00** Journal, Météo **20.48** Point route Magazine.



20.55 FAITES ENTRER L'ACCUSÉ Omar Raddad, l'assassin désigné. Documentaire. Agnès Grossman, Bernard Faroux et Christian Gerin. Documentaire. Magazine présenté par Christophe Hondelatte. 9221408

22.30 COMME ON S'AIME Les derniers tabous. Magazine présenté par Gaël Leforestier. Invités : Marianne James, Mélanie Coste et Laurent Ruquier. Au sommaire : L'évolution de l'image à la télévision ; Bisexualité et homosexualité féminine ; Les transsexuels ; Le porno sort du ghetto ; Mon intimité sur la place publique. 51576
0.00 Journal de la nuit, Météo **0.20** Millennium Antipas. Série **5702644**.

1.05 Eurocops Opération réussie **1.55** Vingt ans... à Moscou Documentaire **2.50** D'hôtels en cabanes **3.35** 24 heures d'info, Météo **3.55** L'Enquêteur Lydia, médecin. De son propre chef. Série **9** (105 min).

FRANCE 3

13.25 C'est mon choix Magazine **14.25** Drôles de dames Un tueur à gages sur l'île. Série **15.15** Masada Téléfilm. Boris Sagal. Avec Peter O'Toole, Peter Strauss (EU, 1981) **16.50** Côté vacances A Auch. Magazine **18.25** Questions pour un champion **18.55** Le 19-20 de l'information **20.00** Athlétisme Championnats d'Europe (3^e jour). A Munich **20.15** Tout le sport Magazine **20.45** Météo.



20.55 LE PIQUE-NIQUE DE LULU KREUTZ Film. Didier Martiny. Avec Philippe Lavant, Niels Arestrup, Carole Bouquet, Stéphane Audran, Michel Aumont. *Comédie dramatique* (Fr., 2000) **9211021**
Le déjeunier d'un groupe de personnalités chics. Un mélange de prose et de mots d'auteur. **22.35** Météo **22.40** Soir 3.

23.05 LES NANAS Film. Annick Lanoë. Avec Marie-France Pisier, Dominique Lavanant, Anémone, Macha Méril, Juliette Binoche. *Comédie* (Fr., 1984) **1619427**
Les diverses mésaventures amoureuses d'un groupe de copines. Un portrait de groupe qui s'amuse (involontairement ?) des clichés sociaux.

0.30 Le Défi des Tembé Documentaire 2177828 **1.25** Capitaine Flam A la recherche de calcium 6866996 **1.55** Soir 3 **2.20** Des racines et des ailes Magazine 74720373 **4.15** Côté vacances A Auch. Magazine (100 min).

CANAL+

14.30 Le Journal des sorties **14.40** Voyance et manigance Film. Eric Fourniols. *Comédie* (Fr., 2000) **16.15** La Famille Guérin Série **16.45** Un ange Film. Miguel Courtois. Avec Richard Berry. *Policier* (Fr., 2001) ► *En clair jusqu'à 20.05*
18.45 Daria tomate rouge. Série **19.05** Le Cours Florent **19.30** Journal **19.45** Le Zapping **19.55** Best of « Les Guignols de l'Info » **20.05** Burger Quiz.



20.45 LES INITIÉS Film. Ben Younger. Avec Giovanni Ribisi, Vin Diesel, Nia Long, Nicky Katt, Scott Caan. *Suspense* (Etats-Unis, 2000) **723595**
Un jeune courtier en bourse découvre que la société qui l'a engagé escroque les honnêtes gens. Itinéraire moral convenu.

22.40 MON PÈRE Film. José Giovanni. Avec Bruno Cremer, Vincent Lecœur, Rufus, Michelle Goddet, Nicolas Abraham. *Drame* (France, 2001) **6372205**
Un épisode de la vie du cinéaste dont le père se battit pour le faire sortir de prison. Une reconstitution un peu figée.

0.30 Spin City Série **0.50** Downtown Série **1.15** Surprises.

1.25 L'Homme des foules Film. John Lvoff. *Drame* (Fr. - Port., 2000) **0.255** On appelle ça... le printemps ■■ Film. Hervé Le Roux. Avec M. Canto, M. Cupaiolo. *Comédie de mœurs* (Fr., 2001) **23591354** (105 min).

FRANCE 5 / ARTE

13.45 Le Journal de la santé **14.05** Les Étoiles du cinéma Ralph Fiennes **14.35** Maroni, les hommes du fleuve Documentaire **15.35** Clint Eastwood Documentaire **16.35** Des bateaux et des hommes Cargo vagabond. Documentaire **17.30** 100 % Question **18.05** Abeilles géantes de l'Assam Documentaire **19.00** Voyages, voyages île de La Réunion **19.45** Arte info, Météo **20.15** Reportage.



20.40 PREMIÈRE SÉANCE - GÉOGRAPHIE DE LA PEUR Film. Auli Mantila. Avec Tanja Lahti, Rääkkä, Leela Klemola, Pertti Sveholm, Kari Sorvali, Anna-Eliina Lyytikäinen. *Suspense* (Fin., 2000). 833311
Un médecin légiste mène une enquête sur une série d'assassinats. Un polar derrière lequel se dissimule un pamphlet contre le féminisme radical.

22.15 ET 0.45 THEMA - PROHIBITION Documentaire [1 et 2/2]. Edward Behr et Anthony Geffen (1997). 5116040
La prohibition dans le contexte historique, social et politique de l'Amérique des années folles.

23.15 Thema - Scarface ■■ Film. Howard Hawks. Avec Paul Muni, Ann Dvorak, George Raft. *Policier* (EU, 1932, N., v.o.) **1.40** Why Are You Creative ? Luciano Benetton **1.45** Une nuit au La Villette Jazz Festival 1999 (50 min).

M6

13.35 Une rencontre pour la vie Téléfilm. Robert Wise. Avec Peter Falk, Aaron Meeks (EU, 2000). **15.25** Les Anges du bonheur Série **16.15** M6 Music **16.55** 80 à l'heure Magazine **17.50** Le Clown Petite soirée. Série **18.50** Sydney Fox, l'aventurière Le culte de Kali. Série **19.45** et **20.40** Caméra café Série **19.50** Le Bar des frappés **19.54** Le Six minutes / Météo **20.05** Notre belle famille Série.



Provence, la lavande de la montagne de Lure



Emblème de la Provence, la lavande déploie ses rubans mauves au gré des champs cultivés, ou pousse, sauvage, en altitude. Sur la montagne de Lure, on peut encore rencontrer les derniers cueilleurs à l'ancienne. Profanes admirant les rangs violets striant le paysage dans une géométrie parfaite, sachez-le : il y a neuf chances sur dix pour que vous soyez en présence d'un champ de lavandin. Un produit hybride. Mais un ersatz d'un rendement cinq fois plus élevé que celui de la lavande « fine ». En marge de cette production industrielle, la montagne de Lure reste un des berceaux de la vraie lavande. Achetée à prix d'or par les parfumeurs de Grasse, elle est l'occasion d'un véritable jeu de piste, à la recherche des rares parcelles cultivées.

Et de découvrir un chapelet de bourgades intactes de Haute-Provence. Pour commencer une visite au Musée-conservatoire ethnologique de Haute-Provence, à Mane près de Forcalquier s'impose, pour comprendre les relations nouées entre les habitants de la région et leur environnement végétal. Se diriger ensui-

te vers Banon, Revest-du-Bion, Redortiers ou Le Contadour, en sachant que la lavande naturelle pousse difficilement en dessous de 900 mètres. Pendant les mois d'été, il serait surprenant que des petits panaches de fumée n'attirent pas le regard des randonneurs. Des distilleries secrètent le nectar aux effluves étourdissants. Arrivé à Saint-Etienne-les-Orgues, il reste à arpenter la montagne de Lure pour cueillir cette manne divine. L'association Les routes de la lavande édite un guide d'itinéraires-découvertes et propose des randonnées de la Durance au sommet de Lure, où l'on dénombre plus de 1 600 espèces de plantes sauvages.

Au détour d'un chemin, pistant avec la fièvre du chercheur d'or une antique « badassière », terre délaissée des parcours d'élevage où s'épanouissent les touffes aromatiques, peut-être croise-t-on enfin un des derniers cueilleurs « à la main », ultimes artisans de la lavande, la vraie, l'esprit déjà occupé par la mise en route de son « toupin », antique cuve à distiller...

Philippe Bourget
(Pays de Provence)

PRATIQUE

- **Renseignements** : office de tourisme de Saint-Etienne-les-Orgues, tél. : 04-92-73-02-57.
- **Accès** : en venant de Marseille sortie A 51 La Brillanne, puis direction les différents villages autour de Forcalquier, au pied de la montagne de Lure. Suivre par exemple la D 951, puis la D 950 au départ de Cruis jusqu'à Revest-du-Bion.
- **Adresses** : Musée-conservatoire de Haute-Provence, dans le prieuré de Salagon à Mane, tél. : 04-92-75-70-50. Association Routes de la lavande, tél. : 04-75-26-65-91.
- **Découvrir** : la cuisine du pays dans des haltes chaleureuses avec le label Bistrot de pays accordé à une quinzaine d'établissements, comme le Café du Nord à Limans, tél. : 04-92-73-07-48.

DOUARNENEZ (Finistère) de notre envoyée spéciale

Il n'y a plus de mystère Le Bris : la légende raconte qu'un jour de 1856, Jean-Marie, capitaine au cabotage, aurait réussi à décoller à bord de l'Albatros, une barque ailée de son invention, sur la plage de Tréfuntec, au fond de la baie de Douarnenez. Des témoins oculaires et une littérature abondante mais souvent fantaisiste ont contribué à forger cette gloire locale et le mythe du premier homme à avoir volé comme un oiseau sans le payer de sa vie. Pourtant, près de cent cinquante ans ont passé sans que l'on sache si le Douarneniste a vraiment volé ni comment.

Noël Le Hénaff, ancien marin et coauteur d'une somme remarquable sur les phares, a voulu vérifier sur pièces. Il contacte un voisin, Louis Féchant, qui exhume le brevet déposé par Le Bris en 1857. L'ingénieur à la retraite en parle à Guy Lacan, son ancien patron, polytechnicien, en retraite comme lui. Ce dernier se met au travail. Mille heures de cogitation pour comprendre huit lignes laconiques et quelques croquis, « même pas des plans, et en plus, bourrés de fautes ».

Guy Lacan retrouve d'abord la forme de l'aile, « munie de dix rémiges, comme celle des oiseaux de mer » et « creuse comme un sac ». Puis le système de pilotage qui actionne ces ailes de 5 mètres de long chacune. Ce sont des « leviers », sorte de poignées de rames, reliées par de longs ressorts en fer à une rotule fixant l'aile à la nacelle. Ils permettaient de piloter l'engin sans avoir à tirer comme un galérien sur les « rames » pour actionner les ailes. Guy Lacan comprend aussi avec émerveillement que ces leviers font varier l'incidence des ailes – leur prise au vent – mais aussi leur dièdre – l'angle des ailes dans un plan vertical – et leur flèche – l'angle des ailes dans un plan horizontal. La nef de 7,5 mètres de long a donc pu décoller, avec un vent de 35 km/h, tirée par un cheval à la même vitesse, puis s'élever à quelques dizaines de mètres « comme un cerf-volant » avant de glis-



La barque ailée de Le Bris s'était élevée à quelques dizaines de mètres.

ser « comme un planeur ». C'est là que Le Bris a failli s'écraser.

« Comme les oiseaux, la barque ne peut garder son équilibre qu'en contrôlant constamment, par de petits mouvements, sa trajectoire. Le Bris n'a donc pas pu lâcher les leviers. Or, ils étaient peu maniables, il a senti qu'il partait en vrille. Il s'est probablement mis debout, genoux fléchis et a contrôlé avec le poids de son corps, à gauche, quand tout partait à droite, à droite quand tout basculait à gauche, etc. D'après mes calculs, il est descendu à raison d'un mètre tous les cinq mètres et s'est donc posé sans trop de dégâts sur le sable », raconte Guy Lacan. Le poids du crochet, qui, selon les témoins de l'époque, retenait la barque par une longue corde a certainement contribué à équilibrer l'engin et à adoucir son atterrissage. « Il n'empêche, estime Guy Lacan, Le Bris a eu de la chance de s'en sortir sans entraînement. »

Douarnenez



L'ingénieur fait valider sa copie par un spécialiste qui recalcule toutes les dimensions selon les normes aéronautiques internationales en vigueur. Tout colle. Des élèves ingénieurs de l'Ecole supérieure du bois de Nantes, une classe du lycée professionnel de Plouhinec (Morbihan), un entoilier d'ailes d'avion lyonnais, coordonnés par Noël Le Hénaff, retroussent leurs manches au début de l'année. La barque à l'échelle est prête fin juillet pour le rassemblement des vieilles voiles de Douarnenez.

Elle fait forte impression. « Elle est très belle, très pure, sans haubans qui traînent partout », souligne Guy Lacan. « C'est un rêve, c'est du Jules Verne, du Léonard de Vinci ! », s'enthousiasme Noël Le Hénaff.

Il précise avec gourmandise : « La structure de la nacelle et les rémiges sont en frêne, courbé à l'étau comme on le pratiquait autrefois sur les chantiers navals. Pour les ailes, on a un peu triché en utilisant un tissu high-tech, mais il a été travaillé pour avoir l'apparence de la soie. » Instable comme l'original, elle n'a malheureusement pas survolé les festivaliers ; pas de pilote suicidaire pour monter à son bord ! Mais le Salon aéronautique de Nantes, début septembre, un autre aux Etats-Unis au printemps 2003, s'arrachent déjà cette copie conforme du premier aéroplane.

L'équipe douarneniste, Le Hénaff en tête, « portée par la grâce » du premier chantier, rêve aujourd'hui de s'attaquer à Albatros, version 2. Et tant pis si le nouvel engin reste une fois de plus à terre. Car, comme le montrent sans ambiguïté des clichés pris par un élève de Nadar, Le Bris avait à nouveau omis la dérive de queue. Et quand, dix ans après l'exploit de Tréfuntec, Albatros 2 tenta l'envol, en pleine rade de Brest, la barque ailée s'écrasa au bout de quelques mètres. Sans personne à bord : Le Bris n'avait pas été autorisé à jouer à nouveau les volatiles.

Cécile Ducourtioux
(Le Monde interactif)

IL Y A 50 ANS, DANS Le Monde

Un apôtre du porte-avions

LE RÔLE DE L'AÉRONAVAL ne cesse de grandir : telle est la thèse inlassablement soutenue par le vice-amiral P. Barjot, tout récemment encore à l'académie de marine et dans un remarquable article de la *Revue maritime* d'avril. Avec sa coutumière énergie, P. Barjot s'en prend à la thèse « classique » du grand stratège aérien américain, le général Vandenberg, partisan de l'offensive stratégique par bombardiers géants intercontinentaux,

de préférence aux attaques de précision sur le champ de bataille, à l'appui direct par l'aviation embarquée, dont P. Barjot s'est fait le champion. Celui-ci évoque les leçons de la guerre de Corée. Bien avant cette dernière, l'aviation navale américaine avait constaté par expérience que sur un objectif de petites dimensions le bombardement en piqué est trente-trois fois plus précis que le bombardement en vol horizontal

à haute altitude. Le développement de l'aviation embarquée s'intensifiera, selon P. Barjot, dans l'avenir prochain : les catapultes des porte-avions sont bien plus efficaces – et moins coûteuses – que les bases avancées terrestres, nécessairement de plus en plus longues pour les avions tactiques à réaction de 10 tonnes.

Edmond Delage
(8 août 1952.)

EN LIGNE SUR lemonde.fr



Les Etats-Unis, ardeurs contre l'Irak

■ **Souvenirs.** Il y a 40 ans, l'actrice américaine Marilyn Monroe mourait. *lemonde.fr* retrace la carrière de l'étoile d'Hollywood en quelques images.

■ **Festivals.** A l'occasion du Festival Marsat (9-10 août) organisé sur les îles du Frioul (Marseille), *lemonde.fr* propose une sélection d'œuvres de l'artiste brésilien Juneca pour sa première venue en France. En rubriques Culture et Eté 2002

■ **L'actualité** en continu sur *lemonde.fr*

CONTACTS

► **RÉDACTION**
21 bis, rue Claude-Bernard, 75242 Paris Cedex 05. Tél : 01-42-17-20-00 ; télécopieur : 01-42-17-21-21 ; télex : 202 806 F

► **ABONNEMENTS**
Par téléphone : 01-44-97-54-54
Sur Internet : <http://abo.lemonde.fr>
Par courrier : bulletin p. 17

► **CHANGEMENT D'ADRESSE ET SUSPENSION**
0-825-022-021 (0,15 euro TTC/min)

► **INTERNET**
Site d'information : www.lemonde.fr
Site finances : <http://finances.lemonde.fr>
Site nouvelles technologies : <http://interactif.lemonde.fr>

Guide culturel : <http://aden.lemonde.fr>
Marché de l'emploi : <http://emploi.lemonde.fr>
Site éducation : <http://educ.lemonde.fr>
Marché de l'immobilier : <http://immo.lemonde.fr>
► **TÉLÉMATIQUE**
3615 lemonde
► **DOCUMENTATION**
Sur Internet : <http://archives.lemonde.fr>
► **COLLECTION**
Le Monde sur CD-ROM : 01-44-09-43-21
Le Monde sur microfilms : 03-88-71-42-30
► **LE MONDE 2**
Abonnements : 01-44-97-54-54
En vente : « Carnets de voyage ».

■ Tirage du Monde daté mercredi 7 août 2002 : 495 141 exemplaires.

1-3

NUMÉRO SPÉCIAL ÉTÉ

Courrier INTERNATIONAL
N° 613-614-615 du 1^{er} au 21 août 2002 - 6 €
www.courrierinternational.com

Pinter contre l'Oncle Sam

IRAK
Quand Bush attaquera

Courrier INTERNATIONAL

Tueur à gages, écrivain, championne d'échecs, lama, directeur d'opéra...

Destins de jeunes

Un supplément de 32 pages sur les mille vies des 15-25 ans

5 €